



# MALI

Juin 2023

## CONSULTATIONS DE 2023 AU TITRE DE L'ARTICLE IV — COMMUNIQUÉ DE PRESSE ; RAPPORT DES SERVICES DU FMI ET DÉCLARATION DE L'ADMINISTREUR POUR LE MALI

Dans le cadre des consultations de 2023 au titre de l'article IV, les documents ci-après ont été publiés et sont inclus dans le présent dossier :

- Un **communiqué de presse**.
- Le **rapport des services du FMI** établi par une équipe des services du FMI pour être soumis à l'examen par le Conseil d'administration le 25 mai 2023. Ce rapport a été établi à l'issue des entretiens qui ont pris fin le 17 Mars 2023 avec les autorités maliennes sur l'évolution et les politiques économiques. La rédaction du rapport, qui repose sur les informations disponibles au moment de ces entretiens, a été achevée le 9 Mai 2023.
- Une **analyse de viabilité de la dette** préparée par les services du FMI et de la Banque Mondiale.
- Un **annexe d'information**
- Une **déclaration de l'Administrateur** pour le Mali.

Les documents énumérés ci-après ont été ou seront publiés séparément :

Questions générales

La politique de publication concernant les rapports des services du FMI et d'autres documents autorise la suppression d'informations délicates au regard des marchés.

Ce rapport peut être obtenu sur demande à l'adresse suivante:

International Monetary Fund • Publication Services  
PO Box 92780 • Washington, D.C. 20090  
Téléphone: (202) 623-7430 • Télécopie: (202) 623-7201  
Courriel: [publications@imf.org](mailto:publications@imf.org) Site Web: <http://www.imf.org>  
Prix : 18 dollars l'exemplaire imprimé

**Fonds monétaire international**  
**Washington, D.C.**



## Le conseil d'administration du FMI conclut les consultations de 2023 au titre de l'article IV avec le Mali

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

**Washington, le 25 mai 2023.** Le conseil d'administration du Fonds Monétaire International (FMI) a conclu les consultations au titre de l'article IV<sup>1</sup> avec le Mali et avalisé l'évaluation des services du FMI.

L'économie du Mali a été secouée par de multiples chocs depuis 2020, mais est restée résiliente en 2022 dans un contexte d'inflation élevée. La croissance du PIB réel est passée de 3,1 % en 2021 à 3,7 % en 2022, malgré de grandes difficultés rencontrées sur les plans sécuritaire et sociopolitique, l'imposition de sanctions régionales au premier semestre 2022 et une forte incidence de l'insécurité alimentaire. Avec de bons résultats au niveau de la production agricole et aurifère, la croissance devrait remonter à plus de 5 % en 2023 et 2024. Cependant, d'importants risques baissiers pèsent sur les perspectives économiques, comme la détérioration de la situation sécuritaire, des retards éventuels dans les élections, la volatilité des prix internationaux des produits de base, un resserrement des conditions financières mondiales ou encore les risques liés au climat. L'inflation a atteint 10 % en 2022, sous l'effet des chocs engendrés par l'invasion de l'Ukraine par la Russie et par les sanctions régionales qui ont affecté les prix de l'énergie et des denrées alimentaires, mais devrait baisser à 5 % en 2023 et à 2 % en 2024 avec la baisse des prix mondiaux dans ces deux secteurs.

Le déficit budgétaire de l'État, qui se situe juste en dessous de 5 % du PIB en 2022, reflète une augmentation rapide des dépenses de sécurité, des salaires de la fonction publique et de la facture des intérêts, qui évincent les dépenses favorables à la croissance, notamment celles liées au dispositif de protection sociale et aux investissements en capital. Le Mali fait face à un durcissement des conditions de financement. Cela s'explique par le manque d'aide budgétaire extérieure (suspendue après les deux coups d'État intervenus en 2020 et 2021, et qui ne devrait pas reprendre avant la tenue des élections en 2024) et la hausse des taux d'intérêt mondiaux. Le resserrement des conditions de financement sur le marché régional pose des risques supplémentaires.

Le déficit courant du Mali s'est légèrement amélioré en 2022, tombant à 6,9 % du PIB contre 7,5 % en 2021, en raison de la hausse des exportations d'or et de la baisse des importations de biens d'équipement. À moyen terme, le déficit courant baissera en dessous de 4 % du PIB en raison du dynamisme des exportations d'or et de produits agricoles.

À l'issue de la discussion du conseil d'administration, M. Kenji Okamura, directeur général adjoint et président par intérim, a fait la déclaration suivante :

« Les administrateurs ont souscrit à l'orientation générale de l'évaluation effectuée par les services du FMI. Ils ont reconnu que le Mali a été frappé par plusieurs chocs ces trois dernières années, ainsi qu'un

---

<sup>1</sup> En vertu de l'article IV des statuts de l'institution, le FMI procède, habituellement chaque année, à des consultations bilatérales avec ses pays membres. Une mission des services du FMI se rend dans le pays, recueille des données économiques et financières, et s'entretient avec les responsables nationaux de l'évolution et des politiques économiques du pays. De retour au siège, les membres de la mission rédigent un rapport qui sert de cadre aux délibérations du conseil d'administration.

embargo au premier semestre de 2022, qui ont eu des répercussions négatives, notamment sur la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Néanmoins, l'économie malienne s'est montrée relativement résiliente en 2022, en partie grâce à des politiques judicieuses. À l'avenir, il reste de grands défis à relever, alors que la dette publique malienne a nettement augmenté dans un contexte de durcissement des conditions de financement et de risques baissiers entourant les perspectives. Les administrateurs ont souligné qu'un ajustement budgétaire et la mise en œuvre résolue de réformes améliorant la gouvernance, entre autres, sont essentiels pour renforcer la confiance, augmenter la croissance économique et réduire la pauvreté. Les administrateurs ont mis l'accent sur l'importance de l'aide au développement des capacités, ainsi que des démarches pour renouer avec les partenaires internationaux et soutenir l'agenda des réformes. Un approfondissement rapide des relations avec le Fonds, notamment par le guichet de financement des ripostes aux chocs alimentaires, pourrait également être bénéfique.

« Les administrateurs ont encouragé les autorités à mettre en œuvre une consolidation budgétaire ambitieuse pour réduire le déficit à court terme et le ramener en dessous de 3 % du PIB d'ici à 2025, tout en préservant les dépenses en capital favorables à la croissance. Ils ont recommandé une plus grande mobilisation des recettes intérieures, une maîtrise de la masse salariale du secteur public, qui croît rapidement, et une amélioration de l'efficacité et de la gestion des dépenses publiques. Augmenter la performance financière et la transparence des entreprises publiques est essentiel. Alors que la pauvreté et l'insécurité alimentaire augmentent au Mali, les administrateurs ont souligné l'importance de protéger les membres les plus vulnérables de la société. Ils ont recommandé de redéfinir les priorités sur le plan des dépenses sociales, de renforcer les dispositifs de sécurité sociale et d'intensifier les mesures ciblées tout en supprimant progressivement les subventions non-ciblées.

« Les administrateurs ont insisté sur l'importance de créer les conditions propices à une croissance durable à long terme. Ils ont noté la nécessité de remédier aux faiblesses en matière de gouvernance et de lutter contre la corruption, notamment en renforçant le régime de déclaration de patrimoine et en améliorant la transparence des marchés publics et de l'industrie minière. Ils ont par ailleurs encouragé les autorités à améliorer le climat des affaires, à renforcer le cadre de LBC/FT et à réformer les systèmes d'éducation et de santé pour améliorer également l'égalité entre les sexes. Accroître la résilience du pays au changement climatique sera également important. »

**Mali : principaux indicateurs économiques et financiers, 2021–26**

	2021	2022	2023	2024	2025	2026
		Prélim	Est.	Prévisions		
<b>Comptes nationaux et prix</b>		(Variation annuelle en pourcentage)				
PIB à prix constants	3.1	3.7	5.0	5.1	5.3	5.1
IPC (moyenne annuelle)	3.8	10.0	5.0	2.8	2.0	2.0
<b>Monnaie et crédit</b>						
Crédit à l'État	32.3	77.7	44.9	21.3	8.1	3.3
Crédit à l'économie	15.9	14.9	8.1	8.0	7.4	7.2
Masse monétaire au sens large (M2)	17.0	11.7	8.1	8.0	7.4	7.2
<b>Finances et dette publique</b>		(Pourcentage du PIB)				
Recettes	20.8	19.4	19.9	20.0	20.2	20.4
Total des dépenses et prêts nets	26.3	24.6	25.3	25.2	25.4	25.0
Solde global (base ordonnancement)	-4.8	-4.8	-4.8	-4.3	-3.6	-3.0
Dette publique	50.4	52.5	53.8	54.6	55.1	55.2
Dette publique extérieure	28.3	27.3	25.6	24.3	24.0	23.9
Dette publique intérieure <sup>1</sup>	22.0	25.2	28.2	30.4	31.1	31.3
Service de la dette	5.5	6.5	9.9	10.2	12.4	13.2
<b>Secteur extérieur</b>						
Solde courant, transferts officiels inclus	-7.5	-6.9	-6.1	-5.5	-3.4	-3.7
Termes de l'échange (détérioration -)	-9.4	-22.0	23.4	1.5	3.4	-0.4
Taux de change effectif réel (dépréciation -)	1.0	...	...			...

Sources : Ministère de l'économie et des finances; et estimations et projections des services du FMI.

<sup>1</sup> Y compris avances statutaires de la BCEAO, obligations d'État, bons du Trésor et autres créances.



## MALI

### RAPPORT DES SERVICES DU FMI POUR LES CONSULTATIONS DE 2023 AU TITRE DE L'ARTICLE IV

9 Mai, 2023

### ASPECTS ESSENTIELS

**Contexte.** Au cours des trois dernières années, le Mali a essuyé plusieurs chocs majeurs, dont deux coups d'État, la pandémie de COVID-19, de graves problèmes de sécurité et une crise du coût de la vie provoquée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Au cours du premier semestre 2022, l'embargo strict imposé par les partenaires régionaux a limité les transactions économiques internationales des secteurs public et privé. Néanmoins, la croissance du PIB était estimée à 3,7 % en 2022. L'inflation a atteint un pic de près de 15 % mi-2022, avec pour conséquence une aggravation de l'extrême pauvreté et de l'insécurité alimentaire, mais elle a ensuite décéléré à un taux de 7,5 % en mars 2023. La BCEAO a porté son taux directeur à 3 % en février 2023, soit une augmentation cumulée de 100 points de base depuis juin 2022.

**Perspectives et risques.** La croissance du PIB est attendue à environ 5 % en 2023 grâce à une forte reprise du secteur agricole et à des recettes d'exportation élevées pour l'or. La tendance à la baisse devrait se poursuivre pour l'inflation, qui devrait se situer à 5 % en 2023. Les risques qui pèsent sur les perspectives sont orientés à la baisse. Le Mali est confronté à de graves problèmes de sécurité et toute nouvelle escalade de la violence affecterait les perspectives économiques du pays. Le durcissement des conditions de financement sur le marché régional pose un risque de liquidité, qui pourrait se transformer en problèmes de solvabilité pour le Mali dans un contexte où l'aide budgétaire internationale fait défaut. En raison du changement climatique, les catastrophes naturelles sont de plus en plus fréquentes, ce qui affecte particulièrement le secteur agricole, principal moteur de la croissance.

**Récapitulatif des entretiens au titre de l'article IV.** Les entretiens ont porté sur la nécessité de réduire le déficit budgétaire à court terme de façon à alléger les besoins de financement dans un contexte extrêmement tendu et à assurer la viabilité de la dette. Les services du FMI proposent de fonder l'assainissement budgétaire sur une plus grande mobilisation des recettes, associée à une réduction de la masse salariale de la fonction publique, une rationalisation d'autres dépenses et une amélioration de l'efficacité des dépenses, y compris dans les entreprises publiques. Les services du FMI recommandent par ailleurs de préserver les dépenses d'investissement qui stimulent la croissance et les réformes de la protection sociale afin de protéger les plus vulnérables et de lutter contre la montée de l'insécurité alimentaire et de l'extrême pauvreté. Le Mali pourrait réaliser sa

croissance potentielle grâce à des réformes structurelles dans les domaines de la gouvernance (lutte contre la corruption et amélioration de la transparence), de la santé, de l'éducation et de la lutte contre le changement climatique. Durant les discussions sur la stratégie de collaboration avec le pays, le FMI a fait part aux autorités du caractère prioritaire de l'appui de l'institution pour s'attaquer aux facteurs de fragilité et aux obstacles à la croissance du Mali.

Approuvé par  
**[Montfort Mlachila]**  
**(département**  
**Afrique) et [Boileau**  
**Loko] (département**  
**de la stratégie, des**  
**politiques et de**  
**l'évaluation)**

Les entretiens se sont déroulés virtuellement du 6 mars au 17 mars 2023. Le rapport a été rédigé par Wenjie Chen (cheffe d'équipe), Peter Kovacs, Luc Tucker, Nico Valckx (tous du département Afrique), Youssouf Kiendrebeogo (département des finances publiques), Jakree Koosakul (du département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation), Ahmed Zorome (représentant résident) et Bakary Traore (économiste local). Montfort Mlachila (du département Afrique) et Facinet Sylla (du bureau de l'administrateur) se sont également joints à la dernière réunion. L'équipe a rencontré le ministre des Finances, M. Alousséni Sanou, le directeur par intérim de la BCEAO à Bamako, M. Barema Bocoum, des ministres, des directeurs et des représentants d'autres ministères et organismes publics. Elle s'est également entretenue avec des partenaires au développement et des acteurs du secteur privé.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>CONTEXTE</b>	<b>5</b>
<b>ÉVOLUTION RÉCENTE DE L'ÉCONOMIE</b>	<b>5</b>
A. La croissance a montré une certaine résistance, mais les difficultés subsistent	5
B. Les conditions de financement se sont durcies	8
<b>PERSPECTIVES ET RISQUES</b>	<b>11</b>
<b>ENTRETIENS</b>	<b>15</b>
A. Surmonter les graves difficultés budgétaires	15
B. Protéger les plus vulnérables	17
C. Débloquer le potentiel de croissance du Mali	18
D. Soutenir les recommandations de la consultation de l'UEMOA	20
<b>AUTRES QUESTIONS</b>	<b>20</b>
<b>ÉVALUATION PAR LES SERVICES DU FMI</b>	<b>21</b>
<b>GRAPHIQUES</b>	
1. Indicateurs à haute fréquence	23
2. Évolution du secteur réel	24
3. Évolution du secteur extérieur	25
4. Évolution des finances publiques	26
5. Évolution des secteurs monétaire et financier	27

**TABLEAUX**

1. Principaux indicateurs économiques et financiers, 2019–28	28
2a. Transactions budgétaires consolidées de l'État, 2019–28 (en milliards de FCFA)	29
2b. Transactions budgétaires consolidées de l'État, 2019–28 (en pourcentage du PIB)	30
3. Besoins bruts de financement, 2021–23	31
4a. Balance des paiements, 2019–28 (en milliards de FCFA, sauf indication contraire)	32
4b. Balance des paiements, 2019–28 (en pourcentage du PIB)	33
5. Situation monétaire, 2019–28	34
6. Indicateurs de solidité financière du secteur bancaire, 2018–22	35

**ANNEXES**

I: Stratégie de collaboration avec le pays	36
II. Chronologie des principaux événements politiques, 2020–22	43
III. Effets des sanctions imposées par la CEDEAO et de la guerre en Ukraine	45
IV: Évaluations du secteur extérieur	50
V: Engagement avec le FMI et performance au titre de la FEC pour la période 2019–22	55
VI. Matrice d'évaluation des risques	61
VII. Scénario alternatif pour l'économie	64
VIII. Stratégie de renforcement des capacités	67

## CONTEXTE

**1. Le Mali est l'un des pays les plus pauvres et les plus fragiles au monde et fait face à de multiples difficultés de développement.** Le Mali subit une instabilité politique et une situation de conflit depuis des décennies. Le pays est confronté à la fois à une fragilité structurelle, c'est-à-dire l'incapacité de générer une croissance adéquate, et à une fragilité due au stress, c'est-à-dire une rupture du système économique/politique face aux chocs négatifs. Avec un revenu moyen par habitant de 2,20 dollars par jour, le Mali est l'un des 20 pays les plus pauvres au monde. Il affiche une croissance démographique parmi les plus fortes, ainsi que des taux élevés d'analphabétisme et de chômage, en particulier chez les jeunes. Le secteur informel joue un rôle central dans l'économie malienne. La corruption a freiné la croissance depuis des années et les détournements de fonds sont difficiles à juguler (voir l'annexe I sur la stratégie de collaboration avec le pays).

**2. Les relations internationales avec le Mali sont aujourd'hui tendues.** Après l'annonce d'un report de cinq ans de la transition démocratique suite à deux coups d'État (août 2020 et mai 2021), les partenaires régionaux ont décrété au cours du premier semestre 2022 un embargo total, qui vient s'ajouter à la suspension du Mali des instances décisionnelles de la CEDEAO et de l'Union africaine (voir l'annexe II). Le retrait des [forces françaises engagées dans la lutte contre le terrorisme](#) et [les tensions](#) entre la [MINUSMA](#), la mission de maintien de la paix de l'ONU, et l'armée malienne se sont soldés par un nouveau recul de l'appui de la communauté internationale au gouvernement.

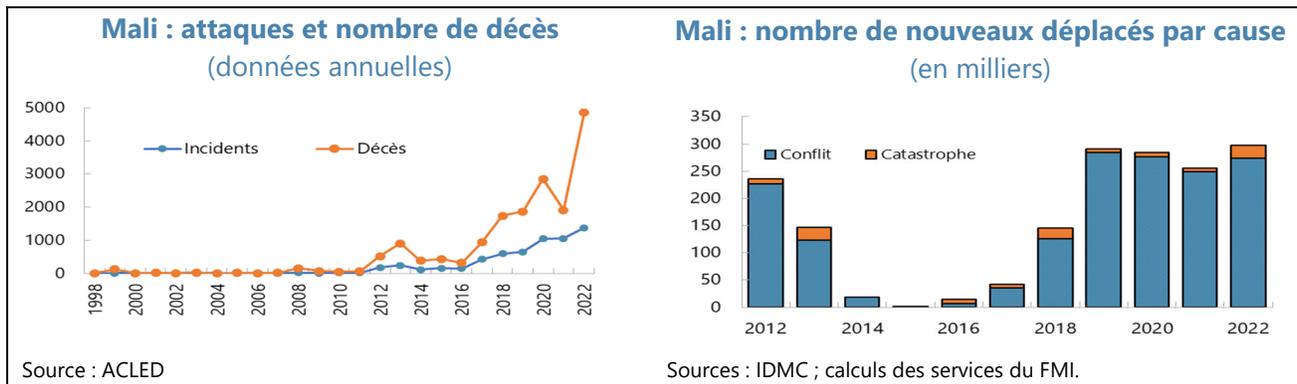
**3. Bien que la transition politique soit toujours à l'ordre du jour, le climat sociopolitique reste instable.** Des élections sont prévues en février 2024, mais la communauté internationale a suspendu son aide publique au développement jusqu'au rétablissement d'un régime démocratique. La tenue d'un référendum constitutionnel, étape clé avant les élections présidentielles, initialement prévue en mars 2023, a été reportée et fixée au 18 juin 2023, remettant en question le calendrier général. Les tensions sociopolitiques restent vives. En 2022, des revendications de hausse des salaires, de paiement des arriérés et de meilleures opportunités d'éducation ont déclenché des grèves (voir l'annexe II) et les violences et les déplacements internes se sont encore étendus.

## ÉVOLUTION RÉCENTE DE L'ÉCONOMIE

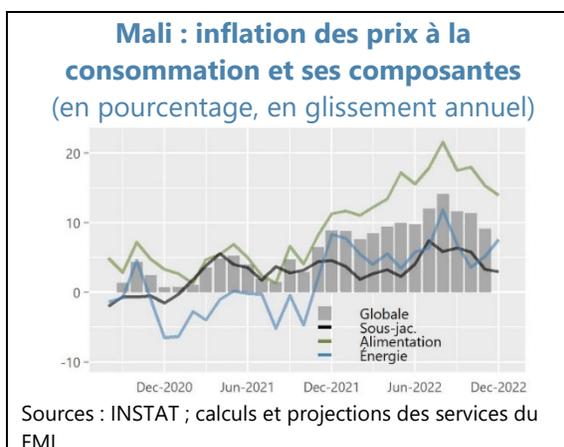
### A. La croissance a montré une certaine résistance, mais les difficultés subsistent

**4. Depuis la conclusion des deuxième et troisième [revues au titre de la FEC](#) en février 2021, le Mali a subi des chocs de grande ampleur, tant sur le plan national qu'international.** Malgré ces contraintes, le PIB a augmenté de 3,1 % en 2021 et de 3,7 % en 2022. Comme d'autres pays d'Afrique subsaharienne, le Mali a connu un rebond de croissance en 2021, après le début de la pandémie de COVID-19 un an plus tôt. Cependant, le pays a affronté des vents contraires en 2022 : embargo, perturbation des importations d'engrais (voir l'annexe III), montée de la violence et de l'insécurité, qui a encore aggravé les difficultés de l'économie. La production de coton, un produit

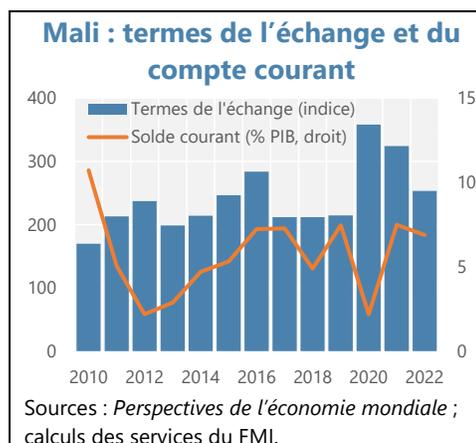
d'exportation et une source de revenus de première importance pour près d'un quart de la population malienne, a été affectée par des conditions météorologiques défavorables et une infection parasitaire. Un ralentissement plus prononcé a sans doute été évité grâce aux efforts déployés par l'État pour trouver de nouvelles routes commerciales et accroître les recettes, ainsi qu'aux subventions sur les produits alimentaires et les carburants. La production d'or a été plus élevée que prévu, ce qui a également contribué à la croissance du PIB.



**5. L'inflation a atteint en moyenne 10 % en 2022, contre 3,8 % en 2021, en raison de la flambée des prix mondiaux des produits alimentaires et des carburants, provoquée par la guerre en Ukraine et décuplée par les sanctions régionales.** L'extrême pauvreté a par conséquent augmenté, passant de 42 % en 2019 à un niveau estimé à 50,3 % en 2022, à rebours de la tendance à la baisse observée au cours de la dernière décennie. L'insécurité alimentaire s'est aussi aggravée : selon les estimations, début 2023, plus de 15 % de la population était en situation d'insécurité alimentaire grave (761 000 personnes) ou risquerait de l'être (2,9 millions de personnes) si aucune assistance n'était apportée.



**6. En 2021, la position extérieure du Mali était modérément inférieure au niveau impliqué par les paramètres économiques fondamentaux et les mesures souhaitables<sup>1</sup>.** Le déficit des transactions courantes s'est creusé, passant d'environ 2 % du PIB en 2020 à 7,5 % du PIB en 2021, en raison de la baisse des

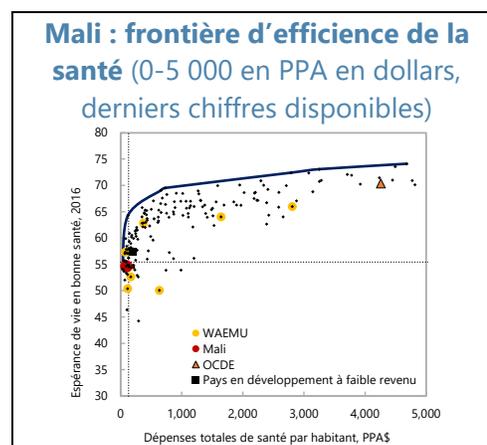
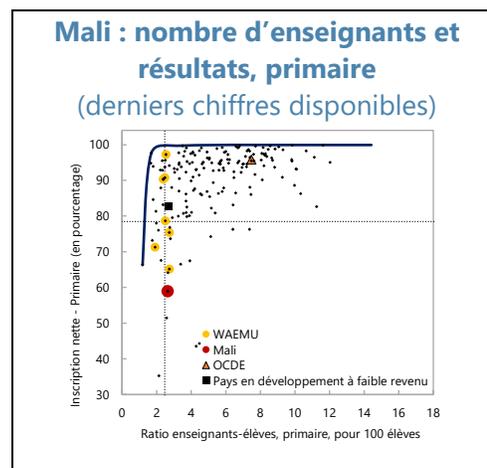


<sup>1</sup> L'évaluation du secteur extérieur est basée sur les données de 2021, car les données de 2022 sont encore provisoires.

exportations d'or, de l'augmentation des importations de biens d'équipement et de l'accroissement des dépenses publiques. L'évaluation de la position extérieure selon le modèle EBA-lite du FMI suggère un écart du compte courant en 2021 d'environ 1,7 % du PIB qui peut être expliqué par les paramètres fondamentaux. Pour combler l'écart, il faut une dépréciation du taux de change de 8 % (voir l'annexe IV). Ce résultat précis doit cependant être interprété avec prudence, étant donné que l'or représente 80 % des exportations totales du Mali et qu'il n'est pas sensible aux variations du taux de change. Les premiers chiffres pour 2022 indiquent une amélioration de la position extérieure, avec une baisse du déficit à 6,9 %, grâce à l'augmentation des exportations d'or et à la diminution des importations de biens d'équipement (liée aux sanctions). En parallèle, les sanctions prises en 2022, conjuguées au durcissement des conditions financières sur le marché mondial et régional, ont entraîné une chute brutale des flux de portefeuille. Ceci a provoqué un déficit de financement considérable, qui a été comblé par les réserves au niveau de l'union monétaire. Fin 2022, le niveau des réserves de l'union monétaire représentait l'équivalent d'environ 4,5 mois d'importations, dans la tranche inférieure de l'indicateur d'adéquation du FMI<sup>2</sup>.

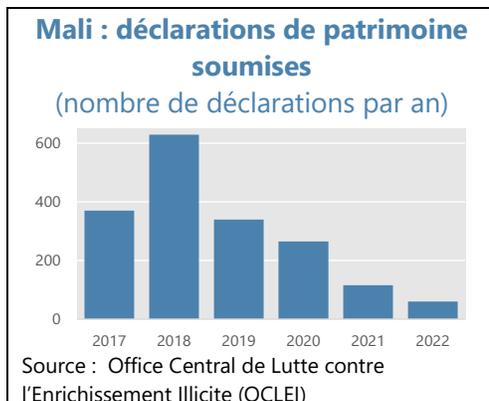
## 7. L'accès à l'éducation et à la santé reste insuffisant et le système de protection sociale ne parvient pas à répondre aux besoins des plus vulnérables.

Le niveau d'éducation au Mali accuse un retard par rapport à celui des autres pays de l'UEMOA et d'autres pays en développement à faible revenu (PDFR). L'espérance de vie au Mali, rapportée aux dépenses de santé par habitant, est légèrement supérieure à celle de certains pays de l'UEMOA, mais inférieure à la moyenne des PDFR. Sur le plan de la protection sociale, une aide monétaire d'urgence a été mise en place ces dernières années pour faire face à la pandémie. Cependant, bien que l'enregistrement des bénéficiaires dans le registre social unifié, le principal système de protection sociale du Mali, ait progressé, seuls 40 % environ des bénéficiaires prévus ont perçu un paiement à la fin de 2022, faute de moyens financiers suffisants. Le faible niveau d'éducation et l'insuffisance du soutien aux plus vulnérables sont les principales causes sous-jacentes de la fragilité structurelle du Mali (voir l'annexe I sur la stratégie de collaboration avec le pays).



<sup>2</sup> Pour une évaluation de la position extérieure de l'union monétaire, voir le [rapport de 2022](#) des services du FMI sur les politiques communes des pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine.

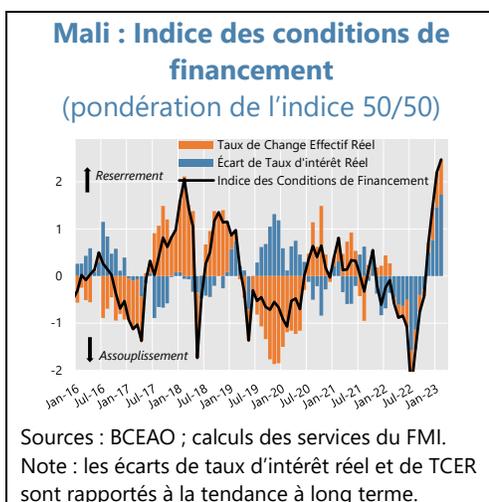
**8. Les réformes en matière de gouvernance ont progressé, même si certains domaines restent à la traîne.** Les autorités ont pris des engagements importants pour améliorer l'État de droit dans le cadre du programme 2019-2022 au titre de la FEC. Ces engagements concernent notamment la transparence et la mise en place de plans d'engagement dans tous les ministères. Le soutien aux réformes de la gouvernance a toutefois été plus difficile à mobiliser. Le nombre de déclarations de patrimoine, par exemple, une mesure clé des réformes de gouvernance pour améliorer la transparence, est en baisse depuis 2018 (annexe V).



**9. Les risques liés au climat, un facteur clé de fragilité, ont augmenté alors que le financement de l'adaptation au changement climatique est limité.** Les températures moyennes ont augmenté au Mali au cours des dernières décennies et les catastrophes naturelles liées au changement climatique sont plus fréquentes. Une grande partie de la population, notamment de nombreux ménages parmi les plus pauvres, dépend de l'agriculture. Ces chocs ont ainsi des répercussions importantes sur leurs moyens de subsistance. On estime que le changement climatique aura un impact négatif particulièrement important sur la productivité agricole au Mali, et la variabilité de l'approvisionnement en eau pourrait créer d'autres tensions pour le secteur agricole (voir le document de la série des questions générales sur les risques climatiques et l'insécurité alimentaire). Les autorités ont certes établi un organisme public chargé des questions climatiques, mais elles se heurtent à des difficultés pour obtenir l'accréditation internationale nécessaire afin de bénéficier de fonds de la part de partenaires internationaux.

## B. Les conditions de financement se sont durcies

**10. La normalisation de la politique monétaire et la nette réduction de l'aide publique au développement ont considérablement resserré les conditions de financement.** En réaction à l'inflation et au durcissement de la politique monétaire mondiale, la BCEAO a porté le taux directeur de l'UEMOA à 3 % en février 2023, soit une augmentation de 100 points de base depuis juin 2022. Ce relèvement a entraîné une hausse des coûts d'emprunt dans le système bancaire et sur le marché régional de la dette. Les conditions de financement ont connu un nouveau durcissement avec la reprise par la BCEAO des adjudications à taux variables des injections de liquidités en février 2023. En outre, depuis le printemps 2022, les difficultés pour émettre des euro-obligations dans un contexte d'aversion au risque ont contraint les plus grands pays de l'UEMOA à rechercher des financements sur les marchés régionaux, ce qui accentue la pression sur la liquidité. Par conséquent, la

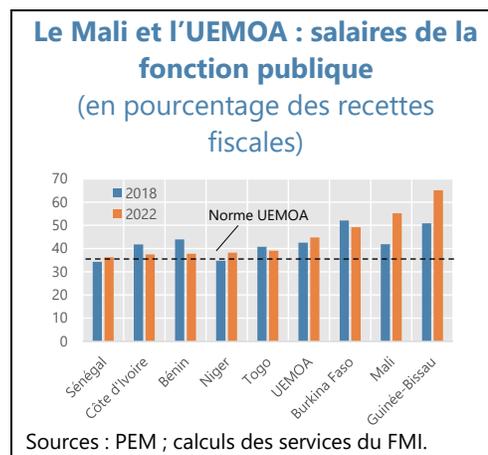


souscription aux placements obligataires du Mali a chuté au premier trimestre 2023, avec un taux de couverture moyen d'environ 70 % et un déficit de près de 50 % par rapport au calendrier d'émission initial. Cette situation correspond à une baisse générale de la demande sur le marché obligataire régional début 2023, avec une souscription très insuffisante ou l'annulation d'adjudications dans plusieurs pays de l'UEMOA.

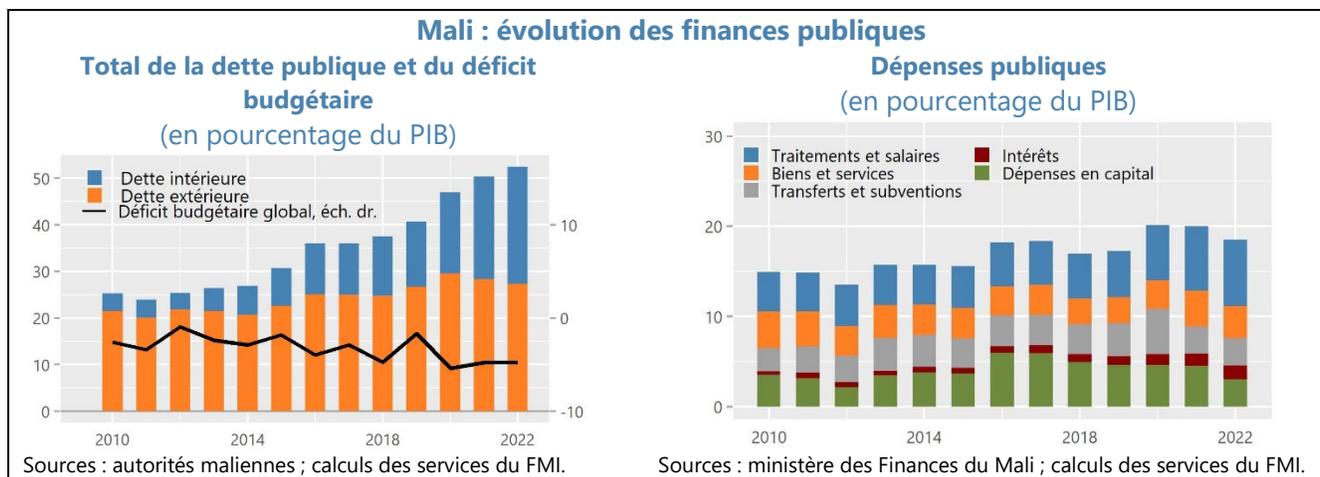
**11. Le déficit budgétaire était de 4,8 % du PIB en 2022, comme en 2021.** Les recettes fiscales représentaient un peu plus de 13 % du PIB, contre 15 % en 2021. Cette évolution est due en grande partie à la chute brutale des recettes de TVA et de droits à l'importation à la suite des sanctions commerciales. Cependant, les dépenses totales, exprimées en pourcentage du PIB, ont également diminué en 2022 dans la même proportion, principalement en raison de la baisse des dépenses d'investissement financées sur ressources intérieures et extérieures. Le déficit budgétaire du Mali est resté globalement en phase avec les objectifs révisés de l'accord 2019-2022 au titre de la FEC, des mesures ayant été introduites en 2022 pour élargir l'assiette fiscale et améliorer le respect des règles en la matière<sup>3</sup> (voir l'annexe V).

**12. La masse salariale de la fonction publique a considérablement augmenté.** Entre 2018 et 2022, la masse salariale a augmenté de 13 points de pourcentage pour atteindre 55 % des recettes fiscales, bien au-delà de la norme de 35 % de l'UEMOA. Il s'agit de la plus forte hausse de masse salariale dans l'UEMOA. Une conférence sociale a été organisée en octobre 2022 afin d'élaborer une stratégie pour les salaires du secteur public. Les résultats de cette conférence n'ont pas encore été publiés.

**13. Entre 2021 et 2022, la dette publique est passée de 50,4 % à 52,5 % du PIB.** Le poids de la dette dans le PIB a augmenté en 2022, principalement en raison de la dépréciation de l'euro, de l'enregistrement tardif de la dette 2020 et de la rétrocession par la BCEAO de l'allocation générale de DTS de 2021.

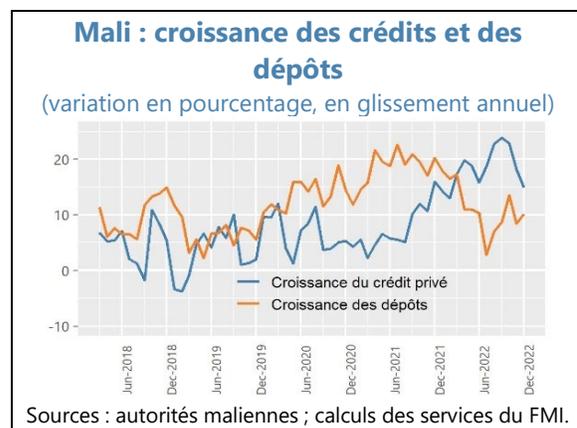


<sup>3</sup> Ces mesures comprennent l'introduction d'une déclaration fiscale électronique pour les grandes entreprises assujetties à la TVA, un système de facturation numérique, une nouvelle taxe sur les exportations d'or et d'autres produits miniers non couverts par le Code minier, une taxe minimale de transport sur les véhicules à deux roues et assimilés, de nouvelles taxes d'accise et une augmentation des taxes d'accise existantes sur certains produits de consommation, la taxation d'équipements agricoles précédemment exonérés, et les remboursements mensuels de crédit de TVA.



**14. Les sanctions décrétées au cours du premier semestre 2022 ont entraîné une accumulation d'arriérés de paiement envers les créanciers extérieurs et les détenteurs d'obligations régionales. Les autorités ont toutefois redoublé d'efforts pour rembourser ces arriérés une fois les sanctions levées.** L'embargo total imposé début 2022 a privé les autorités de l'accès au compte unique du Trésor à la BCEAO et isolé le Mali des marchés financiers et des marchés de paiement. Acculé, le Mali s'est retrouvé en défaut de paiement de toutes les obligations extérieures et a accumulé des arriérés de dette publique de l'ordre de 3 % du PIB, dont environ 0,5 % à l'égard des créanciers extérieurs. Aucun arriéré n'était dû au FMI. Le Mali a consenti des efforts considérables pour rembourser les arriérés aux créanciers extérieurs et aux détenteurs d'obligations régionales, une fois les sanctions levées en juillet 2022. Le Mali a ainsi pu réintégrer rapidement le marché obligataire régional et émettre un grand nombre d'obligations peu de temps après. Toutefois, certains arriérés intérieurs envers les fournisseurs sont toujours en suspens, mais les autorités ont fait part de plans de remboursement.

**15. Le système bancaire semblait stable en 2022, grâce à la tolérance réglementaire de la banque centrale pendant la pandémie.** Les ratios de fonds propres pondérés en fonction des risques sont restés élevés, mais ont légèrement diminué, passant de 12,8 % en 2021 à 12¼ % au premier semestre 2022. La croissance des crédits est restée forte, aux alentours de 20 %. La croissance des dépôts a considérablement ralenti au premier semestre 2022, probablement en raison de la baisse de l'épargne due aux sanctions de la CEDEAO, mais elle a rebondi au second semestre 2022. La qualité des actifs s'est légèrement détériorée, les prêts non productifs passant de 9,8 % en 2021 à 10,3 % au premier semestre 2022. Cela étant, l'accès aux services bancaires reste limité, puisque moins de 30 % des ménages disposent d'un compte bancaire. Cependant, l'inclusion financière selon une définition plus large, incluant la microfinance et l'argent électronique, concerne 85 % de la population en 2022.



## Vues des autorités

**16. Les autorités souscrivent dans l'ensemble à la description ci-dessus de l'évolution de la situation économique et macrofinancière.** Elles prennent note du lourd tribut des diverses crises par le passé, notamment la pandémie, les sanctions de la CEDEAO et en particulier le coût de l'insécurité, qui dure depuis dix ans, qui ont provoqué une perte de recettes de 4 % du PIB en 2022. Contrairement aux hypothèses des services du FMI, les autorités affirment qu'il n'y a pas eu de pénurie d'engrais en 2022 du fait de la guerre en Ukraine, et par conséquent qu'il n'y a eu aucun effet négatif sur le rendement des cultures.

**17. Bien que les autorités reconnaissent les récentes difficultés financières, elles soulignent qu'elles sont largement répandues dans d'autres pays de l'UEMOA.** Elles remettent en cause la nécessité du resserrement monétaire et de la liquidité de la BCEAO pour lutter contre ce qu'elles considèrent comme des chocs inflationnistes essentiellement importés (et temporaires). Elles expriment également des inquiétudes quant au calendrier de ce resserrement, qui intervient pendant la saison des récoltes, lorsque les besoins en liquidités sont importants. Elles rappellent le succès du retour du Mali sur le marché obligataire après la levée des sanctions au deuxième semestre 2022, restent optimistes quant à l'accès du Mali au marché et cherchent à accroître la participation des investisseurs dans leurs adjudications.

**18. Au sujet de la masse salariale élevée de la fonction publique, les autorités la considèrent comme une nécessité pour maintenir la paix sociale.** Elles espèrent que la conférence sociale qui s'est tenue récemment va ouvrir un dialogue constructif avec les partenaires sociaux en vue d'établir un cadre pour les cinq prochaines années afin de maintenir un pacte social pérenne. De plus, comme elles envisagent une reprise de la croissance, le ratio de la masse salariale publique par rapport aux recettes fiscales devrait automatiquement diminuer. Enfin, bien que les autorités n'aient pas mené à bien les réformes de la masse salariale de la fonction publique, elles relèvent que 90 % de leurs engagements dans le cadre du programme au titre de la FEC ont été respectés, mais que les sanctions ont empêché l'entière exécution du programme.

## PERSPECTIVES ET RISQUES

**19. La croissance devrait se redresser et dépasser 5 % en 2023 et 2024.**

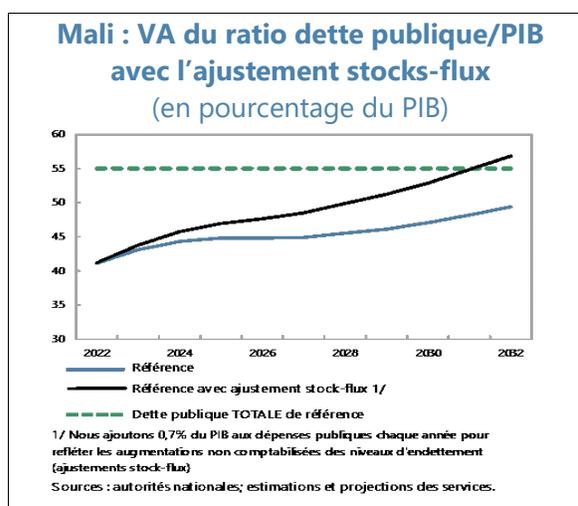
- **De manière critique, les prévisions tablent sur un fort rebond de la consommation et de l'investissement en 2023, après les faibles niveaux d'activité de 2022 dus à l'embargo, et sur la tenue d'élections en 2024.** Ce rebond ne serait pas inhabituel vu la résistance que le Mali a manifestée par le passé face aux chocs économiques (voir l'annexe I). Au niveau sectoriel, l'agriculture devrait atteindre des objectifs de croissance élevés, à condition qu'il n'y ait pas d'événements météorologiques défavorables ou de chocs liés aux engrais. Dans le scénario de référence, les élections présidentielles de février 2024 devraient réduire l'incertitude politique et relancer les activités nationales, mais la reprise de l'aide budgétaire des IFI n'interviendra qu'en 2025.

- **L'augmentation attendue des recettes d'exportation de l'or favorise également la reprise économique du Mali en 2023 et 2024.** La hausse de la production et des prix mondiaux de l'or devrait améliorer la balance commerciale, dans la mesure où l'or représente 80 % des recettes d'exportation.
- **De plus, de nouvelles découvertes d'or en 2022 et de nouveaux projets miniers de lithium devraient permettre d'augmenter la production minière dans les années à venir.** La production de lithium devrait commencer d'ici 2024/25, à la faveur de réformes du processus d'enregistrement et d'octroi de permis.

**20. La baisse de l'inflation devrait se poursuivre en 2023, à 5 %, puis à moins de 3 % en 2024.** La baisse des prix mondiaux de l'énergie et des produits de base alimentaires devrait se répercuter sur les prix intérieurs. Une inflation de base modérée contribuera également à ramener l'inflation globale en dessous de l'objectif d'inflation de 3 % de la BCEAO d'ici mi-2024.

**21. Selon les derniers plans stratégiques des autorités, le déficit budgétaire demeure à 4,8 % du PIB en 2023, selon les projections de référence, puis devrait reculer à partir de 2024.** Cette projection pour 2023 part de l'hypothèse que les nouvelles mesures relatives aux recettes introduites dans l'annexe du budget 2022 seront maintenues. Elle suppose également que les salaires du secteur public continuent d'augmenter en proportion du PIB, représentant un peu plus de 55 % des recettes fiscales, un taux nettement supérieur à l'objectif de 35 % fixé par l'UEMOA. Toutefois, les dépenses d'investissement devraient rester modérées en pourcentage du PIB en 2023. À moyen terme, le retour des subventions extérieures augmente les recettes totales, tandis que la mise en œuvre de mesures de collecte de recettes implique que les recettes fiscales devraient également augmenter légèrement en pourcentage du PIB. Les dépenses totales sont demeurées globalement inchangées en proportion du PIB au cours de la période de prévision, la masse salariale du secteur public reculant en proportion du PIB et les dépenses en capital se rétablissant. Selon les derniers plans d'action établis par les autorités, le déficit budgétaire devrait retomber à 3 % du PIB d'ici 2026.

**22. Le ratio dette publique/PIB devrait atteindre environ 56 % du PIB en 2028, avec un risque modéré de surendettement.** La dette du Mali devrait rester viable à moyen terme, grâce à la reprise attendue de la croissance et à l'assainissement progressif des finances publiques. La trajectoire et le rythme de l'accumulation de la dette sont toutefois inquiétants, d'autant plus que les coûts du service de la dette évincent des dépenses plus pertinentes sur le plan social. Cette projection de référence suppose également que les ajustements stocks-flux, c'est-à-dire la différence entre la variation de la dette publique et le déficit budgétaire, sont nuls tout au long de la période de prévision (ce qui est conforme au traitement en vigueur dans les pays pairs). Toutefois, si



les ajustements stocks-flux sont similaires à ceux des dernières années, la projection du déficit budgétaire impliquerait une trajectoire croissante et non viable de la dette publique à moyen terme (voir le document de la série des questions générales sur la dynamique de la dette). Un scénario alternatif dans lequel la dette extérieure est classée selon le critère de la quasi-résidence<sup>4</sup> indique également des dépassements persistants des seuils de surendettement au cours de la période de prévision, soulignant les vulnérabilités potentielles sur le front de la dette extérieure (voir l'analyse de soutenabilité de la dette).

**23. Le déficit des transactions courantes devrait se réduire progressivement à 3,4 % d'ici 2025, ce qui est conforme dans une large mesure au niveau impliqué par les paramètres fondamentaux à moyen terme.** Les déséquilibres extérieurs devraient s'atténuer à mesure que les prix des produits de base et les facteurs ponctuels à l'origine de la hausse des importations s'inverseront et que la position budgétaire reviendra progressivement vers le niveau cible de l'UEMOA. Les prévisions actuelles de hausse du prix de l'or et de baisse des cours du pétrole sont favorables au compte extérieur du Mali.

**24. Les risques qui pèsent sur les perspectives sont essentiellement des risques baissiers (voir l'annexe VI).**

- **Sur le plan géopolitique, le Mali est confronté à des risques sécuritaires sévères.** Tout retard dans la tenue des élections prévues pour février 2024 pourrait provoquer des troubles et des perturbations économiques, notamment en repoussant à nouveau la reprise prévue de l'aide budgétaire des IFI. Parallèlement, une évolution défavorable liée à la guerre en Ukraine pourrait entraîner une nouvelle hausse des prix des produits alimentaires et des carburants et provoquer des troubles sociaux dans un contexte sociopolitique déjà fragile.
- **Un nouveau durcissement des conditions financières mondiales pourrait provoquer un resserrement du crédit au Mali.** Un épisode d'aversion au risque au niveau mondial pourrait augmenter à nouveau le coût du financement sur le marché des obligations souveraines de l'UEMOA et, par conséquent, le coût de financement pour les banques maliennes. Ces dernières seraient contraintes de relever les taux et de réduire le crédit, ce qui entraînerait une augmentation des prêts non productifs.
- **Le Mali est également très vulnérable au changement climatique.** Les éventuelles perturbations du secteur agricole, liées aux conditions climatiques locales, y compris la désertification, pourraient provoquer des pertes massives de récoltes et aggraver la pauvreté et l'insécurité alimentaire.
- **En revanche, la hausse des prix mondiaux des produits de base et l'augmentation de la demande pourraient améliorer les perspectives.** La hausse des prix des produits de base, particulièrement stimulée par la réouverture de la Chine, associée à l'augmentation de la

---

<sup>4</sup> Dans ce scénario, les deux tiers des titres publics sont classés comme dette extérieure.

demande mondiale en métaux pour la transition énergétique et aux nouvelles opérations minières attendues au Mali, pourrait favoriser une croissance plus forte que prévue.

**25. Les risques d'une crise financière sont réels.** Les besoins de financement du Mali ont explosé ces dernières années en raison de la masse salariale élevée du secteur public, de l'augmentation rapide des dépenses de sécurité et de la hausse des paiements d'intérêts. Le Mali pourrait connaître un problème de liquidité et de solvabilité à court terme si, par exemple, la souscription des émissions continue d'être insuffisante ou si elles sont annulées. Tout choc additionnel, y compris ceux décrits ci-dessus concernant les retards électoraux, la guerre en Ukraine ou les coûts de financement, pourrait déclencher une crise de financement et potentiellement conduire à l'instabilité sociale, avec des effets négatifs sur la croissance, les déficits budgétaires et la viabilité de la dette (voir l'annexe VII pour un scénario pessimiste).

**Mali : principaux indicateurs économiques, 2019-28**  
(en pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
				Prélim.	Est.	Projections				
PIB réel (en pourcentage)	4.8	-1.2	3.1	3.7	5.0	5.1	5.3	5.1	5.0	5.0
IPC (en pourcentage) <sup>1</sup>	-3.0	0.5	3.8	10.0	5.0	2.8	2.0	2.0	2.0	2.0
Dette publique totale <sup>2</sup>	40.7	46.9	50.4	52.5	53.8	54.6	55.1	55.2	55.5	56.1
Solde budgétaire global <sup>2</sup>	-1.7	-5.4	-4.8	-4.8	-4.8	-4.3	-3.6	-3.0	-3.0	-3.0
Recettes fiscales	14.8	14.2	15.0	13.3	13.7	13.8	13.9	14.2	14.4	14.7
Autres recettes	4.8	5.1	5.8	6.1	6.2	6.2	6.2	6.2	6.3	6.3
Dons	1.9	1.2	0.7	0.4	0.7	0.9	1.6	1.6	1.6	1.6
Dépenses	23.1	25.9	26.3	24.6	25.3	25.2	25.4	25.0	25.3	25.5
Solde extérieur courant	-7.5	-2.2	-7.5	-6.9	-6.1	-5.5	-3.4	-3.7	-4.0	-4.4
Exportations de biens et services	21.3	27.2	24.6	26.5	26.8	25.6	26.5	25.7	25.0	24.2
Importations de biens et services	-25.0	-24.4	-26.1	-28.1	-27.6	-26.5	-26.1	-25.7	-25.4	-25.2
Balance globale des paiements	2.6	4.4	-0.5	-3.9	-0.1	-0.1	2.8	2.6	2.7	1.8

Sources : Autorités Maliennes; et estimations et projections des services du FMI.

<sup>1</sup> Moyenne annuelle.

<sup>2</sup> L'administration centrale.

### Vues des autorités

**26. Les autorités souscrivent globalement à l'évaluation des perspectives économiques et des risques du Mali par les services du FMI.** Elles s'attendent à une reprise du soutien budgétaire en 2025 et soulignent l'avantage comparatif que le Mali possède dans l'agriculture. De plus, elles comptent sur des résultats solides dans les mines et le secteur tertiaire tout en reconnaissant que les problèmes de sécurité font peser des risques majeurs sur les perspectives et les résultats budgétaires. Les autorités prennent acte du durcissement des conditions financières mondiales et régionales au début de 2023, des risques de financement qui y sont associés et des élections présidentielles prévues en 2024 qui pourraient créer de nouveaux besoins de dépenses. Elles restent cependant optimistes quant aux perspectives macrofinancières du Mali compte tenu de la tendance à la baisse des besoins de financement du déficit et de la capacité à remédier aux insuffisances de financement.

**27. Les autorités souscrivent aux conclusions générales de l'analyse du secteur extérieur, malgré des divergences dans leurs projections à moyen terme.** Elles s'expliquent principalement par des hypothèses différentes sur la trajectoire des cours de l'or, les services du FMI étant plus optimistes à propos du secteur minier, car ils tablent sur une production industrielle et artisanale plus importante pendant les prochaines années. Les prévisions des cours des produits de base de la BCEAO sont elles aussi légèrement moins optimistes que celles des services du FMI, et se traduisent donc par des importations du secteur primaire moins importantes.

## ENTRETIENS

**28. Les entretiens ont porté à la fois sur les grandes difficultés budgétaires et sur les besoins de réforme à moyen terme.** Les discussions sur les mesures à court terme se sont principalement concentrées sur la résolution des problèmes budgétaires dans un contexte de durcissement des conditions de financement. À moyen terme, les mesures de protection des plus vulnérables par le renforcement du filet de sécurité sociale et les réformes structurelles visant à débloquer le potentiel de croissance du Mali sont particulièrement encouragées.

### A. Surmonter les graves difficultés budgétaires

**29. Il devient particulièrement urgent de réduire le déficit budgétaire à court terme dans un contexte où les contraintes de financement se resserrent.** Bien que les services du FMI reconnaissent les difficultés auxquelles se heurte la gestion du déficit budgétaire alors que l'économie subit de multiples chocs depuis 2020, ils considèrent avec inquiétude la part considérable et croissante des recettes publiques allouée aux dépenses militaires, aux salaires de la fonction publique et aux paiements d'intérêts. Afin d'alléger les pressions sur le financement et d'assurer la viabilité de la dette, il sera important d'adopter des ajustements propices à la croissance qui réduisent le déficit budgétaire.

**30. Les services du FMI préconisent une trajectoire d'assainissement des finances publiques plus ambitieuse, avec une réduction plus rapide du déficit budgétaire au cours de la période de prévision.** Le rétablissement du plafond de déficit de 3 % d'ici 2025 témoignerait de l'engagement des autorités à faire preuve de prudence budgétaire et renforcerait la confiance du marché régional dans la viabilité de la dette souveraine du Mali. Un assainissement moins soutenu pourrait se traduire par un déficit de financement si les risques de détérioration se concrétisaient.

**31. L'amélioration des perspectives budgétaires passe par l'augmentation des recettes intérieures.** Bien que les autorités aient déjà pris plusieurs mesures relatives aux recettes fiscales, à court terme, elles disposent encore d'une marge de manœuvre importante pour augmenter ces dernières. Elles pourraient notamment supprimer diverses exonérations fiscales<sup>5</sup> et revenir à une

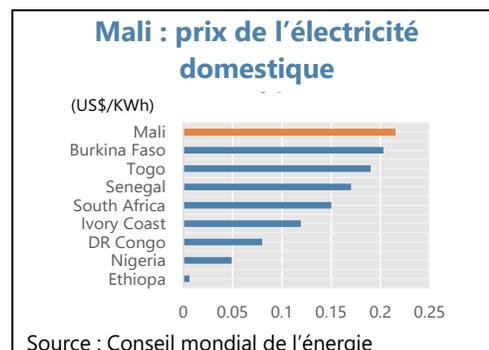
<sup>5</sup> Ces mesures comprennent une augmentation des droits d'accise, initialement prévue pour 2022, l'élimination d'importantes exonérations de TVA et de droits de douane sur les produits de base (3,6 % du PIB en 2022) (continued...)

tarification automatique des carburants. Dans la mesure du possible, les exonérations devraient être remplacées par des transferts directs et ciblés en faveur des ménages les plus vulnérables (voir ci-dessous). La mobilisation de recettes supplémentaires à moyen terme pourrait passer par l'imposition des revenus des titres de la dette publique (où les exonérations sont très progressives), la réalisation des réformes de l'impôt foncier et l'application de nouvelles méthodes de simplification de la fiscalité<sup>6</sup>.

**32. Du côté des dépenses, la maîtrise de la masse salariale est la principale mesure de contrôle des dépenses publiques.** Les services du FMI recommandent d'éviter toute nouvelle augmentation salariale ad hoc, de simplifier les primes et les indemnités et d'ajuster la croissance des salaires de la fonction publique en utilisant d'autres indicateurs (voir le document de la série des questions générales sur la masse salariale du secteur public). La réussite des réformes à plus long terme passera par une collaboration avec les partenaires sociaux sur un pacte de stabilité sociale. Les services du FMI invitent les autorités à donner suite aux résultats de la conférence sociale, notamment en publiant les principaux thèmes de discussion et les projets à venir.

**33. L'amélioration de l'efficacité et de la gestion des dépenses publiques reste également primordiale.** Ce constat fait suite au [rapport](#) de 2018 d'évaluation de la performance dans la gestion des finances publiques du Mali, qui indique un écart d'efficacité de 43 % pour les dépenses d'investissement public au Mali, contre 27 % dans le reste du monde, comme analysé dans le [rapport](#) de 2018 au titre de l'article IV. Les mesures à envisager comprennent une meilleure sélection des grands projets d'infrastructure, l'amélioration de la gestion de la trésorerie et du contrôle des engagements, la réforme du compte unique du Trésor et le renforcement du contrôle de l'exécution et des paiements.

**34. Remédier aux faiblesses budgétaires et aux risques liés aux entreprises publiques permettrait d'alléger les pressions sur les dépenses.** La situation financière de la compagnie Énergie du Mali (EDM), qui a accumulé des pertes d'exploitation au cours des cinq dernières années, est particulièrement préoccupante. Le renforcement du contrôle et des rapports contribuerait considérablement à l'amélioration de la gestion d'EDM. Les autres points d'inquiétude concernent des coûts de production exorbitants dus à une dépendance excessive sur les combustibles fossiles, une tarification qui ne permet pas de couvrir les coûts, des retards de paiement de la part de grands



conformément à la directive de l'UEMOA (y compris l'annulation des exonérations liées à la pandémie), la suppression des exonérations ponctuelles/exceptionnelles en période de crise (COVID) pour se conformer à la loi sur les exonérations fiscales de 2017, et l'élimination des exonérations de TVA et de droits de douane sur les marchés publics non financés par des donateurs.

<sup>6</sup> Les autorités devraient œuvrer au renforcement de l'administration fiscale et douanière (notamment par la poursuite de la numérisation et l'interconnexion des systèmes informatiques des services fiscaux, des douanes et de la trésorerie), à l'élaboration d'un nouveau plan de réforme stratégique de l'administration fiscale et à la création d'un bureau des contribuables de taille moyenne.

clients (du secteur public) et des arriérés vis-à-vis de ses fournisseurs, ainsi qu'un surendettement. Un plan de gestion de la performance a été établi en collaboration avec la Banque mondiale. Les services du FMI recommandent de l'appliquer dans son intégralité. La transparence doit être améliorée pour pouvoir mieux évaluer les risques budgétaires.

### **Vues des autorités**

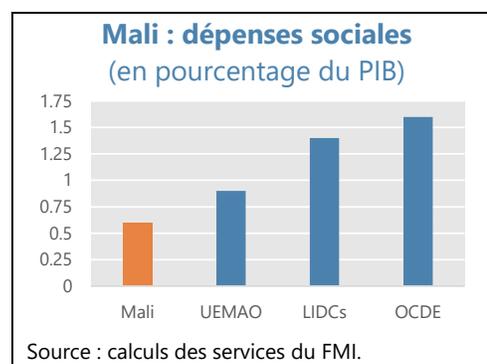
#### **35. Les autorités soulignent que bien que le Mali ait été confronté à des défis budgétaires majeurs ces dernières années, le déficit budgétaire évolue à la baisse depuis 2020.**

Les autorités s'attendent à ce que le déficit budgétaire reste globalement inchangé en 2023 mais conviennent que de nouveaux efforts devront être déployés pour le réduire à moyen terme. Alors que l'économie se remet à peine, elles privilégient une trajectoire d'assainissement qui ramènerait le déficit en deçà du plafond de 3 % fixé par l'UEMOA d'ici à 2026, une année plus tard que ce que recommandent les services du FMI. Elles conviennent qu'il est important d'accroître les recettes et sont déterminées à mettre en œuvre les politiques existantes et à collaborer avec les services du FMI sur les réformes futures. Elles annoncent en outre qu'elles ont prévu des plans de secours comme la conclusion de nouveaux accords de financement bilatéraux si les émissions de dette souveraine continuent de susciter peu d'intérêt, tandis que la BCEAO tient à ce que le soutien au Mali se poursuive en cas de besoin de liquidité.

**36. Les autorités ne partagent pas l'avis des services du FMI sur les mesures de dépenses propices à la croissance.** Elles justifient les hausses récentes de la masse salariale de la fonction publique en faisant valoir qu'il s'agit d'un investissement dans le capital humain. De plus, elles défendent la réduction des investissements intérieurs en capital, car elles prévoient davantage d'investissement direct étranger. Si les autorités reconnaissent qu'il est important de gérer durablement les entreprises publiques, elles soulignent le rôle du secteur de l'énergie pour la croissance de l'économie. Elles font observer que les difficultés récentes que rencontre la compagnie EDM surviennent dans un contexte très singulier, les prix des combustibles ayant été particulièrement instables.

## **B. Protéger les plus vulnérables**

**37. La redéfinition des priorités en matière de dépenses sociales et le renforcement du filet de protection sociale seraient bénéfiques aux plus vulnérables et permettraient de limiter les conséquences de la progression de l'insécurité alimentaire et de s'attaquer aux principales sources de fragilité.** Bien que la capacité de prestation de services de base reste faible, une redéfinition des priorités en matière de dépenses sociales et un renforcement des filets de sécurité sociale permettraient de lutter contre la progression de l'insécurité alimentaire et de l'extrême pauvreté. Face à la hausse des prix des



produits alimentaires et de l'énergie, les pouvoirs publics ont accordé davantage de subventions, notamment pour les carburants, et d'exonérations douanières. Ces allocations ne sont généralement pas ciblées, ne profitent pas aux plus vulnérables et sont très coûteuses.

**38. L'élimination progressive des subventions non ciblées, tout en développant des mesures plus ciblées en faveur des plus vulnérables, serait la solution la plus efficace.** Les économies réalisées grâce à l'introduction d'un dispositif de tarification automatique des carburants pourraient être réorientées vers des transferts ciblés en faveur des catégories défavorisées, étant donné que les subventions aux carburants (1,2 % du PIB en 2022) profitent généralement aux ménages à revenu élevé. Les services du FMI conseillent aux autorités de privilégier le renforcement des programmes de transferts monétaires ciblés (notamment en accélérant l'identification et l'enregistrement des bénéficiaires et en révisant les outils de distribution) et de débloquer le paiement des transferts monétaires ciblés en réponse à la pandémie.

### ***Vues des autorités***

**39. Les autorités conviennent de la nécessité de réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire et soulignent l'importance des dépenses sociales pour protéger ceux qui sont le plus dans le besoin.** Les autorités restent attachées à la stratégie de réduction de la pauvreté exposée dans leur rapport de développement stratégique 2019-2023 mais reconnaissent que la pauvreté a effectivement augmenté du fait des multiples chocs qui ont frappé l'économie depuis 2020. Par ailleurs, elles exposent leur stratégie de lutte contre l'insécurité alimentaire, qui comprend à la fois un volet à long terme visant à vaincre la faim et assurer la sécurité alimentaire, et un volet cyclique afin de mettre en œuvre des interventions d'urgence. Elles considèrent que les transferts réalisés récemment sont nécessaires et préférables à des mesures plus ciblées qui, selon elles, auraient pu exclure certains pans de la société.

## **C. Débloquer le potentiel de croissance du Mali**

**40. Pour favoriser la croissance du PIB au Mali, il est indispensable de renforcer la gouvernance et d'intensifier la lutte contre la corruption.** La mission [de diagnostic de la gouvernance](#) du Fonds menée début 2021 a permis d'évaluer les progrès accomplis, d'identifier les principales faiblesses et de dresser une liste complète de mesures destinées à orienter les réformes immédiates et futures. Ces dernières incluent notamment l'amélioration du régime de déclaration de patrimoine, le renforcement des rôles des organes judiciaires et de poursuite en matière d'enquête sur des faits de corruption, l'amélioration de la transparence des marchés publics et de l'industrie minière, et la publication d'informations sur les bénéficiaires effectifs des entreprises qui ont obtenu des contrats publics (voir Questions générales sur l'étude diagnostique de la gouvernance).

**41. L'amélioration du climat des affaires pourrait également créer des conditions plus propices à l'investissement privé et à une croissance durable.** Une situation sans incertitude politique, avec notamment moins de risque que des sanctions soient prises à l'avenir, encouragerait l'investissement national et étranger. De plus, une réduction des besoins de financement de l'État

diminuerait la probabilité d'une éviction de l'offre de crédit du secteur privé. Le Mali pourrait encore favoriser le climat des affaires en améliorant le système judiciaire, en renforçant la résilience et la durabilité du secteur de l'énergie et en élargissant l'assiette fiscale pour inclure un éventail plus large d'entreprises.

**42. Les réformes des systèmes d'éducation et de santé pourraient créer des emplois qualifiés et combler les écarts entre les hommes et les femmes.** La mise à disposition de formations professionnelles pertinentes pour les jeunes arrivant sur le marché du travail peut avoir un grand impact positif sur le plan macroéconomique. L'augmentation de la participation des femmes au marché du travail et l'amélioration de l'égalité entre les sexes dans l'accès à l'éducation et aux services de santé peuvent contribuer à accroître le PIB par habitant et à atténuer les pressions démographiques. Les services du FMI saluent les efforts successifs des autorités pour renforcer le rôle des femmes dans les processus de gouvernance post-conflit et pour accroître leur représentation dans les assemblées publiques (voir le document de la série des questions générales sur la fragilité, la démographie et le genre).

**43. Le renforcement de la résilience au changement climatique est essentiel pour préserver l'avantage comparatif du Mali dans le domaine de l'agriculture.** L'adaptation au changement climatique nécessitera une aide stratégique, par exemple la construction d'infrastructures résistantes et la mise en place d'une irrigation durable pour l'agriculture. Le financement pour l'action climatique peut servir à financer ces projets, mais ce sera peut-être compliqué dans le contexte actuel de relations internationales tendues et de resserrement des conditions financières dans toute la région.

#### ***Vues des autorités***

**44. Les autorités se déclarent déterminées à combattre la corruption et améliorer les résultats en matière de santé et d'éducation.** Elles souscrivent aux conclusions des services du FMI sur le fonctionnement du bureau du vérificateur et de l'office de lutte contre la corruption et soulignent l'importance de la publication d'informations sur les [bénéficiaires effectifs](#) des entreprises auxquelles sont attribués des marchés publics. Elles reconnaissent une tendance à la baisse des déclarations de patrimoine depuis 2018 et prévoient des ateliers afin de valider la liste des fonctionnaires soumis à cette obligation. Les autorités conviennent que les sanctions ont accru l'incertitude pour les entreprises et créé des obstacles au commerce. Elles relèvent que la jeunesse de la population malienne, conjuguée aux spécificités géographiques du pays, signifie que le pays possède un grand potentiel de croissance.

**45. Les autorités conviennent également avec les services du FMI de l'importance du changement climatique.** Elles reconnaissent ses conséquences considérables sur les membres de la société les plus vulnérables et se félicitent des possibilités de financements liés au climat, mais signalent des contraintes dues aux problèmes qui entourent l'agrément de l'agence nationale chargée du climat, à la barrière de la langue et aux frais administratifs élevés qui rendent très coûteux le recours à des prestataires multilatéraux. Elles se déclarent favorables à des taxes

climatiques qui aideraient à atténuer les risques futurs, par exemple en dissuadant les pouvoirs publics d'accroître la pollution atmosphérique.

## D. Soutenir les recommandations de la consultation de l'UEMOA

**46. Les politiques budgétaires et financières des pays de l'UEMOA devraient être en accord avec la politique monétaire de la région.** La politique budgétaire devrait soutenir la politique monétaire afin de réduire l'inflation et de protéger les réserves. La politique monétaire ne peut à elle seule contrer les effets de second tour d'une forte hausse de l'inflation alimentaire et le risque d'un désancrage des anticipations d'inflation. En outre, la vigilance est de mise en matière de supervision financière, compte tenu des éventuelles conséquences négatives de la hausse des taux d'intérêt et d'autres risques, notamment le lien important et croissant entre les banques et le souverain au Mali.

### *Vues des autorités*

**47. Les autorités maliennes prennent acte de ces défis mais estiment que la BCEAO pourrait faire davantage pour aider ses États membres compte tenu de la situation économique difficile.** Alors qu'il est considéré que l'inflation s'explique en partie par des facteurs externes, les autorités expriment leur désaccord avec le calendrier et l'ampleur du durcissement récent de la politique monétaire régionale et la modification des modalités de fourniture de liquidités aux banques.

## AUTRES QUESTIONS

**48. Le manque de transparence, notamment du secteur de l'extraction de l'or, associé à un contrôle insuffisant des entités réglementées et des déficiences dans le régime LBC/FT, entraîne des risques importants de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme.** En mars 2023, le Mali figure toujours sur la liste grise du Groupe d'action financière (GAFI) des pays soumis à une surveillance renforcée. La mise en œuvre des recommandations incluses dans le plan d'action conclu avec le GAFI a été entravée par les coups d'État militaires, la pandémie de COVID-19, les sanctions, les contraintes financières et la faiblesse des capacités institutionnelles. Les entretiens avec les autorités ont permis de confirmer que la mise en œuvre des recommandations s'effectue progressivement en dépit des contraintes. L'examen du GAFI sur les progrès accomplis est prévu en mai et en septembre 2023.

**49. Le développement des capacités reste essentiel pour soutenir les actions de réforme des autorités.** Une stratégie a été élaborée et les échanges sur les besoins se poursuivent (voir l'annexe VIII), notamment sur les solutions à apporter aux contraintes liées à la capacité d'absorption. Les priorités restent la mobilisation des recettes intérieures, la gestion des finances publiques, la qualité des données et la mise en œuvre de mesures liées à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

**50. La communication des données est globalement adéquate aux fins de la surveillance.**

Avec l'appui du FMI, l'Institut national de la statistique (INSTAT) a procédé à une révision de l'année de base des séries de comptes nationaux 2015-2019 en utilisant la méthodologie du SCN 2008. Les séries provisoires 2020-2024 devraient être disponibles d'ici juin 2023 et les séries historiques d'ici fin 2023. Les services du FMI demandent vivement aux autorités de poursuivre leurs efforts en vue de renforcer et d'étendre la couverture des entités extrabudgétaires par les rapports fiscaux et d'harmoniser l'enregistrement de la dette entre les départements de la dette et du trésor.

**51. Capacité de remboursement.** Le Mali a un crédit en cours au Fonds de 388,4 millions de DTS (208 pour cent du quota). Les risques pour la capacité de remboursement du Mali sont atténués par ses antécédents de remboursement en temps opportun et l'accès à des réserves régionales groupées.

**52. Évaluation des garanties.** Le BCEAO a mis en œuvre toutes les recommandations formulées dans l'évaluation des mesures de protection de 2018, qui a conclu qu'il avait des mécanismes de gouvernance largement appropriés et un environnement de contrôle robuste (voir l'annexe d'information). Une mise à jour de l'évaluation est en cours.

## ÉVALUATION PAR LES SERVICES DU FMI

**53. L'économie malienne a fait preuve d'une résistance relative après avoir subi de multiples chocs depuis 2020.** La croissance économique est estimée à 3,7 % en 2022, malgré les graves problèmes de sécurité, les répercussions des sanctions et la guerre en Ukraine. L'augmentation de la production d'or, une politique budgétaire accommodante et les efforts concertés du gouvernement ont permis d'éviter un ralentissement plus marqué.

**54. Selon les prévisions préliminaires des services du FMI, la croissance devrait se redresser et dépasser 5 % en 2023 et 2024. Les pressions inflationnistes devraient se relâcher.** Une telle reprise serait certes conforme à la capacité de résistance aux chocs économiques dont le Mali a fait preuve par le passé, mais elle repose sur l'hypothèse d'une production agricole et aurifère plus élevée et sur la tenue des élections en 2024, qui favoriseraient une reprise de l'aide budgétaire extérieure et de l'investissement étranger. Une baisse de l'inflation à 5 % est attendue en 2023, puis à moins de 3 % en 2024, au fur et à mesure que s'atténueront les chocs sur l'offre. Grâce aux prix élevés de l'or et à la baisse des prix de l'énergie à moyen terme, le déficit des transactions courantes devrait se réduire, passant de 6,9 % du PIB en 2022 à 3,5 % du PIB d'ici 2025, ce qui est globalement conforme au niveau impliqué par les paramètres fondamentaux.

**55. L'économie malienne est confrontée à de grands risques de détérioration.** Une aggravation de l'insécurité assombrirait considérablement les perspectives du pays. Tout retard dans la tenue des élections prévues en février 2024 constituerait également un risque. Le Mali est également très vulnérable au changement climatique, qui pourrait perturber la production agricole, principale source de revenu et de subsistance pour la majorité de la population. Le risque d'une crise de financement est élevé, en raison de la détérioration des conditions de financement extérieur, du

resserrement des modalités de refinancement de la BCEAO et de la baisse des taux de souscription aux émissions de la dette publique du Mali.

**56. Pour gérer les contraintes de financement plus strictes, il est nécessaire de procéder à un assainissement budgétaire plus ambitieux et d'accélérer la convergence vers le plafond de déficit budgétaire de 3 % fixé par l'UEMOA.** Les services du FMI indiquent plusieurs pistes pour réduire le déficit d'une manière propice à la croissance, notamment la mobilisation accrue des recettes intérieures, le contrôle des dépenses, y compris des salaires de la fonction publique, une meilleure efficacité des dépenses et l'amélioration de la performance des entreprises publiques. Le développement des capacités par une assistance technique reste essentiel, et le FMI poursuit son engagement actif auprès des autorités maliennes dans tous ces domaines. Accélérer le calendrier de la convergence vers le niveau cible du déficit budgétaire pourrait également être un signal de discipline et renforcer la confiance des marchés. De plus, cette démarche faciliterait la coordination entre les politiques budgétaires et monétaires au niveau régional.

**57. La réforme du système de protection sociale, notamment l'adoption de mesures plus ciblées sur les ménages les plus vulnérables, contribuera à lutter contre la pauvreté et les inégalités.** Certaines subventions, comme celles sur les carburants et les exonérations douanières, ne sont pas ciblées et ne profitent pas à ceux qui sont le plus dans le besoin. Les services du FMI recommandent plutôt d'améliorer et d'étendre le système de protection sociale en place, tout en déployant à plus grande échelle des mesures ciblées à l'aide du registre social unifié. Ces mesures pourraient contribuer à la réalisation de cet objectif et à améliorer le contrôle de l'exécution et des versements.

**58. À moyen terme, les réformes structurelles seront essentielles pour débloquer le potentiel de croissance du Mali et réduire les défaillances de longue date en matière de gouvernance, d'éducation et de santé, d'égalité des sexes et de changement climatique.** Bien que le Mali ait amélioré le climat des affaires, le pays doit poursuivre ses efforts pour lutter contre la corruption et accroître la transparence, notamment dans le secteur aurifère, et remédier aux lacunes en matière de LBC/FT (conformément au plan d'action du Mali convenu avec le GAFI). Des progrès dans le secteur de l'éducation, une plus grande équité entre les sexes et une formation professionnelle plus solide peuvent pallier la pénurie de main-d'œuvre et stimuler la participation. L'amélioration du système de santé peut quant à elle accroître l'espérance de vie et réduire la pression démographique, pour un meilleur niveau de vie. Afin que le Mali reste une puissance agricole, l'action contre le changement climatique demande une assistance stratégique renforcée et l'accès aux fonds climatiques, ce qui peut s'avérer difficile compte tenu des capacités limitées du pays.

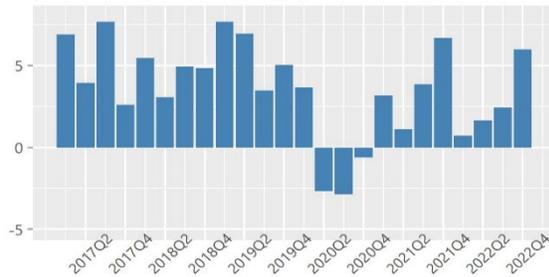
**59. Les services du FMI recommandent que la prochaine consultation au titre de l'article IV pour le Mali ait lieu selon le cycle de 12 mois.**

### Graphique 1. Mali : indicateurs à haute fréquence

La croissance du PIB s'est accélérée au second semestre 2022 après un net ralentissement au premier semestre dû aux sanctions ...

#### Croissance du PIB

(variation en pourcentage, glissement annuel)

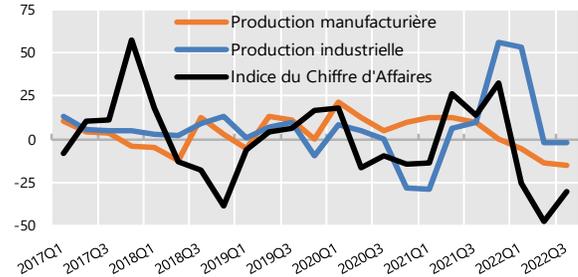


Source: INSTAT.

..., période au cours de laquelle la croissance des secteurs de l'industrie et des services s'est effondrée.

#### Secteurs industrielle et services

(en glissement annuel, variation en pourcentage)

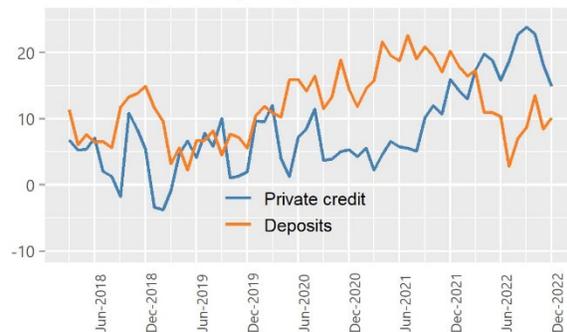


Sources: Autorités maliennes; estimations et projections des services du FMI.

La croissance des dépôts s'est ralentie début 2022. La croissance des crédits est restée élevée mais s'est inversée au cours des derniers mois de 2022.

#### Croissance du crédit et des dépôts

(variation en pourcentage, en glissement annuel)

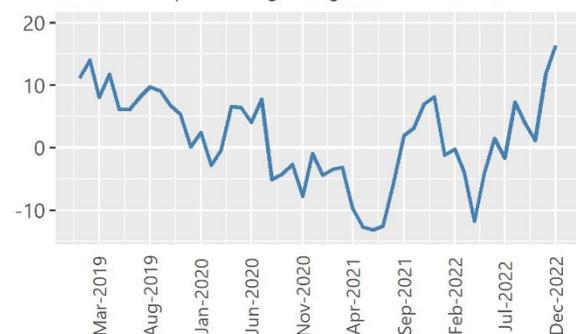


Source: Autorités maliennes; calculs des services du FMI.

La production d'or a quant à elle connu un rebond depuis mi-2022.

#### Production d'or

(variation en pourcentage, en glissement annuel)

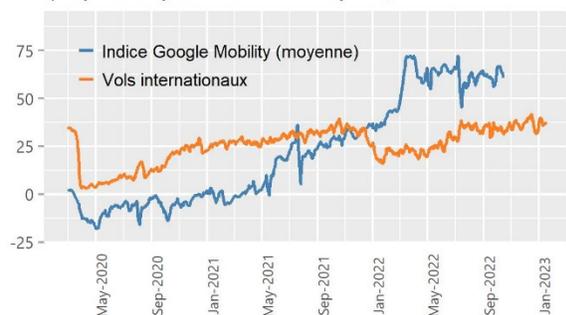


Source: Autorités maliennes; calculs des services du FMI.

La mobilité et les voyages ont continué à se redresser...

#### Indice Google Mobility et vols internationaux

(par jour, moyenne mobile sur 7 jours)

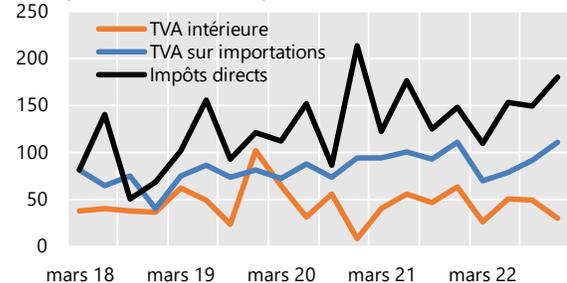


Source: Google COVID-19 Community Mobility Reports; calculs des services du FMI.

... tandis que les recettes fiscales ont augmenté depuis leur chute au premier trimestre 2022, à l'exception de la TVA intérieure.

#### Recettes Fiscales Trimestrielles

(en milliards de FCFA)



Sources: Autorités maliennes; estimations des services du FMI.

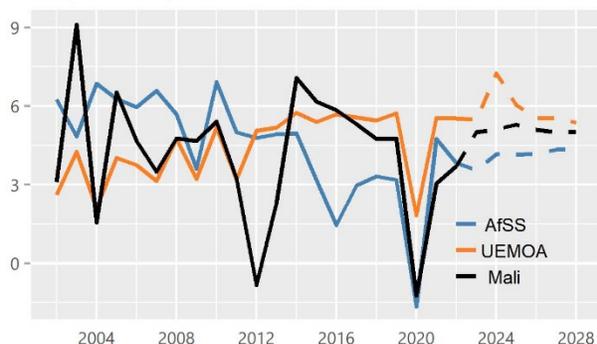
### Graphique 2. Mali : évolution du secteur réel

La pandémie, les coups d'État en 2020-21 et les sanctions en 2022 ont maintenu la croissance du PIB du Mali en dessous de la moyenne de l'UEMOA...

... mais la reprise attendue en 2023 devrait rapprocher la production de son potentiel.

#### Croissance du PIB en AfSS

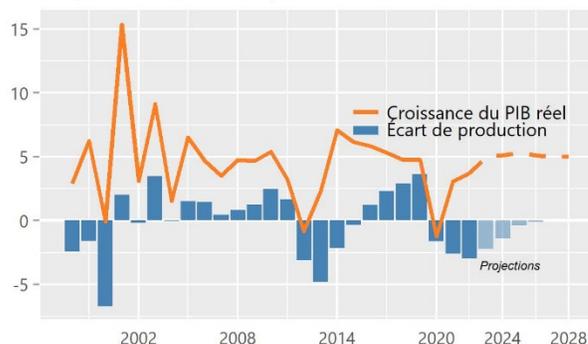
(en pourcentage)



Sources: World Economic Outlook; calculs des services du FMI.

#### Écart de production

(en pourcentage du PIB potentiel)



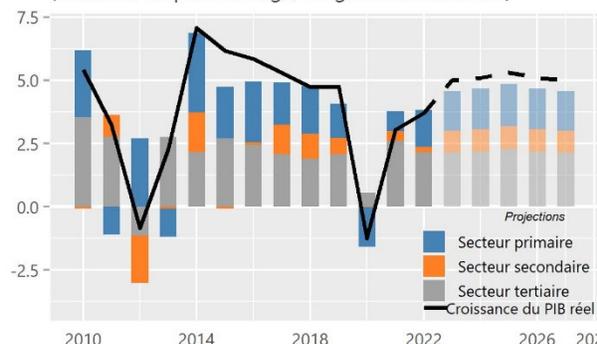
Source: Calculs des services du FMI.

À court terme, le redressement reposera en grande partie sur un fort rebond des secteurs des services et de l'agriculture...

..., du côté de la demande, l'essor de l'investissement privé et de la consommation devrait soutenir la reprise.

#### Contribution à la croissance, côté offre

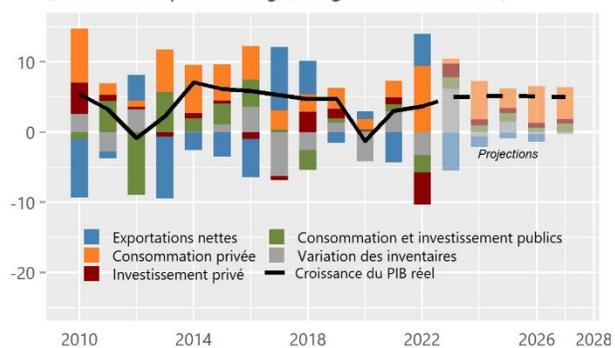
(variation en pourcentage, en glissement annuel)



Source: Calculs des services du FMI.

#### Contribution à la croissance, côté demande

(variation en pourcentage, en glissement annuel)

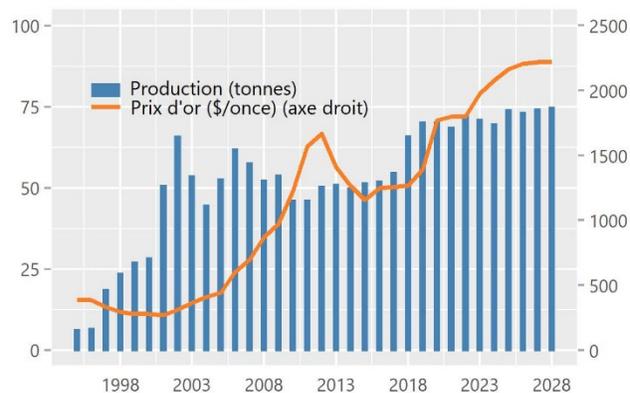


Source: Calculs des services du FMI.

La production d'or, soutenue par les cours élevés de l'or au niveau mondial, continuera d'augmenter à moyen terme.

L'inflation s'est accélérée en 2022, principalement en raison de la hausse des prix des produits alimentaires, mais elle a diminué au second semestre 2022.

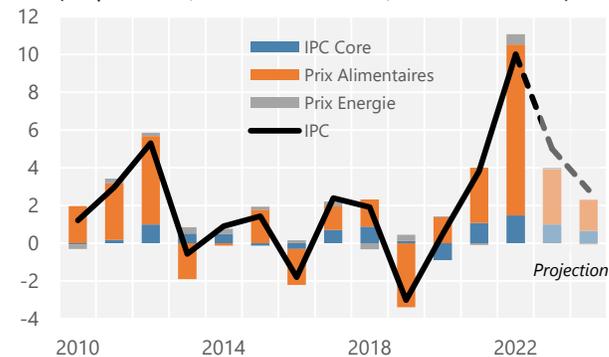
#### Production et prix d'or



Sources: Autorités maliennes; calculs des services du FMI.

#### Indice Prix de Consommation

(en pourcent, variation annuelle, et contributions)



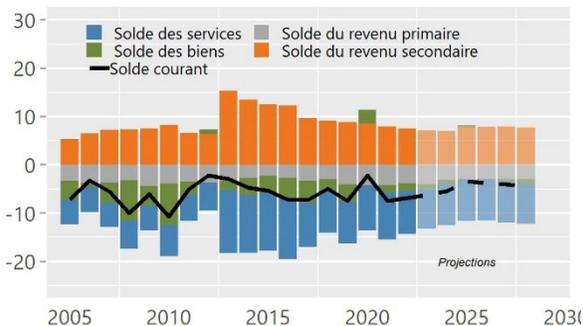
### Graphique 3. Mali : évolution du secteur extérieur

Le déficit des transactions courantes s'est réduit par rapport à 2021 en dépit des chocs sur les prix des produits de base...

...et s'établira à environ 4,5 % du PIB à moyen terme.

#### Solde courant

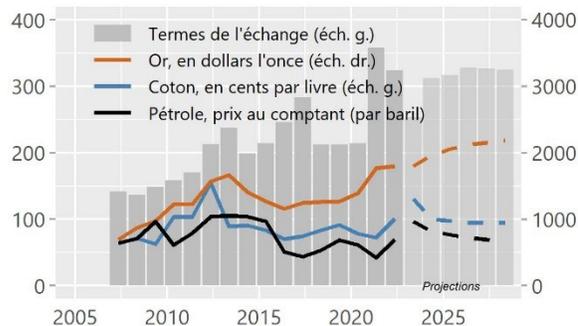
(en pourcentage du PIB)



Sources: Autorités maliennes; calculs des services du FMI.

#### Prix internationaux des matières premières

(en dollars américains)



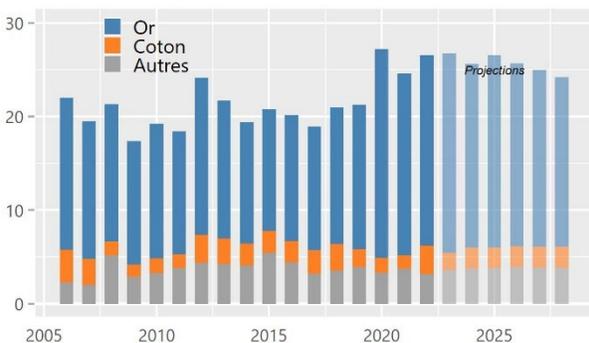
Source: World Economic Outlook; calculs des services du FMI.

L'or devrait rester le principal produit d'exportation du Mali.

Le niveau des importations est resté élevé en 2022 du fait de la hausse des prix des carburants et des produits alimentaires importés, liée à la guerre en Ukraine.

#### Composition des exportations

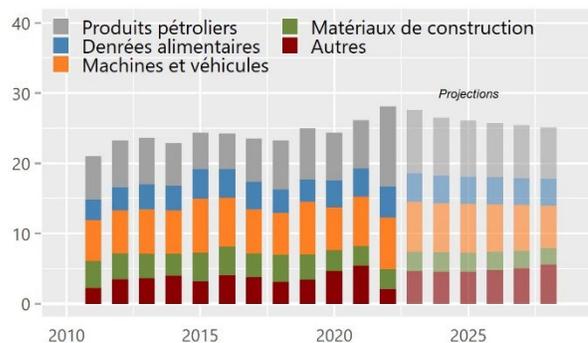
(en pourcentage du PIB)



Source: Calculs des services du FMI.

#### Composition des importations

(en pourcentage du PIB)



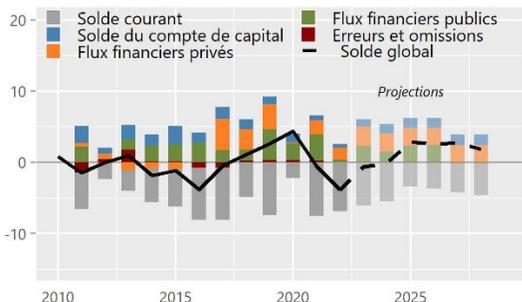
Source: Calculs des services du FMI.

La balance globale des paiements est négative en 2022 en raison du tarissement de l'aide officielle, mais une amélioration est attendue à moyen terme.

Après une dépréciation au début de 2022 en même temps que l'euro (auquel le franc CFA est arrimé), le TCEN et le TCER se sont légèrement appréciés au cours du second semestre 2022.

#### Balance des paiements

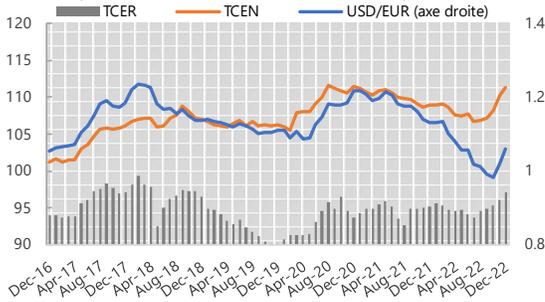
(en milliards de FCFA)



Source: Calculs des services du FMI.

#### Taux de change

(Indice pour TCER ET TCEN; unité monétaire pour USD/EUR)



Source: Base de données des taux de change du FMI; calculs des services du FMI.

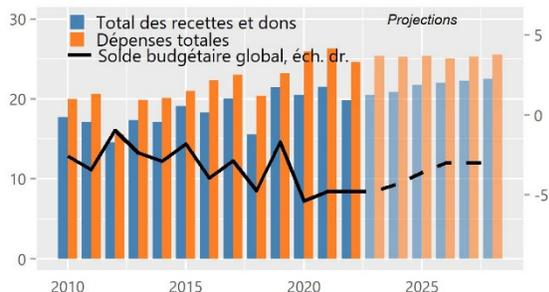
### Graphique 4. Mali : évolution des finances publiques

Le déficit budgétaire devrait progressivement revenir au plafond de l'UEMOA de 3 % du PIB d'ici 2026, un ajustement qui devrait bénéficier de la mobilisation des recettes.

Si l'ajustement budgétaire est mené à bien, la dette publique devrait se stabiliser à moyen terme.

#### Solde budgétaire

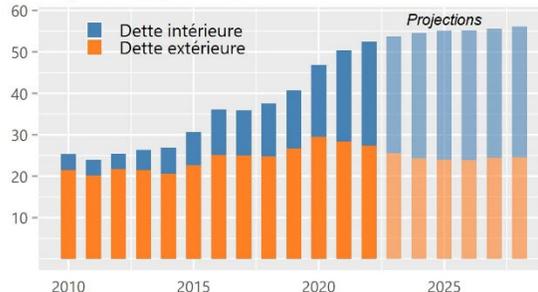
(en pourcentage du PIB)



Source: Ministère de l'Économie et des Finances du Mali; Calculs des services du FMI.

#### Dette publique totale

(en pourcentage du PIB)



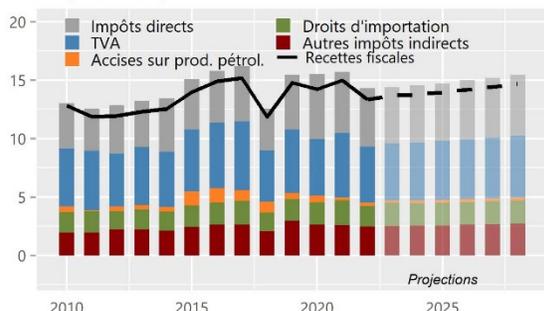
Source: Ministère de l'Économie et des Finances du Mali; calculs des services du FMI.

Selon les estimations, le ratio impôts/PIB a chuté de près de 2 points de pourcentage du PIB en 2022 à la suite des sanctions, mais il devrait se redresser légèrement en 2023...

... et le ratio dépenses/PIB devrait avoir reculé du même ordre, malgré la hausse de la masse salariale de la fonction publique.

#### Recettes fiscales

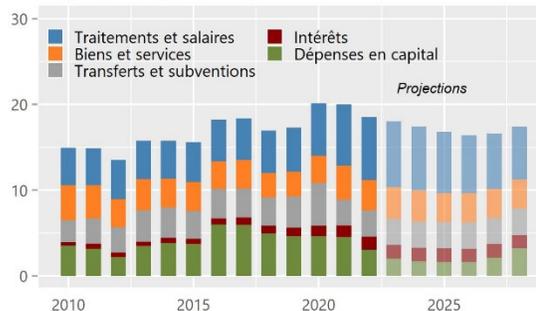
(en pourcentage du PIB)



Source: Ministère de l'Économie et des Finances du Mali; Calculs de

#### Dépenses publiques

(en pourcentage du PIB)



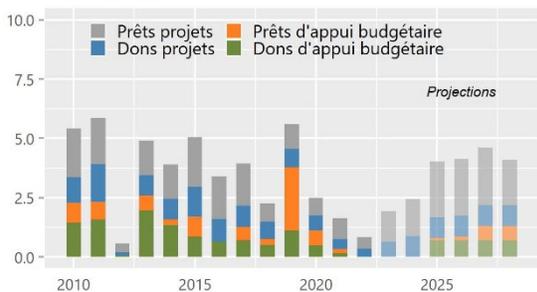
Source: Ministère de l'Économie et des Finances du Mali; Calculs de

L'aide budgétaire extérieure s'est effondrée en 2021-22 à la suite des troubles sociopolitiques, ...

... et les autorités comptent de plus en plus sur des marchés intérieurs coûteux pour financer les besoins budgétaires.

#### Dons et prêts publics extérieurs

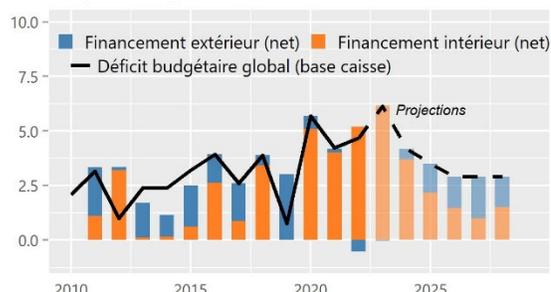
(en milliards de FCFA, décaissements bruts)



Source: Ministère de l'Économie et des Finances du Mali; Calculs des services du FMI.

#### Financement

(en pourcentage du PIB)



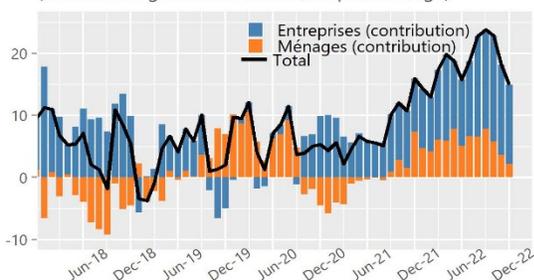
Source: Ministère de l'Économie et des Finances du Mali; Calculs des services du FMI.

## Graphique 5. Mali : évolution des secteurs monétaire et financier

Le crédit privé a connu une expansion rapide après la pandémie, tant pour les ménages que pour les entreprises, mais il a enregistré une légère baisse récemment...

### Croissance du crédit

(variation en glissement annuel, en pourcentage)

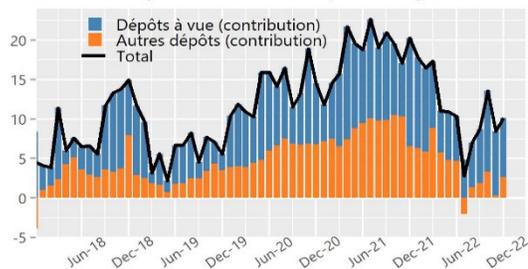


Source: BCEAO; calculs des services du FMI.

...la croissance des dépôts a chuté début 2022 à cause des sanctions, mais a repris depuis mi-2022.

### Croissance des dépôts

(variation en glissement annuel, en pourcentage)

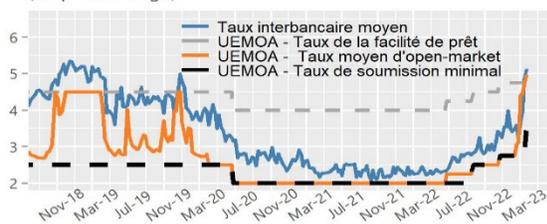


Source: BCEAO; calculs des services du FMI.

Dans le même temps, la BCEAO a augmenté ses taux directeurs de 100 points de base depuis juin 2022...

### BCEAO: Taux directeurs

(en pourcentage)



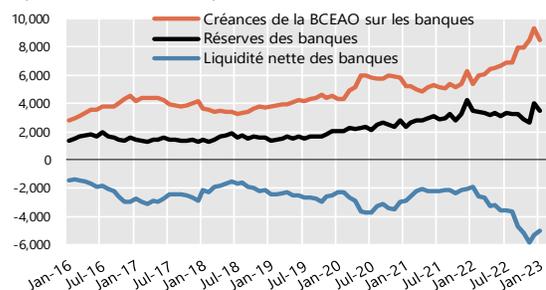
Source: BCEAO; calculs des services du FMI.

Note: Depuis avril 2020, les enchères de liquidités ne reposent plus sur un système d'adjudication à taux variables de montants fixes, mais sur un système d'adjudication à taux fixe de montants variables.

...et les banques dépendent de plus en plus du financement de la banque centrale.

### Position de liquidité des banques commerciales

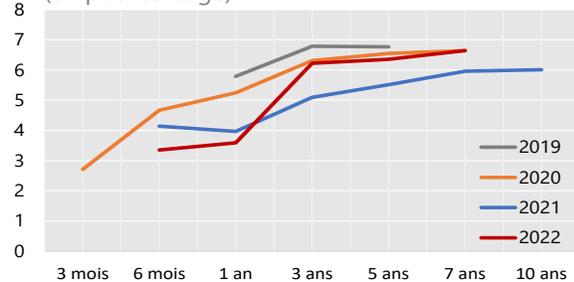
(en milliards de FCFA)



En parallèle, les rendements des obligations souveraines sur le marché financier régional ont augmenté pour les émissions à moyen et long terme.

### Courbes de Rendement

(en pourcentage)

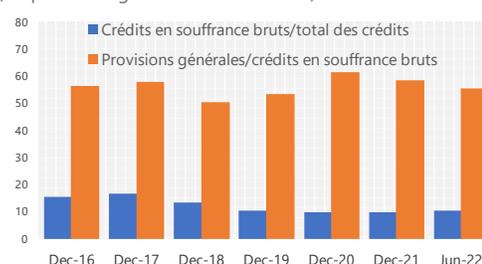


Sources: UMOA-Titres; et estimations des services du FMI.

Sur le plan réglementaire, la tolérance temporaire en matière de classification des prêts a permis de préserver globalement la qualité des actifs bancaires.

### Crédits en souffrance

(en pourcentage de total des crédits)



Source: BCEAO.

Tableau 1. Mali : principaux indicateurs économiques et financiers, 2019–28

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
				Prélim.	Est.	Projections				
<b>Comptes nationaux et prix</b>	Variation annuelle en pourcentage									
PIB à prix constants	4.8	-1.2	3.1	3.7	5.0	5.1	5.3	5.1	5.0	5.0
Déflateur du PIB	1.9	1.4	4.9	4.9	3.0	2.8	2.0	2.0	2.0	2.0
IPC (moyenne annuelle)	-3.0	0.5	3.8	10.0	5.0	2.8	2.0	2.0	2.0	2.0
IPC (fin de période)	-3.3	0.7	8.8	8.1	3.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0
<b>Monnaie et crédit</b>										
Crédit à l'État	-36.6	70.3	32.3	77.7	44.9	21.3	8.1	3.3	0.1	3.2
Crédit à l'économie	2.2	5.3	15.9	14.9	8.1	8.0	7.4	7.2	7.1	7.1
Masse monétaire au sens large (M2)	9.0	22.2	17.0	11.7	8.1	8.0	7.4	7.2	7.1	7.1
<b>Finances de l'administration centrale et dette publique</b>	Pourcentage du PIB, sauf indication contraire									
Recettes	19.6	19.3	20.8	19.4	19.9	20.0	20.2	20.4	20.7	20.9
dont : Recettes fiscales	14.8	14.2	15.0	13.3	13.7	13.8	13.9	14.2	14.4	14.7
Dons	1.9	1.2	0.7	0.4	0.7	0.9	1.6	1.6	1.6	1.6
Total des dépenses et prêts nets	23.1	25.9	26.3	24.6	25.3	25.2	25.4	25.0	25.3	25.5
Solde global (base ordonnancement)	-1.7	-5.4	-4.8	-4.8	-4.8	-4.3	-3.6	-3.0	-3.0	-3.0
Solde global (base caisse)	-0.8	-5.7	-4.2	-4.7	-6.1	-4.2	-3.5	-2.9	-2.9	-2.9
Dette publique <sup>1</sup>	40.7	46.9	50.4	52.5	53.8	54.6	55.1	55.2	55.5	56.1
Dette publique extérieure	26.7	29.5	28.3	27.3	25.6	24.3	24.0	23.9	24.4	24.6
Dette publique intérieure <sup>2</sup>	14.1	17.4	22.0	25.2	28.2	30.4	31.1	31.3	31.2	31.6
Service de la dette (en pourcentage des recettes budgétaires)	5.1	6.3	5.5	6.5	9.9	10.2	12.4	13.2	13.7	14.3
<b>Secteur extérieur</b>										
Solde courant, transferts officiels inclus	-7.5	-2.2	-7.5	-6.9	-6.1	-5.5	-3.4	-3.7	-4.0	-4.4
Solde courant, transferts officiels exclus	-11.8	-5.9	-10.6	-9.7	-8.7	-7.9	-6.5	-6.8	-7.2	-7.6
Exportations de biens et services	25.7	29.4	27.2	28.6	29.0	27.7	28.7	27.7	26.8	26.0
Importations de biens et services	38.0	36.0	38.4	39.1	38.2	37.1	36.8	36.3	35.8	35.2
Balance globale des paiements	3.0	4.4	-0.5	-3.9	-0.1	-0.1	2.8	2.6	2.7	1.8
Termes de l'échange (détérioration -)	1.2	66.9	-9.4	-22.0	23.4	1.5	3.4	-0.4	-0.5	-1.0
Taux de change effectif réel (dépréciation -)	-4.0	0.4	1.0	...	...	...	...	...	...	...
<b>Pour mémoire:</b>										
PIB nominal (milliards de FCFA)	10,125	10,140	10,964	11,932	12,905	13,943	14,975	16,054	17,194	18,414
PIB nominal (millions de dollars)	17.3	17.6	19.8	19.2	20.9	22.4	23.8	25.1	26.5	27.8
Dette publique (milliards de FCFA)	4,123	4,759	5,521	6,266	6,943	7,615	8,254	8,862	9,551	10,335
Taux de change dollar américain (moyenne)	586	575	554	622	...	...	...	...	...	...
Taux de change dollar américain (fin de période)	590	539	580	619	...	...	...	...	...	...
Cours de l'or (dollar/once fine, Londres)	1,392	1,770	1,800	1,802	1,977	2,081	2,166	2,206	2,218	2,218
Prix du coton (FCFA/kg)	956	866	1,175	1,697	1,221	1,207	1,193	1,209	1,228	1,253
Cours du pétrole (brut au comptant) (dollars le baril)	61	42	69	96	73	69	67	65	64	63

Sources : Ministère de l'économie et des finances; et estimations et projections des services du FMI.

<sup>1</sup> Dette publique est la dette de l'administration générale<sup>2</sup> Y compris avances statutaires de la BCEAO, obligations d'État, bons du Trésor et autres créances.

**Tableau 2a. Mali : transactions budgétaires consolidées de l'État, 2019–28**  
(en milliards de CFAF)

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
				Prélim..	Est.	Prévisions				
<b>Recettes et dons</b>	2,173	2,080	2,355	2,361	2,648	2,913	3,257	3,536	3,827	4,143
Recettes totales	1,982	1,958	2,281	2,318	2,564	2,790	3,021	3,282	3,555	3,852
Recettes budgétaires	1,571	1,510	1,737	1,687	1,871	2,041	2,216	2,420	2,631	2,863
Recettes fiscales <sup>1</sup>	1,496	1,442	1,641	1,591	1,763	1,923	2,089	2,280	2,480	2,698
Impôts directs	472	563	573	595	621	680	739	811	882	960
Impôts indirectes	1,024	879	1,069	996	1,142	1,243	1,350	1,469	1,597	1,738
TVA	551	489	605	572	629	689	750	819	894	975
Accises sur produits pétroliers	53	55	29	36	27	33	37	39	42	45
Droits d'importation	190	195	230	209	258	272	291	314	338	365
Autres taxes indirectes	300	267	285	295	322	353	384	420	458	500
Remboursements de taxes	-68	-128	-80	-116	-94	-103	-113	-123	-134	-146
Recettes non fiscales	75	68	96	96	108	118	127	140	151	165
Recettes en capital	8	1	1	1	15	16	18	20	21	23
Fonds spéciaux et budgets annexes	411	449	545	631	693	749	805	863	924	989
Dons	191	122	74	43	84	123	237	254	272	291
Projets	79	65	48	43	84	123	132	141	151	162
Budget	112	49	18	0	0	0	105	112	121	129
dont : aide budgétaire générale	104	36	17	0	0	0	105	112	120	129
dont : aide budgétaire sectorielle	8	13	1	0	0	0	0	0	0	0
<b>Dépenses totales et prêts nets<sup>2</sup></b>	2,344	2,625	2,881	2,932	3,267	3,513	3,797	4,018	4,342	4,696
Dépenses budgétaires <sup>1</sup>	1,939	2,183	2,342	2,306	2,579	2,770	2,998	3,161	3,425	3,712
Dépenses courantes	1,281	1,570	1,699	1,846	2,069	2,195	2,269	2,377	2,490	2,610
Traitements et salaires	517	620	788	878	992	1,041	1,071	1,092	1,114	1,136
Biens et services	293	320	436	426	481	509	507	543	582	623
Transferts et subventions	366	506	328	365	396	428	460	493	528	566
Intérêts	104	124	147	177	200	216	232	249	266	285
Dépenses en capital	658	614	642	460	510	575	729	784	934	1,102
Financement extérieur	192	145	147	95	250	340	485	526	569	514
Financement intérieur	466	468	495	365	260	235	244	258	365	588
Fonds spéciaux et budgets annexes	411	449	545	631	693	749	805	863	924	989
Prêts nets	-6	-7	-5	-5	-5	-6	-6	-6	-6	-6
Solde budgétaire global (base ordonnancement)	-171	-545	-526	-571	-619	-600	-539	-482	-516	-552
Ajustement base caisse	94	-33	62	13	-172	16	16	16	17	18
Solde global (base caisse)	-76	-577	-464	-558	-791	-584	-524	-465	-499	-534
<b>Financement</b>	76	577	464	558	791	584	524	465	499	534
Financement extérieur (net)	304	63	19	-62	-3	69	199	229	327	255
Prêts	376	140	113	56	166	217	368	410	521	462
Prêts projets	105	76	95	56	166	217	353	385	418	352
Prêts budgétaires	271	64	18	0	0	0	15	26	103	110
Amortissement	-90	-88	-103	-127	-174	-147	-169	-181	-194	-207
Allègement de la dette	18	11	9	9	5	0	0	0	0	0
Variation des arriérés (principal)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement intérieur (net)	-227	515	440	619	794	514	324	236	171	279
Système bancaire	-189	302	308	589	606	416	191	84	2	86
Banque centrale	-218	225	250	57	150	-30	-46	-62	-62	-52
dont : FMI (net)	5	123	19	-12	-22	-30	-46	-62	-62	-52
Banques commerciales	30	12	-65	532	456	446	237	146	63	138
Ajustement <sup>3</sup>	0	65	123	0	0	0	0	0	0	0
Recettes de privatisation	-14	-7	-12	-4	-15	0	0	0	0	0
Autre financement	-24	220	144	34	204	98	133	152	170	194
Ecart de financement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Pour mémoire:</b>										
PIB nominal	10,125	10,140	10,964	11,932	12,905	13,943	14,975	16,054	17,194	18,414
Solde global (base ordonnancement, dons exclus)	-362	-667	-600	-614	-703	-722	-776	-776	-776	-776

Sources: Ministère de l'économie et des finances; estimations et projections des services du FMI.

<sup>1</sup> Prévisions pour Recettes et Dépenses Budgétaires basées sur les plans fiscaux des autorités.

<sup>2</sup> Base ordonnancement.

<sup>3</sup> Ajustement pour tenir compte de la différence de définition de l'État dans les tableaux budgétaires et la situation monétaire.

**Tableau 2b. Mali : transactions budgétaires consolidées de l'État, 2019–28**  
(en pourcentage du PIB)

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
				Prélim..	Est.	Prévisions				
<b>Recettes et dons</b>	21.5	20.5	21.5	19.8	20.5	20.9	21.8	22.0	22.3	22.5
Recettes totales	19.6	19.3	20.8	19.4	19.9	20.0	20.2	20.4	20.7	20.9
Recettes budgétaires	15.5	14.9	15.8	14.1	14.5	14.6	14.8	15.1	15.3	15.5
Recettes fiscales <sup>1</sup>	14.8	14.2	15.0	13.3	13.7	13.8	13.9	14.2	14.4	14.7
Impôts directs	4.7	5.6	5.2	5.0	4.8	4.9	4.9	5.1	5.1	5.2
Impôts indirectes	10.1	8.7	9.7	8.3	8.8	8.9	9.0	9.2	9.3	9.4
TVA	5.4	4.8	5.5	4.8	4.9	4.9	5.0	5.1	5.2	5.3
Accises sur produits pétroliers	0.5	0.5	0.3	0.3	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
Droits d'importation	1.9	1.9	2.1	1.7	2.0	1.9	1.9	2.0	2.0	2.0
Autres taxes indirectes	3.0	2.6	2.6	2.5	2.5	2.5	2.6	2.6	2.7	2.7
Remboursements de taxes	-0.7	-1.3	-0.7	-1.0	-0.7	-0.7	-0.8	-0.8	-0.8	-0.8
Recettes non fiscales	0.7	0.7	0.9	0.8	0.8	0.8	0.8	0.9	0.9	0.9
Recettes en capital	0.1	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Fonds spéciaux et budgets annexes	4.1	4.4	5.0	5.3	5.4	5.4	5.4	5.4	5.4	5.4
Dons	1.9	1.2	0.7	0.4	0.7	0.9	1.6	1.6	1.6	1.6
Projets	0.8	0.6	0.4	0.4	0.7	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9
Budget	1.1	0.5	0.2	0.0	0.0	0.0	0.7	0.7	0.7	0.7
dont : aide budgétaire générale	1.0	0.4	0.2	0.0	0.0	0.0	0.7	0.7	0.7	0.7
dont : aide budgétaire sectorielle	0.1	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<b>Dépenses totales et prêts nets<sup>2</sup></b>	23.1	25.9	26.3	24.6	25.3	25.2	25.4	25.0	25.3	25.5
Dépenses budgétaires <sup>1</sup>	19.1	21.5	21.4	19.3	20.0	19.9	20.0	19.7	19.9	20.2
Dépenses courantes	12.6	15.5	15.5	15.5	16.0	15.7	15.2	14.8	14.5	14.2
Traitements et salaires	5.1	6.1	7.2	7.4	7.7	7.5	7.1	6.8	6.5	6.2
Biens et services	2.9	3.2	4.0	3.6	3.7	3.7	3.4	3.4	3.4	3.4
Transferts et subventions	3.6	5.0	3.0	3.1	3.1	3.1	3.1	3.1	3.1	3.1
Intérêts	1.0	1.2	1.3	1.5	1.5	1.5	1.5	1.5	1.5	1.5
Dépenses en capital	6.5	6.1	5.9	3.9	4.0	4.1	4.9	4.9	5.4	6.0
Financement extérieur	1.9	1.4	1.3	0.8	1.9	2.4	3.2	3.3	3.3	2.8
Financement intérieur	4.6	4.6	4.5	3.1	2.0	1.7	1.6	1.6	2.1	3.2
Fonds spéciaux et budgets annexes	4.1	4.4	5.0	5.3	5.4	5.4	5.4	5.4	5.4	5.4
Prêts nets	-0.1	-0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Solde budgétaire global (base ordonnancement)	-1.7	-5.4	-4.8	-4.8	-4.8	-4.3	-3.6	-3.0	-3.0	-3.0
Ajustement base caisse	0.9	-0.3	0.6	0.1	-1.3	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Solde global (base caisse)	-0.8	-5.7	-4.2	-4.7	-6.1	-4.2	-3.5	-2.9	-2.9	-2.9
<b>Financement</b>	0.8	5.7	4.2	4.7	6.1	4.2	3.5	2.9	2.9	2.9
Financement extérieur (net)	3.0	0.6	0.2	-0.5	0.0	0.5	1.3	1.4	1.9	1.4
Prêts	3.7	1.4	1.0	0.5	1.3	1.6	2.5	2.6	3.0	2.5
Prêts projets	1.0	0.7	0.9	0.5	1.3	1.6	2.4	2.4	2.4	1.9
Prêts budgétaires	2.7	0.6	0.2	0.0	0.0	0.0	0.1	0.2	0.6	0.6
Amortissement	-0.9	-0.9	-0.9	-1.1	-1.4	-1.1	-1.1	-1.1	-1.1	-1.1
Allègement de la dette	0.2	0.1	0.1	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Variation des arriérés (principal)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Financement intérieur (net)	-2.2	5.1	4.0	5.2	6.2	3.7	2.2	1.5	1.0	1.5
Système bancaire	-1.9	3.0	2.8	4.9	4.7	3.0	1.3	0.5	0.0	0.5
Banque centrale	-2.2	2.2	2.3	0.5	1.2	-0.2	-0.3	-0.4	-0.4	-0.3
dont : FMI (net)	0.0	1.2	0.2	-0.1	-0.2	-0.2	-0.3	-0.4	-0.4	-0.3
Banques commerciales	0.3	0.1	-0.6	4.5	3.5	3.2	1.6	0.9	0.4	0.7
Ajustement <sup>3</sup>	0.0	0.6	1.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Recettes de privatisation	-0.1	-0.1	-0.1	0.0	-0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Autre financement	-0.2	2.2	1.3	0.3	1.6	0.7	0.9	0.9	1.0	1.1
Ecart de financement	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<b>Pour mémoire:</b>										
PIB nominal	10,125	10,140	10,964	11,932	12,905	13,943	14,975	16,054	17,194	18,414
Solde global (base ordonnancement, dons exclus)	-3.6	-6.6	-5.5	-5.1	-5.5	-5.2	-5.2	-4.8	-4.5	-4.2

Sources : Ministère de l'économie et des finances; estimations et projections des services du FMI.

<sup>1</sup> Prévisions pour Recettes et Dépenses Budgétaires basées sur les plans fiscaux des autorités.

<sup>2</sup> Base ordonnancement.

<sup>3</sup> Ajustement pour tenir compte de la différence de définition de l'État dans les tableaux budgétaires et la situation monétaire.

Tableau 3. Mali : besoins bruts de financement, 2021–23

	2021			2022			2023		
	milliards	millions	% du PIB	milliards	millions	% du PIB	milliards	millions	% du PIB
	FCFA	USD		FCFA	USD		FCFA	USD	
<b>(1) Besoin de financement brut = (2) + (3)</b>	<b>1,035</b>	<b>1,868</b>	<b>9.4</b>	<b>1,199</b>	<b>1,927</b>	<b>10.1</b>	<b>1,414</b>	<b>2,291</b>	<b>11.0</b>
(2) Déficit global (base caisse)	526	949	4.8	571	917	4.8	619	1,004	4.8
Déficit primaire dons exclus	446	804	4.1	437	702	3.7	503	816	3.9
Dons (moins = ausmentation)	66	120	0.6	43	69	0.4	84	136	0.7
Projets et Appui budgétaire sectoriel (COVID)	49	88	0.4	43	69	0.4	84	136	0.7
Budgétaires	17	31	0.2	0	0	0.0	0	-	0.0
Intérêts dus	147	265	1.3	177	284	1.5	200	324	1.5
Dette intérieure	109	196	1.0	137	219	1.1	166	269	1.3
Dette extérieure, dont:	38	69	0.3	40	65	0.3	34	55	0.3
Banque mondiale	5	9	0.0	9	15	0.1	9	14	0.1
(3) Amortissement	509	919	4.6	629	1,010	5.3	795	1,288	6.2
Dette intérieure	394	711	3.6	489	786	4.1	598	970	4.6
Dette extérieure, dont:	116	209	1.1	139	224	1.2	196	318	1.5
Banque mondiale	19	34	0.2	22	36	0.2	23	38	0.2
FMI	12	22	0.1	12	20	0.1	22	36	0.2
<b>(4) Financement = (5) + (6) + (7)</b>	<b>1,036</b>	<b>1,869</b>	<b>9.4</b>	<b>1,199</b>	<b>1,927</b>	<b>10.1</b>	<b>1,414</b>	<b>2,291</b>	<b>11.0</b>
(5) Intérieure	844	1,522	7.7	1,121	1,800	9.4	1,415	2,292	11.0
Emission Bonds et Obligations du Trésor	905	1,633	8.3	831	1,335	7.0	1,359	2,202	10.5
Emission BT et OT, part locale	314	567	2.9	480	772	4.0	815	1,321	6.3
Emission BT et OT, zone UEMOA	591	1,066	5.4	350	563	2.9	544	881	4.2
Crédit Bancaire (net)	49	88	0.4	383	615	3.2	172	278	1.3
Banque Centrale, dont:	262	473	2.4	69	111	0.6	172	278	1.3
FMI achats	32	57	0.3	0	0	0.0	0	-	0.0
Variation des dépôts (moins = augmentation)	141	255	1.3	0	0	0.0	0	-	0.0
Droits de Tirage Spéciaux (DTS)	141	255	1.3	0	0	0.0	0	-	0.0
Dépôts (moins = augmentation)	-89	-161	-0.8	-69	-111	-0.6	-172	-278	-1.3
Banques Commerciales (net)	-213	-385	-1.9	314	504	2.6	0	-	0.0
Crédit	-27	-48	-0.2	0	0	0.0	0	-	0.0
Dépôts (moins = augmentation)	187	337	1.7	-314	-504	-2.6	0	-	0.0
(6) Extérieure	130	235	1.2	66	105	0.5	171	277	1.3
Prêts projets	95	172	0.9	56	91	0.5	166	269	1.3
Prêts budgétaires	18	33	0.2	0	0	0.0	0	-	0.0
Autres	17	30	0.2	9	15	0.1	5	8	0.0
Allègement de la dette	9	16	0.1	9	15	0.1	5	8	0.0
Initiative de suspension du service de la dette	8	14	0.1	0	0	0.0	0	-	0.0
(7) Variation des instances de paiement et arriérés	62	112	0.6	13	21	0.1	-172	-278	-1.3
Variation des instances de paiement	62	112	0.6	13	21	0.1	-172	-278	-1.3
Arriérés	0	0	0.0	0	0	0.0	0	-	0.0
Réduction	0	0	0.0	0	0	0.0	0	-	0.0
Augmentation	0	0	0.0	0	0	0.0	0	-	0.0
<b>(8) Ecart de financement = (1) - (4)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0.0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0.0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0.0</b>
<b>Pour mémoire:</b>									
PIB nominal (milliards de FCFA)	10,964	19,782		11,932	19,171		12,905	20,909	100.0
Solde budgétaire global (base ordonnancement)	526	949	4.8	571	917	4.8	619	1,004	4.8
Solde budgétaire global (base caisse, dons inclus)	464	837	4.2	558	896	4.7	0	0	0.0
Financement intérieur (net)	450	812	4.1	631	1,015	5.3	816	1,323	6.3
Financement extérieur (net)	14	26	0.1	-74	-119	-0.6	-25	-41	-0.2
Différence base ordonnancement-base caisse	62	112	0.6	13	21	0.1	-172	-278	-1.3
Dette extérieure et intérieure publique	5,521	9,962	50.4	6,266	10,067	52.5	6,943	11,250	53.8
Service de la dette	656	1,184	6.0	806	1,294	7.3	995	1,612	7.7
Taux de change (CFAF par USD)	554			622			617		4.8

Sources: Ministère de l'économie et des finances; estimations et projections des services du FMI.

**Tableau 4 a. Mali : balance des paiements, 2019–28**  
(en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
				Prélim.	Est.	Prévisions				
<b>Solde extérieur courant</b>										
Transferts officiels non compris	-1,197	-596	-1,158	-1,153	-1,122	-1,104	-981	-1,097	-1,242	-1,404
Transferts officiels compris	-755	-223	-821	-822	-789	-761	-506	-588	-696	-818
Balance commerciale	-374	286	-171	-192	-113	-125	63	-11	-76	-181
Exportations, f.à.b.	2,153	2,755	2,695	3,164	3,454	3,571	3,971	4,120	4,294	4,452
Coton (fibre)	192	162	157	363	239	307	332	358	387	420
Or	1,566	2,258	2,129	2,423	2,750	2,741	3,071	3,133	3,246	3,334
Autres	395	334	409	378	465	524	568	628	662	698
Importations, f.à.b.	-2,527	-2,469	-2,866	-3,356	-3,566	-3,696	-3,908	-4,131	-4,370	-4,633
Produits pétroliers	-740	-685	-753	-1,362	-1,166	-1,152	-1,195	-1,243	-1,297	-1,363
Importations de produits alimentaires	-316	-394	-438	-534	-527	-548	-579	-617	-657	-700
Autres	-1,472	-1,390	-1,675	-1,460	-1,874	-1,996	-2,134	-2,270	-2,416	-2,570
Services, net	-867	-948	-1,060	-1,065	-1,072	-1,194	-1,277	-1,366	-1,475	-1,524
Crédit	449	231	290	249	290	289	325	334	309	327
Débit	-1,316	-1,179	-1,350	-1,314	-1,361	-1,483	-1,602	-1,699	-1,784	-1,852
<i>dont frêt</i>	-466	-456	-611	-716	-761	-789	-834	-864	-914	-969
Revenus, net	-407	-425	-462	-458	-523	-427	-456	-470	-506	-545
<i>Intérêts sur dette publique</i>	-34	-33	-38	-41	-34	-37	-39	-42	-45	-48
Transferts, net	893	865	871	893	918	985	1,164	1,259	1,361	1,432
Transferts privés, net	451	492	534	563	585	642	690	750	815	846
Transferts officiels, net <sup>1</sup>	442	373	337	330	333	343	474	509	546	586
<i>Aide budgétaire</i>	112	49	18	0	0	0	105	112	121	129
<b>Compte de capital et d'opérations financières</b>	985	637	735	356	779	750	930	1,000	1,161	1,158
Compte de capital, net	114	126	77	65	136	186	207	228	253	280
<i>Annulation de la dette</i>	18	20	8	9	5	8	9	9	9	9
<i>Dons projets</i>	89	78	49	37	82	120	129	138	148	159
Compte d'opérations financières	871	510	658	291	643	563	723	772	908	877
Secteur privé (net)	433	273	109	244	347	355	374	382	409	439
Investissement direct (net)	503	308	324	303	403	418	449	482	516	552
Investissement en portefeuille (net)	0	5	-4	-4	-3	-2	-3	-3	-3	-3
Autres flux de capitaux privés	-70	-40	-211	-55	-53	-62	-72	-97	-104	-111
Officiel (net)	438	237	407	47	296	209	349	390	499	439
Investissement en portefeuille (net)	152	186	397	118	304	139	150	161	172	184
Déboursments	376	140	113	56	166	217	368	410	521	462
Aides budgétaires	271	64	18	0	0	0	15	26	103	110
Financement de projets	105	76	95	56	166	217	353	385	418	352
Amortissement de la dette publique	-90	-88	-103	-127	-174	-147	-169	-181	-194	-207
Autres Investissements (net)	0	0	142	0	0	0	0	0	0	0
Droits de Tirage Spéciaux (DTS), passif	0	0	142	0	0	0	0	0	0	0
Erreurs et omissions	34	33	27	0	0	0	0	0	0	0
<b>Solde global</b>	264	446	-60	-466	-11	-12	423	412	465	339
Financement	264	-446	60	466	86	12	-423	-412	-465	-339
Avoirs extérieurs (net)	-264	-446	60	466	86	12	-423	-412	-465	-339
Compte des opérations <sup>2</sup>			183	479	108	42	-377	-350	-403	-288
FMI basé sur tirage existant (net)	5	123	19	-12	-22	-30	-46	-62	-62	-52
Allocation de DTS			-142							
<b>Besoin de financement</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Commerce extérieur</b>										
	(Variation annuelle en pourcentage)									
Volume d'exportations	4.0	-12.9	3.1	12.6	-0.1	-0.7	6.7	2.5	3.8	3.5
Volume d'importations	11.6	11.0	10.8	-12.4	20.0	4.0	5.0	4.7	4.7	4.6
Valeur unitaire des exportations	3.9	47.0	-5.1	4.3	9.3	1.1	4.1	0.6	0.5	0.3
Valeur unitaire des importations	2.7	-11.9	4.7	33.6	-11.4	-0.3	0.7	1.0	1.1	1.3
Termes de l'échange	1.2	66.9	-9.4	-22.0	23.4	1.5	3.4	-0.4	-0.5	-1.0

Sources: Autorités Maliennes, estimations et projections des services du FMI.

<sup>1</sup> Comprend le financement par la communauté internationale des importations des services de sécurité liés à l'intervention militaire étrangère dans le pays.

<sup>2</sup> Comprend la tranche de réserve au FMI

**Tableau 4b. Mali : balance des paiements, 2019–28**  
(en pourcentage du PIB)

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
				Prélím.	Est.	Prévisions				
<b>Solde extérieur courant</b>										
Transferts officiels non compris	-11.8	-5.9	-10.6	-9.7	-8.7	-7.9	-6.5	-6.8	-7.2	-7.6
Transferts officiels compris	-7.5	-2.2	-7.5	-6.9	-6.1	-5.5	-3.4	-3.7	-4.0	-4.4
Balance commerciale	-3.7	2.8	-1.6	-1.6	-0.9	-0.9	0.4	-0.1	-0.4	-1.0
Exportations, f.à.b.	21.3	27.2	24.6	26.5	26.8	25.6	26.5	25.7	25.0	24.2
Coton (fibre)	1.9	1.6	1.4	3.0	1.9	2.2	2.2	2.2	2.2	2.3
Or	15.5	22.3	19.4	20.3	21.3	19.7	20.5	19.5	18.9	18.1
Autres	3.9	3.3	3.7	3.2	3.6	3.8	3.8	3.9	3.8	3.8
Importations, f.à.b.	-25.0	-24.4	-26.1	-28.1	-27.6	-26.5	-26.1	-25.7	-25.4	-25.2
Produits pétroliers	-7.3	-6.8	-6.9	-11.4	-9.0	-8.3	-8.0	-7.7	-7.5	-7.4
Importations de produits alimentaires	-3.1	-3.9	-4.0	-4.5	-4.1	-3.9	-3.9	-3.8	-3.8	-3.8
Autres	-14.5	-13.7	-15.3	-12.2	-14.5	-14.3	-14.3	-14.1	-14.1	-14.0
Services, net	-8.6	-9.4	-9.7	-8.9	-8.3	-8.6	-8.5	-8.5	-8.6	-8.3
Crédit	4.4	2.3	2.6	2.1	2.2	2.1	2.2	2.1	1.8	1.8
Débit	-13.0	-11.6	-12.3	-11.0	-10.5	-10.6	-10.7	-10.6	-10.4	-10.1
Frêt	-4.6	-4.5	-5.6	-6.0	-5.9	-5.7	-5.6	-5.4	-5.3	-5.3
Revenus, net	-4.0	-4.2	-4.2	-3.8	-4.1	-3.1	-3.0	-2.9	-2.9	-3.0
Intérêts sur dette publique	-0.3	-0.3	-0.3	-0.3	-0.3	-0.3	-0.3	-0.3	-0.3	-0.3
Transferts, net	8.8	8.5	7.9	7.5	7.1	7.1	7.8	7.8	7.9	7.8
Transferts privés, net	4.5	4.9	4.9	4.7	4.5	4.6	4.6	4.7	4.7	4.6
Transferts officiels, net <sup>1</sup>	4.4	3.7	3.1	2.8	2.6	2.5	3.2	3.2	3.2	3.2
Aide budgétaire	1.1	0.5	0.2	0.0	0.0	0.0	0.7	0.7	0.7	0.7
<b>Compte de capital et d'opérations financières</b>	9.7	6.3	6.7	3.0	6.0	5.4	6.2	6.2	6.8	6.3
Compte de capital, net	1.1	1.2	0.7	0.5	1.1	1.3	1.4	1.4	1.5	1.5
Annulation de la dette	0.2	0.2	0.1	0.1	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.0
Dons projets	0.9	0.8	0.4	0.3	0.6	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9
Compte d'opérations financières	8.6	5.0	6.0	2.4	5.0	4.0	4.8	4.8	5.3	4.8
Secteur privé (net)	4.3	2.7	1.0	2.0	2.7	2.5	2.5	2.4	2.4	2.4
Investissement direct (net)	5.0	3.0	3.0	2.5	3.1	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0
Investissement en portefeuille (net)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Autres flux de capitaux privés	-0.7	-0.4	-1.9	-0.5	-0.4	-0.4	-0.5	-0.6	-0.6	-0.6
Officiel (net)	4.3	2.3	3.7	0.4	2.3	1.5	2.3	2.4	2.9	2.4
Investissement en portefeuille (net)	1.5	1.8	3.6	1.0	2.4	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0
Déboursements	3.7	1.4	1.0	0.5	1.3	1.6	2.5	2.6	3.0	2.5
Aides budgétaires	2.7	0.6	0.2	0.0	0.0	0.0	0.1	0.2	0.6	0.6
Financement de projets	1.0	0.7	0.9	0.5	1.3	1.6	2.4	2.4	2.4	1.9
Amortissement de la dette publique	-0.9	-0.9	-0.9	-1.1	-1.4	-1.1	-1.1	-1.1	-1.1	-1.1
Autres Investissements (net)			1.3							
Droits de Tirage Spéciaux (DTS), passif			1.3							
Erreurs et omissions	0.3	0.3	0.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<b>Solde global</b>	2.6	4.4	-0.5	-3.9	-0.1	-0.1	2.8	2.6	2.7	1.8
Financement	2.6	-4.4	0.5	3.9	0.7	0.1	-2.8	-2.6	-2.7	-1.8
Avoirs extérieurs (net)	-2.6	-4.4	0.5	3.9	0.7	0.1	-2.8	-2.6	-2.7	-1.8
Compte des opérations <sup>2</sup>			1.7	4.0	0.8	0.3	-2.5	-2.2	-2.3	-1.6
FMI basé sur tirage existant (net)	0.0	1.2	0.2	-0.1	-0.2	-0.2	-0.3	-0.4	-0.4	-0.3
Allocation de DTS			-1.3							
Besoin de financement										
<b>Commerce extérieur</b>										
	(Variation annuelle en pourcentage)									
Volume d'exportations	4.0	-12.9	3.1	12.6	-0.1	-0.7	6.7	2.5	3.8	3.5
Volume d'importations	11.6	11.0	10.8	-12.4	20.0	4.0	5.0	4.7	4.7	4.6
Valeur unitaire des exportations	3.9	47.0	-5.1	4.3	9.3	1.1	4.1	0.6	0.5	0.3
Valeur unitaire des importations	2.7	-11.9	4.7	33.6	-11.4	-0.3	0.7	1.0	1.1	1.3
Termes de l'échange	1.2	66.9	-9.4	-22.0	23.4	1.5	3.4	-0.4	-0.5	-1.0

Sources: Autorités Maliennes, estimations et projections des services du FMI.

<sup>1</sup> Comprend le financement par la communauté internationale des importations des services de sécurité liés à l'intervention militaire étrangère dans le pays.

<sup>2</sup> Comprend la tranche de réserve au FMI

**Tableau 5. Mali: situation monétaire, 2019–28**

(en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
				Prélim.	Est.	Prévisions				
<b>Avoirs extérieurs nets</b>	578	1,037	928	512	425	413	837	1,248	1,713	2,053
Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)	289	490	482	12	-75	-87	337	748	1,213	1,553
Banques commerciales	290	547	446	500	500	500	500	500	500	500
<b>Avoirs intérieurs nets</b>	2,221	2,461	3,211	3,704	4,756	5,185	5,176	5,198	5,190	5,341
Crédit net au gouvernement	337	573	758	1,348	1,953	2,370	2,561	2,645	2,647	2,733
BCEAO, net	-89	136	386	443	592	563	516	454	393	341
Banques commerciales, net	77	-53	-305	447	700	1,048	1,152	1,147	1,040	984
Autres institutions	348	490	677	457	661	759	892	1,044	1,214	1,407
Crédits à l'économie	2,480	2,612	3,028	3,480	3,764	4,066	4,367	4,682	5,014	5,370
Autres postes, nets	-306	-414	-212	-735	-1,027	-1,117	-1,618	-1,996	-2,337	-2,628
<b>Masse monétaire (M2)</b>	3,000	3,665	4,289	4,791	5,181	5,598	6,013	6,446	6,904	7,394
Circulation fiduciaire	641	964	1,043	1,215	1,314	1,419	1,524	1,634	1,750	1,874
Depôts en banques	2,359	2,701	3,247	3,576	3,868	4,179	4,489	4,812	5,153	5,519
<b>Pour mémoire:</b>										
Monnaie centrale (M0)	992	1,419	1,613	1,717	1,825	1,940	2,055	2,175	2,302	2,438
<b>Contribution à la croissance de la masse monétaire</b>	(en pourcentage de la masse monétaire du début de période)									
Masse monétaire (M2)	9.0	22.2	17.0	11.7	8.1	8.0	7.4	7.2	7.1	7.1
Avoirs extérieurs nets	9.7	15.3	-3.0	-9.7	-1.8	-0.2	7.6	6.8	7.2	4.9
BCEAO	6.7	6.7	-0.2	-11.0	-1.8	-0.2	7.6	6.8	7.2	4.9
Banques commerciales	3.0	8.6	-2.8	1.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Actifs domestiques	-0.8	8.0	20.5	11.5	22.0	8.3	-0.2	0.4	-0.1	2.2
Crédit au gouvernement	-7.0	7.9	5.1	13.7	12.6	8.0	3.4	1.4	0.0	1.2
Crédits à l'économie	2.0	4.4	11.4	10.5	5.9	5.8	5.4	5.2	5.2	5.2
Autres postes, nets	2.7	-3.6	5.5	-12.2	-6.1	-1.7	-9.0	-6.3	-5.3	-4.2
<b>Pour mémoire:</b>	(Taux de croissance annuel)									
Masse monétaire (M2)	9.0	22.2	17.0	11.7	8.1	8.0	7.4	7.2	7.1	7.1
Base monétaire (M0)	17.4	43.0	13.6	6.5	6.2	6.3	5.9	5.8	5.8	5.9
Crédits à l'économie	2.2	5.3	15.9	14.9	8.1	8.0	7.4	7.2	7.1	7.1
Vitesse de circulation (PIB/M2)	3.4	2.8	2.6	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5
Multiplificateur monétaire (M2/M0)	3.0	2.6	2.7	2.8	2.8	2.9	2.9	3.0	3.0	3.0
Circulation fiduciaire / M2	21.4	26.3	24.3	25.4	25.4	25.4	25.4	25.4	25.4	25.4

Sources: BCEAO; et estimations et projections des services du FMI.

Tableau 6. Mali : indicateurs de solidité financière du secteur bancaire, 2018–22

	2018 <sup>1</sup>		2019		2020		2021		2022
	Juin	Déc.	Juin	Déc.	Juin	Déc.	Juin	Déc.	Juin
<b>Solvabilité</b>									
Fonds propres effectif – FPE/actifs pondérés en fonction des r	12.7	13.2	13.5	13.9	13.6	13.5	14.0	13.6	13.0
Fonds propres de base – T1/actifs pondérés en fonction des r	11.1	12.1	12.6	13.0	12.8	12.6	13.0	13.2	12.3
Provisions générales/actifs pondérés en fonction des risques	10.2	5.8	4.8	5.1	5.1	5.6	5.1	5.0	4.8
Fonds propres/total des actifs	7.6	9.0	9.0	8.9	8.6	8.0	8.8	8.4	8.8
<b>Composition et qualité des actifs</b>									
Total des crédits/total des actifs	55.0	53.8	55.8	54.9	52.2	50.4	49.8	50.6	53.8
Concentration: crédits aux 5 plus grands emprunteurs/fonds	86.9	67.7	82.3	91.2	91.0	94.3	101.5	96.7	90.9
Répartition sectorielle des crédits <sup>2</sup>									
Agriculture, sylviculture et pêche	3.4	4.1	3.0	3.2	4.0	3.0	2.5	5.8	6.9
Industries extractives	2.1	3.3	2.5	2.3	2.5	2.4	2.1	2.8	3.1
Industries manufacturières	15.0	14.5	14.8	15.4	13.0	11.3	10.5	11.8	11.3
Électricité, eau, gaz	6.0	5.2	6.7	5.2	2.2	2.0	1.8	2.1	2.0
Bâtiments, travaux publics	6.9	6.6	7.4	7.0	8.7	9.6	8.4	9.3	9.1
Commerce, restaurants, hôtels	42.1	42.6	39.8	39.8	43.5	44.7	45.3	42.7	43.1
Transports, entrepôts et communications	11.9	11.8	12.3	11.5	11.8	12.2	13.3	10.8	9.8
Assurances, immobilier, services aux entreprises	7.3	6.4	8.3	9.2	9.7	10.3	11.6	11.4	11.1
Services divers	5.5	5.6	5.1	6.4	4.5	4.5	4.5	3.5	3.7
Crédits en souffrance bruts/total des crédits	16.8	13.5	11.8	10.4	10.2	10.0	9.5	9.8	10.3
Provisions générales/crédits en souffrance bruts	59.8	50.5	46.7	53.5	57.5	61.6	63.2	59.0	55.7
Crédits en souffrance nets des provisions/total des crédits	7.5	7.2	6.6	5.1	4.6	4.1	3.7	4.3	4.8
Crédits en souffrance nets des provisions/fonds propres	54.0	42.9	41.0	31.7	27.9	25.8	21.0	25.6	29.5
<b>Résultats et rentabilité</b>									
Coût moyen des fonds empruntés	...	2.4	...	0.3	...	0.6	...	1.8	...
Taux d'intérêt moyen sur crédits	...	7.8	...	7.1	...	7.4	...	6.8	...
Marge d'intérêt moyenne <sup>3</sup>	...	5.4	...	6.8	...	6.8	...	5.0	...
Rendement net d'impôt des actifs moyens (ROA)	...	1.4	...	1.1	...	1.1	...	1.3	...
Rendement net d'impôt des fonds propres moyens (ROE)	...	15.2	...	11.0	...	12.1	...	14.6	...
Dépenses hors intérêts/revenu bancaire net	...	63.3	...	60.5	...	57.6	...	55.3	...
Traitements et salaires/revenu bancaire net	...	29.9	...	27.0	...	28.6	...	26.8	...
<b>Liquidité</b>									
Actifs liquides/total des actifs	33.5	32.3	33.4	32.8	30.8	28.1	28.1	27.5	30.3
Actifs liquides/total des dépôts	54.7	53.7	54.9	53.6	49.8	44.1	41.9	40.3	44.7
Total des crédits/total des dépôts	99.8	96.0	97.1	95.0	89.9	84.4	79.0	79.0	84.1
Total des dépôts/total des passifs	61.2	60.1	60.8	61.2	61.8	63.6	67.1	68.1	67.8
Total des dépôts à vue/total des passifs <sup>4</sup>	35.6	34.9	35.4	36.0	36.5	37.0	38.9	38.8	38.6
Total des dépôts et emprunts à terme/total des passifs	25.7	25.1	25.4	25.2	25.2	26.7	28.1	29.3	29.2

Source: BCEAO.

<sup>1</sup> Année de la première déclaration des données conformément aux dispositions de Bâle II/III et du Plan<sup>2</sup> Les indicateurs ne tiennent pas compte des provisions complémentaires de la Commission bancaire de l'UEMOA.<sup>3</sup> Hors taxe sur les opérations bancaires.<sup>4</sup> Y compris les comptes d'épargne.

## Annexe I. Stratégie de collaboration avec le pays

*Cette annexe résume la stratégie de collaboration avec le Mali, conformément à la stratégie du FMI pour les États fragiles et touchés par des conflits, approuvée par le conseil d'administration du FMI en mars 2022. Comme il a été décrit précédemment, le Mali est à la fois en situation de « fragilité structurelle » (incapacité à générer une croissance adéquate) et de « fragilité due au stress », dans le sens qu'il y a un risque important d'une rupture majeure du système économique ou de l'ordre politique. La présente annexe propose un cadre théorique, examine les facteurs qui sous-tendent ces deux types de fragilité et formule une proposition de stratégie de collaboration avec le pays. Les principales mesures prioritaires définies dans la stratégie s'articulent autour de la protection des groupes de population les plus vulnérables, lesquels sont les plus exposés aux conséquences de la fragilité, ainsi que de l'atténuation des contraintes qui pèsent sur la croissance afin d'aider le pays à surmonter cette fragilité. Ces mesures sont étroitement alignées sur celles de la note d'orientation et ont jetté les bases de la discussion avec les autorités.*

### A. Contexte

**1. Le Mali se trouve confronté à diverses formes de fragilité, et ce depuis plusieurs décennies.** La croissance est structurellement faible ; la pauvreté, l'inégalité et l'insécurité alimentaire sont flagrantes ; l'État a une capacité limitée de fournir des services de base, notamment en matière d'éducation, de santé, d'eau, de services sanitaires et de protection sociale ; les infrastructures de base font défaut ou sont de mauvaise qualité et la corruption est jugée structurelle. Parallèlement, le pays a été déchiré par plusieurs conflits internes et externes qui ont provoqué le déplacement de milliers de personnes. Ces facteurs, observés dans la plupart des États fragiles, sont interdépendants et complexes. Cette discussion sur la fragilité s'articule autour d'un cadre conceptuel simple (encadré 1) qui considère la fragilité comme un concept mathématique, en reprenant et en élargissant la définition de Taleb.<sup>1</sup> Dans ce cadre, nous distinguons deux types de fragilité des pays : i) la **fragilité structurelle**, c'est-à-dire l'incapacité à générer une croissance adéquate ou à tirer parti de chocs positifs ; et ii) la **fragilité due au stress**, c'est-à-dire une rupture majeure du système économique ou de l'ordre politique lorsque des chocs négatifs se produisent. On estime que les effets combinés de ces facteurs ont eu un impact important sur l'économie du Mali. L'analyse de la Banque Mondiale suggère qu'en l'absence de fragilité, de conflit et de violence, ainsi que de l'instabilité politique et de la sécurité qui en ont découlé, le PIB réel par habitant du Mali aurait pu être 12,6 % plus élevé qu'il ne l'était en 2019, par exemple.

<sup>1</sup> Se référer à Taleb, N. N., 2012. Antifragile: Things That Gain from Disorder et Taleb, N. N., 2013. Philosophy: 'Antifragility' as a mathematical idea. Nature, 494(430) pour une définition complète.

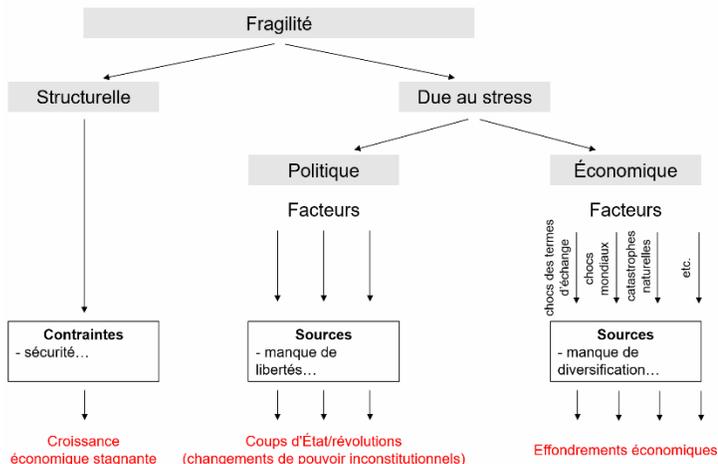
## Encadré 1. Cadre conceptuel de la fragilité

Le cadre conceptuel utilisé ici reprend le concept élargi de fragilité de Nassim Taleb (2012, 2013) qui identifie la fragilité de manière neutre comme une « notion mathématique », décrivant la réaction des systèmes aux chocs<sup>1</sup>. Selon Taleb (2013), les systèmes sont fragiles s'ils « se brisent » sous l'effet d'un stress important ou, en termes plus techniques, s'ils présentent une sensibilité accélérée aux facteurs de stress nuisibles (ou au temps, en tant que facteur de stress). Le graphique ci-dessous illustre la réponse du système aux chocs négatifs, représentée par une courbe concave (ligne rouge dans le quadrant inférieur gauche). La sensibilité supra-linéaire aux chocs négatifs que décrit Taleb couvre un vaste éventail de réactions sociales, économiques et politiques, y compris des effondrements économiques consécutifs à des chocs. Au niveau des systèmes politiques, ces réactions peuvent prendre la forme de révolutions, de coups d'État militaires ou d'autres transitions irrégulières du pouvoir. Nous appellerons ce type de fragilité la **fragilité due au stress**.

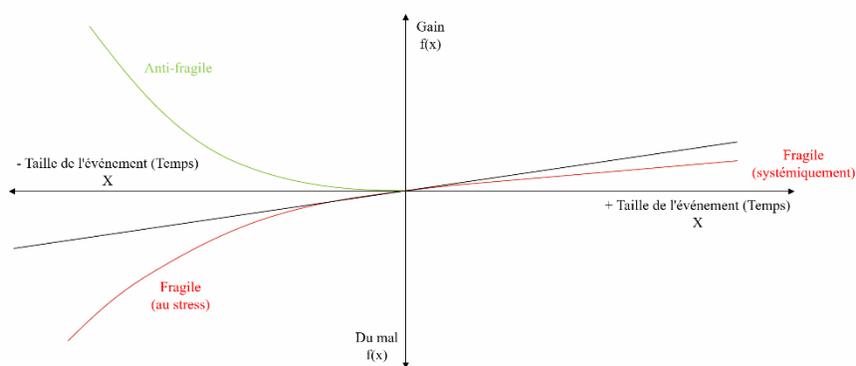
Partant de ce concept de fragilité, nous étendons le modèle de Taleb aux chocs positifs afin d'appréhender la fragilité comme l'incapacité d'une économie à décoller avec le temps ou à tirer profit de chocs positifs (tels que des chocs sur les termes de l'échange ou la croissance de la demande des partenaires commerciaux du pays). Cette réaction (ou l'absence de réaction) est représentée par la ligne rouge dans le quadrant supérieur droit. Nous appelons ce type de fragilité la **fragilité structurelle**, qui s'apparente à un réseau complexe d'interactions sociales, économiques et politiques caractérisé par la faiblesse de la plupart des nœuds et la difficulté d'identifier ceux qui posent problème.

Le cadre conceptuel ci-dessus illustre également notre perception des facteurs déterminant la fragilité. Dans le cas de la fragilité structurelle (incapacité à assurer la croissance dans le temps), il s'agit de « contraintes » à la croissance et à la prise de décisions politiques judicieuses. Dans le cas de la fragilité due au stress, deux facteurs sont à prendre en compte : i) les facteurs de stress (les « moteurs » de la fragilité) qui déstabilisent les systèmes économiques, sociaux et politiques au point de les briser ; et ii) les « sources » de fragilité, des éléments qui, par leur présence, font que les systèmes d'un pays se brisent sous l'effet des facteurs de stress, alors que d'autres pays sont capables de résister aux chocs. Le tableau ci-dessous résume la taxonomie de la fragilité et des facteurs qui la sous-tendent que nous utiliserons dans cette stratégie de collaboration avec le pays.

### Fragilité: Taxonomie résultante



Les choses qui sont affectées par des événements défavorables et qui bénéficient (ou non) d'événements positifs.

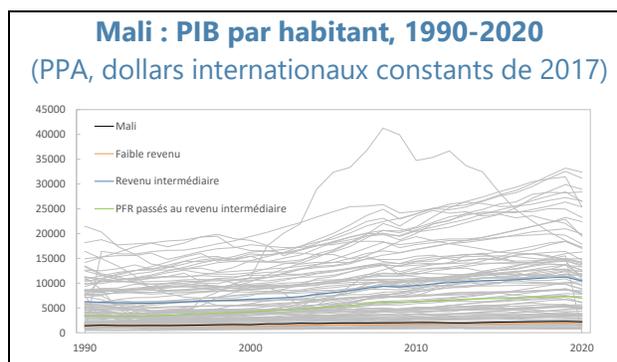


Sources: Taleb (2013ab), les auteurs.

<sup>1/</sup> Pour une analyse plus approfondie de ce cadre, voir « State Fragility: Towards a Robust Conceptual Framework », de A. Cebotari *et al.* (à paraître)

## B. Fragilité Structurelle

**2. Le Mali est structurellement fragile. Sa croissance économique est restée faible depuis l'indépendance.** Le revenu par habitant a augmenté en moyenne de 1,2 % par an depuis 1980, ce qui ne permet pas au Mali de progresser sensiblement sur l'échelle des revenus et le place parmi les 20 pays les plus pauvres du monde. Le taux de pauvreté est très élevé, avec environ 42 % de la population (soit plus de 8,5 millions de personnes) vivant avec moins de 2,3 dollars par jour en 2020. L'insécurité alimentaire est généralisée : au début de 2023, on estimait que plus que 15 % de la population était confrontée à une insécurité alimentaire grave (761 000 personnes) ou risquait de l'être (2,9 millions de personnes).<sup>2</sup>



**3. La fragilité structurelle est largement déterminée par les contraintes qui pèsent sur la croissance, ainsi que sur une prise de décisions judicieuses et une bonne mise en œuvre des politiques.** Les contraintes les plus déterminantes sont les suivantes :

- **Les contraintes liées à la sécurité.** Le coup d'État en 2012 a commencé par une rébellion dans le nord avant de dégénérer en une crise sécuritaire prolongée. Les violences commises depuis 2012 ont tué et déplacé des milliers de personnes, les régions du nord et du centre étant les plus touchées. Cette situation a considérablement réduit la disponibilité et la qualité des services sociaux de base dans ces régions.
- **Le piège de la violence.** Le Mali est confronté à des conflits politiques et sociaux de grande ampleur qui entravent les décisions politiques. Les changements irréguliers et fréquents du pouvoir accentuent l'incertitude économique et politique, réduisent les incitations à investir, à payer des impôts ou à formaliser les activités commerciales, et réduisent l'horizon des dirigeants.
- **Un niveau d'éducation très bas.** Le nombre d'années de scolarisation de la population malienne est en moyenne de 2,5 ans, ce qui est l'un des plus faibles au monde. Le manque d'investissement dans les infrastructures éducatives constitue une contrainte majeure, de même que la pauvreté, le travail des enfants et l'insécurité.
- **Le manque de confiance dans les institutions publiques et la faiblesse de l'État de droit.** On a ainsi un État miné par la corruption et l'impunité, où les richesses sont soutirées à des fins personnelles et où les impôts sont peu perçus.
- **Peu de complexité et de diversification.** L'extraction de l'or et le coton brut représentent environ 80 % des exportations totales du pays, mais seulement 12 % de son PIB.

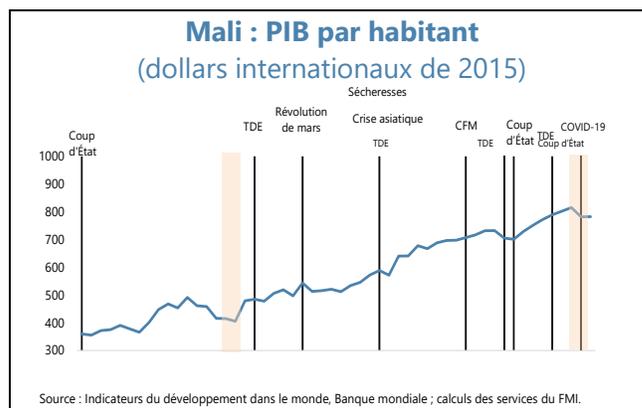
<sup>2</sup> [Food Security Cluster \(FCS\)](#), "Résultats de l'analyse de la situation de l'insécurité alimentaire aiguë actuelle et projetée: Mali", mars 2023.

- **L'inégalité entre les sexes est l'une des plus élevées au monde.** Environ 7 % des femmes ont un niveau d'éducation secondaire. L'environnement juridique et les normes sociales limitent leurs droits de succession, leur intégrité physique et leur mobilité, restreignant ainsi leur capacité d'entreprendre et leur potentiel de croissance.

## C. La Fragilité Due Au Stress : Plus Politique Qu'Économique

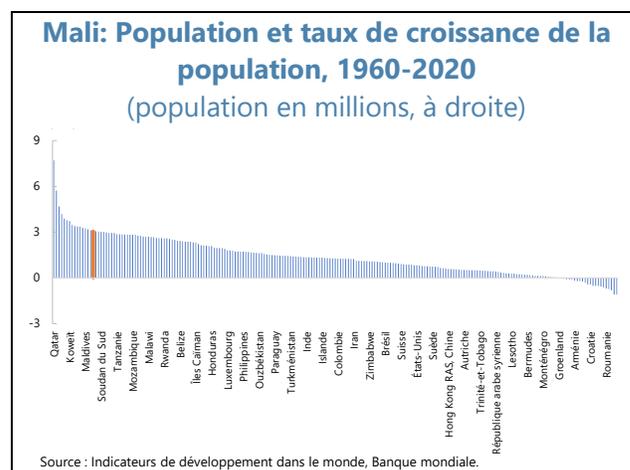
### 4. Malgré une faible croissance, l'économie du Mali a fait preuve d'une relative résilience aux chocs économiques, mais son système politique s'est avéré beaucoup plus fragile.

Le pays a constamment retrouvé son revenu tendanciel par habitant après une série de chocs économiques et politiques majeurs, sans pertes de production permanentes, probablement en raison de la faible complexité et intégration de son économie, de l'effet stabilisateur des recettes d'exportation de l'or et d'une longue histoire de capacité d'adaptation aux chocs. En revanche, le système politique malien s'est révélé très fragile, comme en témoignent les fréquentes ruptures de l'ordre politique ou constitutionnel traditionnel par des coups d'État (huit coups d'État depuis l'indépendance en 1960, dont cinq ont abouti).



### 5. Les facteurs de stress qui déstabilisent les systèmes économiques et sociopolitiques, c'est-à-dire les vecteurs de fragilité, sont :

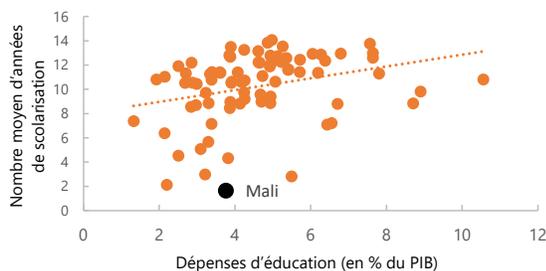
i) les pressions démographiques, avec l'une des croissances de la population les plus rapides au monde (3 % par an au cours des vingt dernières années) en raison de taux de fécondité élevés ; ces pressions, combinées à un faible niveau d'éducation, à un taux de chômage élevé et à une stagnation des revenus, peuvent alimenter les troubles sociaux et le recrutement de combattants djihadistes ; ii) une détérioration significative des conditions économiques avec la pandémie de COVID-19, la dégradation de la situation sécuritaire depuis 2012 et les sanctions ; iii) le déclin de la confiance des citoyens dans le gouvernement à la suite de scandales de corruption, d'élections bâclées et de coups d'État ; iv) le changement climatique et l'exposition à de graves sécheresses et inondations, accentués par une forte dépendance à l'égard de l'agriculture et par une capacité d'atténuation et d'adaptation limitée ; et v) la déstabilisation des relations internationales du Mali, y compris avec les principaux partenaires de développement occidentaux, après deux coups d'État récents.



## Mali : principaux facteurs contraignant la croissance

Le niveau d'éducation au Mali est très bas

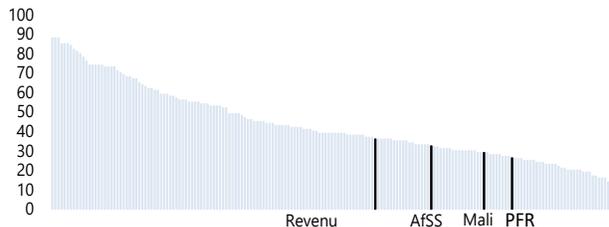
### Nombre moyen d'années de scolarisation et dépenses d'éducation



Sources : Indicateurs de développement dans le monde, Banque mondiale ; Indice de compétitivité mondiale.

Le manque de confiance dans les institutions a engendré une forte corruption

### Indice de perception de la corruption dans le monde (échelle de 0 à 100 ; 100 correspond au niveau le plus bas de perception de la corruption)



Source : Rapport IPC, 2021, Transparency International ; calculs des services du FMI.

La faible diversification limite le développement économique

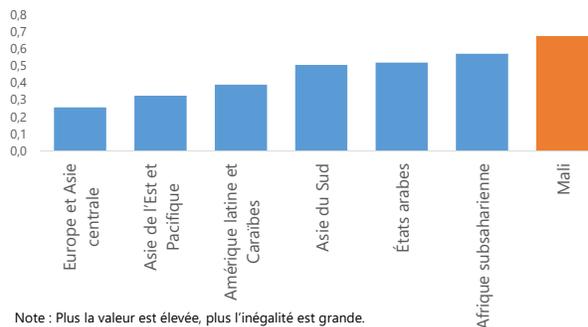
### Mali : structure des exportations, 2019 (en pourcentage de la valeur totale des exportations)



Sources : Atlas of Economic Complexity ; calculs des services du FMI.  
Note : Or, agriculture, coton, machines, chimie et autres.

L'inégalité entre les sexes est l'une des plus fortes au monde

### Indice d'inégalité de genre du PNUD, 2019



Note : Plus la valeur est élevée, plus l'inégalité est grande.

**6. Les principales sources de fragilité au Mali, c'est-à-dire les facteurs qui détermineront si les systèmes économiques et politiques s'effondreront face aux facteurs de stress énumérés ci-dessus, sont :**

- **Les difficultés financières du pays.** La dette a progressé pour atteindre 53 % du PIB en 2022 et sa dynamique peut être déviée vers une trajectoire insoutenable par des chocs de grande ampleur. La situation budgétaire est également mise à rude épreuve par l'augmentation rapide des dépenses de sécurité, des salaires publics et de la facture d'intérêts, qui consomment désormais presque 80 % des recettes fiscales et évincent les dépenses de protection sociale et d'investissement.
- **Une centralisation politique et économique excessive.** L'exécutif centralise le pouvoir au niveau présidentiel au détriment du pouvoir judiciaire et du parlement. La décentralisation régionale n'a pas véritablement permis de transférer les pouvoirs et les responsabilités, malgré certaines réformes menées dans les années 90 et dans le cadre de l'accord de paix d'Alger de 2015.

## D. Stratégie De Collaboration

**7. À la lumière de cette analyse, la collaboration du FMI avec le Mali devrait donner la priorité aux réformes qui s'attaquent aux sources de fragilité et aux obstacles à la croissance, tout en réduisant autant que possible les facteurs de stress déstabilisants.** Il convient ainsi de s'attacher aux réformes suivantes :

- **Réduire les fragilités liées à la situation budgétaire**, par un retour à des niveaux de déficit plus soutenables à court terme et, idéalement, par l'introduction d'un cadre de responsabilité budgétaire qui remédie simultanément à la multitude de lacunes dans la gestion budgétaire (gestion des écarts par rapport aux objectifs ; fixation de la masse salariale ; risques budgétaires, y compris des entreprises publiques ; transparence ; etc.). Ces mesures pourraient ne pas être réalisables avant les élections de 2024 ou sans la coordination de l'UEMOA. Par conséquent, la deuxième meilleure option consiste à s'attaquer aux carences de la gestion budgétaire (en particulier les entreprises publiques, la fixation des salaires publics et les contrôles des engagements) de manière séparée. On peut également envisager des réformes de la gestion des finances publiques dans le secteur de la sécurité . En outre, la lutte contre la fragilité devrait permettre d'accroître la croissance et de renforcer la résistance de l'économie aux chocs économiques négatifs, ce qui aura un impact positif sur les finances publiques.
- **Renforcer la protection des segments les plus fragiles de la population.**
- **Supprimer les obstacles à un processus décisionnel efficace.** Il s'agit notamment d'améliorer la transparence pour aider le public à comprendre les coûts et les avantages des mesures et des réformes actuelles, ainsi que d'augmenter les informations mises à la disposition des dirigeants (par exemple, grâce à la numérisation des informations sur les recettes et les paiements).
- **Éliminer les obstacles à la croissance.** Cela implique la résolution des problèmes de sécurité, des réformes de gouvernance, des réformes des systèmes d'éducation et de santé (y compris une formation professionnelle solide pour les vagues de jeunes arrivant sur le marché du travail), des actions pour aider le Mali à tirer parti d'un dividende démographique (transition vers une baisse de la fécondité), des réformes du marché du travail et de l'environnement des affaires, y compris par une réduction (une fois la situation budgétaire renforcée) de la charge fiscale sur le travail formel (qui représente 70 % des salaires).
- **Atténuer les facteurs de stress** qui déstabilisent le système, notamment grâce à des politiques macroéconomiques solides et durables et à des mesures d'adaptation au climat.

**8. Les priorités en matière de renforcement des capacités devront couvrir les grands domaines de la réforme budgétaire.** Les domaines prioritaires resteront sans doute les avancées des réformes de l'administration des recettes, la politique fiscale (en particulier la rationalisation des exonérations fiscales, tout en tenant compte de l'impact distributif), la rationalisation des dépenses (politiques salariales et gestion des entreprises publiques), la transparence et gouvernance fiscale (une évaluation de la transparence budgétaire serait utile), la gestion des finances publiques (contrôles des engagements et compte unique du Trésor) et les statistiques (budgétaires, de la dette, réelles et externes).

**9. La coordination avec les partenaires multilatéraux et bilatéraux sera essentielle.** La Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement sont des partenaires clés, actifs dans le développement des infrastructures et le renforcement de la résistance à la pauvreté. L'Union européenne joue également un rôle actif. Le Mali compte également une société civile active et influente qui se consacre aux questions politiques, culturelles et d'inclusion des femmes, entre autres. Cette démarche devrait s'aligner sur la stratégie de développement du Mali, le Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD 2019–23), qui définit une feuille de route pour la vision de développement à long terme du pays. Le pays devrait ainsi se rapprocher des objectifs de développement fixés par l'Union Africaine et des Objectifs de Développement Durable des Nations Unies.

**Mali : État d'avancement des ODD, 2021**

Objectif 1 Zéro pauvreté	Objectif 2 Zéro faim	Objectif 3 Bonne santé et bien-être	Objectif 4 Éducation de qualité	Objectif 5 Égalité des sexes	Objectif 6 Accès à l'eau et à assainissement
Objectif 7 Énergie durable et abordable	Objectif 8 Travail décent et croissance économique	Objectif 9 Infrastructure, industrialisation et innovation	Objectif 10 Réduire les inégalités	Objectif 11 Villes et communes résilientes et durables	Objectif 12 Consommation et production durables
Objectif 13 Changement climatique	Objectif 14 Les océans et les ressources marines	Objectif 15 Préserver les écosystèmes terrestres	Objectif 16 Paix, justice, institutions efficaces	Objectif 17 Partenariat mondial pour développement	

■ Défi majeur                      ■ Défis restants                      ■ Pas de données  
■ Défis importants                      ■ ODD achevé

Sources: Sachs et al. (2021): The Decade of Action for the Sustainable Development Goals. Sustainable Development Report 2021. Cambridge: Cambridge University Press

**10. Les événements survenus au Mali après le coup d'État ont perturbé le financement des partenaires internationaux, mais leur réengagement sera essentiel.** Le soutien continu des partenaires internationaux du développement sera important pour appuyer le programme de réformes structurelles en cours, accompagner l'effort d'ajustement budgétaire afin de garantir une position budgétaire plus soutenable, et contribuer à couvrir les besoins de financement liés à la situation sécuritaire et éviter la réduction des dépenses consacrées au développement et au social. Les élections prévues en février 2024 seront un facteur déterminant du retour de ce soutien extérieur. Toute sanction future imposée au Mali limiterait la capacité des organisations internationales à s'engager auprès des autorités.

## Annexe II. Chronologie des principaux événements politiques, 2020–22

2020	
20 août	Coup d'État militaire contre le président Ibrahim Boubacar KEÏTA (IBK), à la suite d'un soulèvement social mené par les partis d'opposition et dont le fer de lance est le mouvement M5-RFP.
10-27 septembre	Un forum national intitulé « Journées de concertation nationale » est organisé par le groupe de militaires à l'origine du coup d'État. Une loi nommée « Charte de la Transition » établit les règles institutionnelles régissant la période de transition, censée durer 18 mois, à la suite d'un accord avec la CEDEAO pour organiser une élection présidentielle démocratique afin de clôturer le mandat.
21 septembre	La Cour suprême désigne officiellement M. Ba N'DAW, un ancien officier militaire, président de la période de Transition et le colonel Assimi GOÏTA (actuel chef de groupe) vice-président.
27 septembre	Un nouveau Premier ministre et ancien ministre des Affaires étrangères, M. Moctar OUANE, est nommé et un nouveau gouvernement est mis en place.
2021	
24 mai	Deuxième coup militaire, et le colonel Assimi GOÏTA est nommé Président de la période de transition.
30 mai	La CEDEAO suspend l'adhésion du Mali et exige l'élection d'un premier ministre civil.
20 septembre	En visite à Bamako, la ministre française des Armées réaffirme la volonté de Paris de poursuivre la lutte contre le terrorisme au Mali, mais elle explique que l'intention du gouvernement malien de recourir à la protection du groupe paramilitaire privé russe Wagner serait incompatible avec la poursuite d'un soutien occidental.
8 novembre	La CEDEAO impose des sanctions à l'encontre des instigateurs du coup d'État militaire au Mali pour avoir reporté la date des élections présidentielles et législatives initialement fixée en février 2022. Les sanctions comprennent le gel des avoirs et l'interdiction de voyager pour tous les membres de l'autorité de transition ainsi que pour certains membres de leur famille. Dans la résolution faisant état des sanctions, la CEDEAO déclare également qu'elle envisagerait des sanctions supplémentaires en décembre si aucun progrès n'est réalisé d'ici là.
13 décembre	L'Union européenne adopte une série de sanctions à l'encontre de huit responsables et de trois entités liées à la société de sécurité privée russe Wagner. Les sanctions visant le fondateur du groupe, Dmitri Outkine, comprennent le gel des avoirs et l'interdiction de voyager.
14 décembre	Conformément au plan de redéploiement annoncé par Paris en juin, les militaires français engagés dans l'opération Barkhane quittent Tombouctou, après avoir évacué leurs bases de Kidal, en octobre, et de Tessalit, en novembre, pour se replier sur Gao. La sécurité de ces villes est confiée aux Forces armées maliennes et aux soldats de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA).
23 décembre	Dans un communiqué conjoint, seize pays occidentaux engagés dans la lutte anti-djihadiste au Sahel condamnent « fermement le déploiement de mercenaires au Mali » et accusent la Russie « d'apporter un soutien matériel au déploiement du groupe Wagner » : Allemagne, Belgique, Canada, Danemark, Estonie, France, Italie, Lituanie, Norvège, Pays-Bas, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni et Suède. La Russie et le Mali nient ces accusations.
Décembre	Une conférence nationale tente de prolonger la période de transition jusqu'à cinq ans.
2022	

9 janvier	Après des mois de tensions diplomatiques, la CEDEAO décide d'imposer des sanctions économiques et financières plus sévères à l'encontre du Mali. Cette mesure est adoptée après que le gouvernement intérimaire du Mali a proposé de se maintenir au pouvoir pour une période maximale de cinq ans avant la tenue d'élections et, ce, malgré les demandes formulées à l'échelle internationale de respecter la promesse de tenue d'élections le 27 février. Les sanctions comprennent la fermeture des frontières terrestres et aériennes avec les pays voisins de la CEDEAO, un embargo commercial, le gel des avoirs du Mali à la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest et dans les banques commerciales, ainsi que la suspension de l'aide financière.
14 janvier	Les Maliens manifestent en masse après l'appel du gouvernement de transition à manifester contre les sanctions. Les Maliens descendent dans la rue par milliers, après l'appel du gouvernement de transition à manifester contre les sanctions sévères imposées par la CEDEAO en raison du retard des élections.
31 janvier	Les tensions entre le Mali et la France, ancienne puissance coloniale, atteignent leur paroxysme avec l'expulsion de l'ambassadeur de France.
4 février	L'Union européenne accepte d'imposer des interdictions de voyager et des gels d'avoirs à cinq membres du gouvernement de transition malien, tenant ainsi sa promesse de renforcer les sanctions de la CEDEAO par ses propres mesures. Celles-ci, qui bénéficient du soutien politique des 27 États de l'UE, s'inscrivent dans une série de restrictions imposées au Mali par la CEDEAO.
10 juin	Le gouvernement de transition malien met sur pied un organe avec pour tâche l'élaboration d'une nouvelle constitution. L'annonce est faite par voie de décret présidentiel qui stipule que la commission disposera de deux mois pour achever son travail. L'organe sera composé d'un président, de deux rapporteurs et d'experts. Le décret stipule que l'organe consultera les partis politiques, les groupes de la société civile, les groupes armés ayant signé un accord de paix avec le gouvernement, les chefs religieux et traditionnels et les syndicats.
3 juillet	La CEDEAO lève les sanctions économiques contre le Mali. À l'issue du sommet de la CEDEAO qui s'est tenu à Accra, la Communauté décide de lever les sanctions économiques et financières imposées au Mali, après que ses dirigeants militaires ont proposé une transition de 24 mois vers la démocratie et publié une nouvelle loi électorale. Un référendum portant sur une nouvelle constitution est prévu en mars 2023, ainsi que la tenue d'élections présidentielles en février 2024. Les frontières avec le Mali rouvrent et les diplomates de la région retournent à Bamako. Néanmoins, les chefs d'État décident de maintenir les sanctions individuelles et la suspension du Mali de la CEDEAO jusqu'au retour à l'ordre constitutionnel. Les sanctions individuelles visent les membres du gouvernement militaire au pouvoir et du Conseil national de transition.
<b>2023</b>	
19 mars	Report du référendum constitutionnel initialement prévu pour le 19 mars 2023.

## Annexe III. Effets des sanctions imposées par la CEDEAO et de la guerre en Ukraine

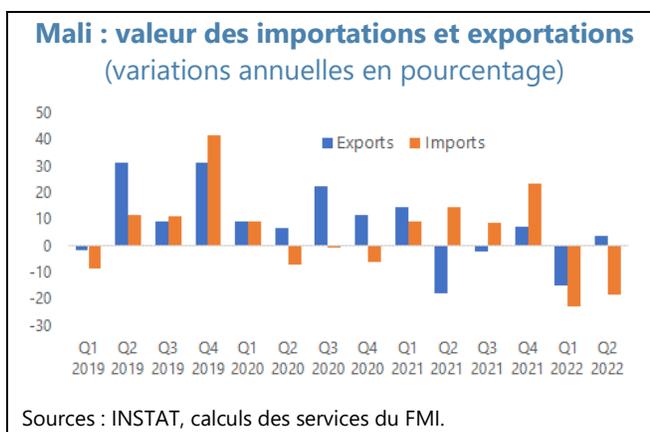
Les sanctions commerciales et financières radicales adoptées par la CEDEAO à l'encontre du Mali, au premier semestre 2022, ont pesé sur l'activité économique, provoqué une hausse des prix de nombreux biens et nu à la gestion des comptes budgétaires, obligeant le Mali à accumuler des arriérés de dette extérieure. Un grand nombre de ces conséquences ont été exacerbées par la hausse des prix des produits de base, sous l'effet de la guerre menée par la Russie en Ukraine. L'inflation est montée en flèche et l'insécurité alimentaire, déjà à un niveau élevé, s'est aggravée. Toutefois, la production agricole s'est montrée résiliente, et l'économie malienne a rebondi au cours du second semestre 2022.

### A. Sanctions de la CEDEAO (de janvier à juin 2022)

1. **Le 9 janvier 2022, les chefs d'État de la CEDEAO imposent des sanctions strictes à l'encontre du Mali en riposte aux plans du gouvernement de transition destinés à différer les élections jusqu'en 2026**, soit sur une période bien plus longue que la période de transition de 18 mois promise à la suite du coup d'État d'août 2020. Parmi les sanctions, notons i) la suspension des transactions commerciales avec le reste de la CEDEAO, hormis les biens essentiels et les produits médicaux ; ii) la suspension des transactions financières avec le reste de la région, y compris l'accès aux marchés monétaires et financiers ; iii) le gel des avoirs publics détenus à la BCEAO et dans les banques commerciales régionales ; iv) la suspension de l'assistance financière régionale ; et v) le rappel des ambassadeurs de la CEDEAO au Mali. Le 3 juillet 2022, les chefs d'État de la CEDEAO lèvent les sanctions économiques à la suite de l'annonce du gouvernement de transition d'organiser des élections en février 2024. Les sanctions politiques sont maintenues, y compris la suspension du Mali des organes de décision de la CEDEAO.

2. **Les sanctions ont pesé sur l'activité économique, notamment sur le commerce et l'exécution du budget de la fonction publique, et ont contribué à la hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants.**

- **Commerce.** En raison des sanctions imposées par la CEDEAO, au cours du premier semestre 2022, les échanges avec le Mali ont été interrompus, hormis pour les produits de première nécessité.<sup>1</sup> Selon les estimations, les importations ont chuté de 20 % alors que les exportations n'ont diminué que de 6 % au cours du premier semestre 2022, la plupart des exportations d'or (principal produit

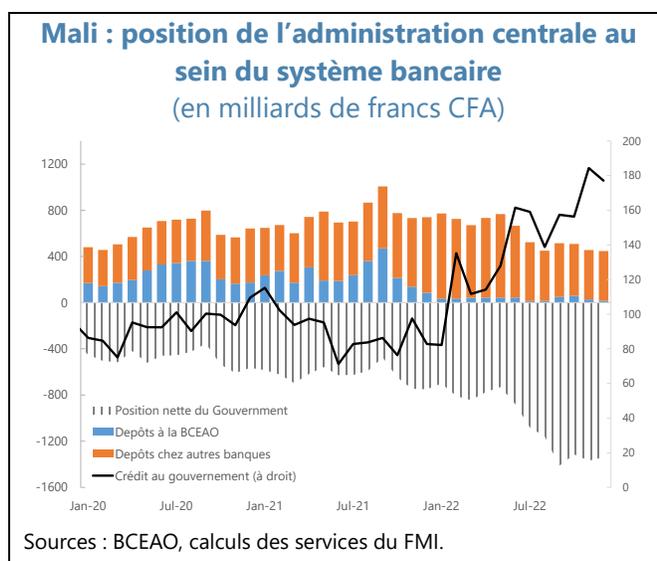
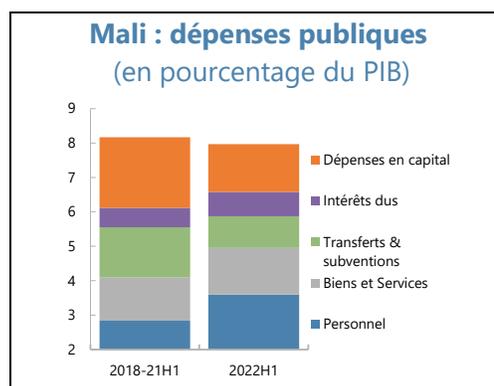
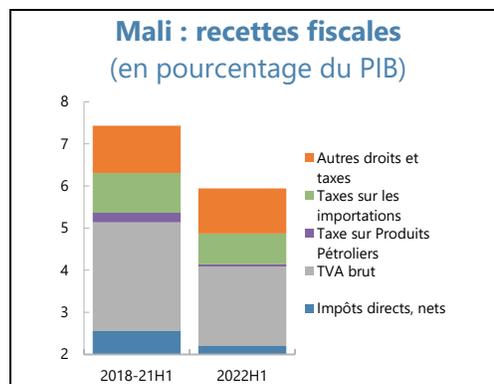


<sup>1</sup> En rétorsion, le Mali a restreint les exportations de viande et de bétail, dont il est un important fournisseur régional, ce qui a provoqué l'augmentation des prix de la viande dans les pays voisins.

d'exportation du Mali) se faisant par voie aérienne vers des pays non-membres de la CEDEAO. Les échanges commerciaux avec la CEDEAO ont reculé de plus de 30,6 % pour les exportations et de 25,9 % pour les importations au cours de la même période. Fait notable, 70 % des marchandises importées de la CEDEAO sont des combustibles liquides exemptés de sanctions.

**Recettes et dépenses publiques.** Au cours du premier semestre 2022, les sanctions adoptées par la CEDEAO ont gravement compromis l'exécution du budget. La perception des recettes a chuté d'environ 17 % au cours du premier semestre 2022 par rapport à la moyenne des collectes recensée au cours des mêmes trimestres depuis 2018. Toutes les recettes fiscales et non fiscales ont été touchées, la baisse la plus importante concernant les impôts indirects. Les recettes fiscales ont connu un rebond au cours du deuxième trimestre 2022 en raison d'une augmentation du prix des carburants sur le marché intérieur (ajustés par les autorités à la fin du mois de mars) et de l'augmentation du trafic commercial transitant par d'autres itinéraires en passant par la Guinée et la Mauritanie. Les autorités ont continué de limiter les dépenses en fonction des recettes disponibles en accordant la priorité au versement des salaires, aux loyers et aux bourses, et aux dépenses de sécurité, tout en réduisant les dépenses d'investissement et en reportant toutes les dépenses non prioritaires.

- **Déficit et financement.** Les données préliminaires relatives à l'exécution du budget mettent en lumière un déficit budgétaire se chiffrant à 2 % du PIB au premier semestre 2022, financé principalement par les dépôts de l'administration dans les banques publiques et par le crédit bancaire. La restriction des dépenses a permis de maintenir le déficit en dessous de l'objectif semestriel pour 2022, soit de 2½ % du PIB. Malgré le gel de toutes les transactions avec le système bancaire, l'État a obtenu la coopération des banques publiques, dans lesquelles il détenait environ 7 % du PIB en dépôts après avoir transféré la quasi-totalité de ses avoirs de la BCEAO, tout juste avant l'imposition des sanctions.



- **Service de la dette publique.** L'État malien n'ayant plus accès ni à son compte unique du Trésor, domicilié à la BCEAO, ni aux marchés financiers et de paiement, les autorités ont été contraintes de se retrouver en défaut de paiement pour toutes les obligations émises sur le marché extérieur à la fin janvier 2022, y compris envers les détenteurs d'obligations régionales, la Banque mondiale et d'autres créanciers extérieurs.<sup>2</sup> Dès juin 2022, les autorités avaient accumulé des arriérés de dette équivalant à environ 3 % du PIB, dont environ 0,5 % à l'égard des créanciers extérieurs et le reste à l'égard des détenteurs d'obligations régionales et nationales, ainsi que des fournisseurs. Le gouvernement a déployé des efforts considérables pour rembourser les arriérés aux créanciers externes et aux détenteurs d'obligations régionales lorsque les sanctions ont été levées. En conséquence, le Mali a pu revenir sur le marché obligataire régional avec d'importantes émissions et ses perspectives à long terme pour les émetteurs ont été révisées de négatives à stables en septembre. Toutefois, les arriérés intérieurs peuvent encore poser problème, même si les autorités ont indiqué que des plans de remboursement sont en cours d'élaboration.

## B. L'offensive russe en Ukraine (février 2022 à ce jour)

**3. La guerre lancée par la Russie en Ukraine a provoqué une flambée des prix des denrées alimentaires, des engrais et du pétrole brut en 2022, ainsi qu'une baisse de la disponibilité des approvisionnements.** Les sanctions dont ont été frappées les exportations d'énergie et d'engrais en provenance de Russie et du Bélarus et le blocus des exportations de céréales en provenance d'Ukraine ont suscité des inquiétudes quant à l'approvisionnement mondial, les pays devant tous en même temps trouver d'autres fournisseurs, ce qui a provoqué une flambée des prix des produits pétroliers, des denrées alimentaires et des engrais (Tableau A3.1, graphique 1). Le Mali a été fortement touché, car environ un tiers de ses importations de blé proviennent de Russie et d'Ukraine, et un quart de ses importations d'engrais proviennent de Russie et du Bélarus, ce qui a entraîné une baisse considérable des importations d'engrais et de produits alimentaires, passant d'environ 1 % du PIB en 2020-21 à 0,5 % (annualisé) en 2022 (Tableau A3.1 graphique 2).

**4. Cette flambée des prix s'est produite à un moment où le Mali était déjà confronté à une insécurité alimentaire croissante et à une malnutrition de plus en plus grave.** Le Mali se situe parmi les pays aux prises avec une grave insécurité alimentaire. La prévalence de la sous-alimentation est passée de 3,1 % de la population en 2018 à 9,8 % en 2021 et devrait encore augmenter en 2022 (Tableau A3.1, graphique 4). Entre juin et août 2022, l'on estimait à environ 1,8 million (8 % de la population) le nombre de personnes classées en situation de « crise » selon le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), dont 156 000 en situation d'« urgence », en raison de l'aggravation des conflits internes, des chocs météorologiques, de la réduction de la production céréalière en 2021 et de la hausse des prix des denrées alimentaires.

<sup>2</sup> Les remboursements prévus en juin 2022 au titre de la facilité élargie de crédit, ont été effectués, totalisant 3,1 millions de DTS. Les remboursements au FMI ont été effectués automatiquement par débit du compte de dépôt de DTS du Mali.

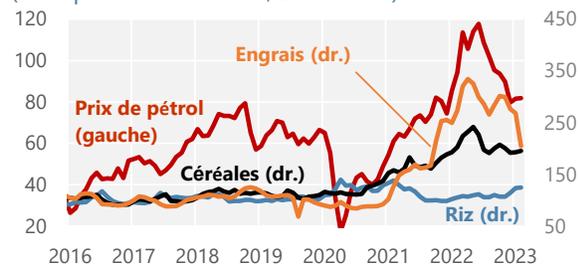
**5. Les restrictions d'accès aux engrais n'ont pas eu d'incidence aussi importante qu'on le craignait au départ.** Nous nous attendions à ce que les pénuries d'engrais pèsent lourdement sur la production agricole du Mali en 2022. Toutefois, l'incidence a été atténuée grâce à l'épuisement des stocks d'engrais existants. Ceci explique notamment la croissance du PIB plus résiliente que prévu. Néanmoins, la hausse des prix des intrants pourrait freiner la reconstitution des stocks d'engrais pour la prochaine saison de plantation, ce qui pourrait affecter la croissance en 2023.

### Annexe 3. Figure 1. Mali : vulnérabilités en matière d'aliments, de carburants et d'engrais

Les cours mondiaux des aliments, des engrais et du pétrole brut ont considérablement augmenté depuis 2020...

#### Prix des matières premières et des engrais

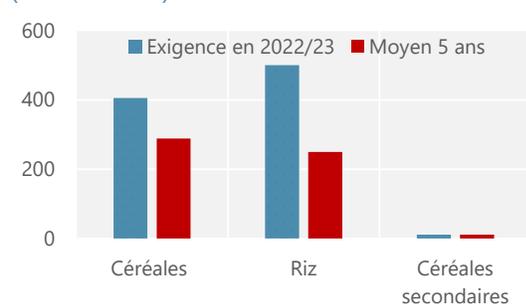
(USD par baril et indice, 2016=100)



Dans une conjoncture de besoins accrus en importations de blé et de riz...

#### Exigences en matière d'importation d'aliments

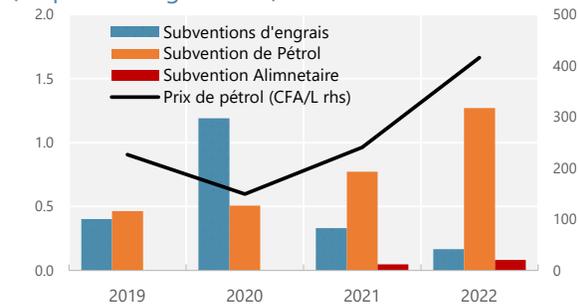
(1 000 tonnes)



Ceci a exercé des pressions sur l'État pour qu'il augmente certaines subventions...

#### Subventions de l'État et cours du pétrole brut

(en pourcentage du PIB)



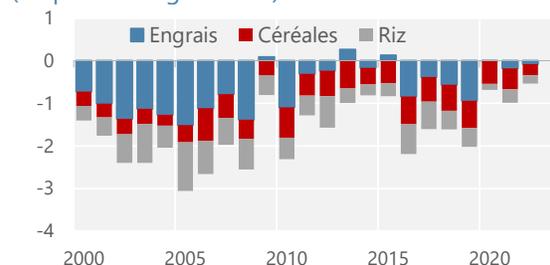
Sources : Institut national de la statistique et ministère des Finances du Mali, FAO, Indice des prix des matières premières du FMI ; Perspectives de l'économie mondiale, calculs des services du FMI

Notes : <sup>e</sup> valeur extrapolée pour 2022 à partir des données disponibles jusqu'à juillet.

.. et, de concert avec les sanctions de la CEDEAO, ont entraîné de fortes baisses des importations d'aliments et d'engrais au cours du premier semestre 2022.

#### Importations nettes

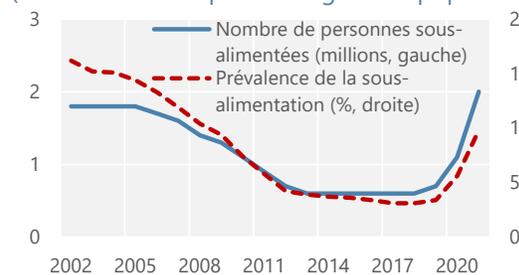
(en pourcentage du PIB)



... pour lutter contre l'insécurité alimentaire croissante, la sous-alimentation connaissant de nouveau une tendance à la hausse.

#### Sous-alimentation

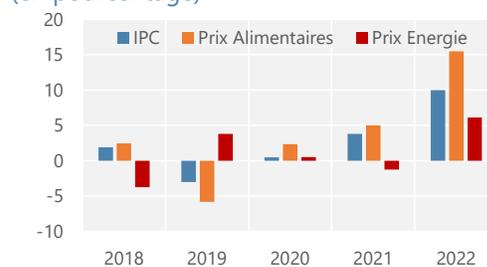
(en millions et en pourcentage de la population)



...la hausse des prix des aliments et du pétrole ayant exacerbé les tensions inflationnistes.

#### Inflation globale, inflation alimentaire et inflation dans le secteur des transports

(en pourcentage)



## Annexe IV. Évaluations du secteur extérieur

**Évaluation globale :** *En 2021, la position extérieure du Mali était légèrement plus faible que le niveau compatible avec les paramètres fondamentaux à moyen terme et les politiques souhaitables. Le déficit du compte courant, s'élevant à 7,5 %, peut être imputé à une réduction des exportations d'or, à une augmentation des importations de biens d'équipement et à une hausse des dépenses publiques. Selon les données préliminaires de 2022, nous observons une amélioration de la situation du compte courant imputable à la hausse des exportations d'or et de la baisse des importations de biens d'équipement. Cependant, les sanctions de 2022 et le resserrement des conditions financières sur les marchés mondiaux et régionaux ont également entraîné une forte baisse des flux d'investissements de portefeuille. Il en résulte un important déficit de financement qui est comblé par des prélèvements sur les réserves centralisées au niveau de l'UEMOA. À moyen terme, le déficit du compte courant devrait reculer pour atteindre 3 ou 4 % du PIB, ce qui se rapproche des niveaux compatibles avec les paramètres fondamentaux. Les modèles d'évaluation de la viabilité du secteur extérieur indiquent un décalage important entre le taux de change et le niveau fondamental (bien que les services du FMI estiment que le Mali ne devrait pas avoir recours à des modèles de taux de change compte tenu du cadre de l'union monétaire). À l'échelle de l'union monétaire, les réserves se situent au niveau limite de la fourchette suggérée par la mesure d'adéquation des réserves du FMI.*

**Mesures éventuelles :** *Si ces résultats donnent à penser que des mesures supplémentaires ne soient pas nécessaires, le scénario de référence suppose néanmoins que les autorités ramènent le déficit budgétaire au plafond de déficit de l'UEMOA et remédient aux problèmes de sécurité et à l'incertitude politique afin d'assurer la croissance du secteur minier et de disposer d'un financement suffisant sur les marchés obligataires régionaux.*

### Compte courant

**Contexte.** Au cours des trois dernières années, le Mali a connu une volatilité de son déficit courant, qui est passé de 7,5 % du PIB en 2019 à 2,2 % du PIB en 2020, pour remonter de nouveau ensuite à 7,5 % en 2021. Le Tableau 1 illustre l'évolution du déficit courant et ses principales composantes depuis 2016, tandis que les données pour 2022 demeurent préliminaires. La contraction du déficit, en 2020, fut principalement imputable à une augmentation notable du cours de l'or, stimulant considérablement les exportations de ce métal. En 2021, le déficit s'est fortement creusé en raison de la baisse du cours de l'or ainsi que de la levée des sanctions imposées en 2020 par la CEDEAO qui a entraîné une hausse des importations de biens d'équipement, en partie imputable à l'augmentation des dépenses publiques. Les données préliminaires pour 2022 semblent indiquer une légère amélioration du compte courant, qui est passé de -7,5 % à -6,9 % en raison de la normalisation des principaux facteurs à l'origine du creusement du déficit en 2021 : les exportations de biens et les importations de biens d'équipement. Soulignons que l'incidence de ces deux facteurs favorables compense largement la hausse considérable des prix du pétrole qui a entraîné une augmentation notable des importations de pétrole en 2022.

**Évaluation.** La méthode d'évaluation du solde extérieur EBA-lite du FMI semble indiquer que le déficit du compte des opérations courantes du Mali est légèrement plus important que ce que pourraient justifier les paramètres fondamentaux. Compte tenu de la levée des sanctions

imposées en 2020 par la CEDEAO, les services du FMI supposent l'existence d'un facteur temporaire supplémentaire de -2 points de pourcentage du PIB pour tenir compte de la demande comprimée d'importations de biens d'équipement en 2021. Malgré cet ajustement, les estimations selon la méthode d'évaluation du solde extérieur EBA-lite indiquent un déficit du compte des opérations courantes de -1,7 % du PIB (Tableau 1) et qu'une dépréciation de 8 % serait nécessaire pour combler ce déficit. Ce résultat correspond à l'évaluation menée au niveau de l'UEMOA, qui conclut également à une surévaluation du taux de change (quoique dans une moindre mesure, d'environ 2,9 %, en raison d'un déficit courant plus faible au niveau de l'union monétaire)<sup>1</sup>. Cela dit, le résultat propre au Mali doit être traité avec prudence étant donné que l'or représente 80 % des exportations totales du pays et qu'il n'est pas sensible aux variations des taux de change.

Les services du FMI s'attendent à une diminution du déficit courant pour atteindre environ 3 à 4 % à moyen terme et, ce, pour plusieurs raisons :

- Le cours élevé de l'or prévu à moyen terme favorisera la performance des exportations d'or.
- La normalisation du prix des carburants prévue à moyen terme réduira considérablement le coût de l'ensemble des importations.
- Les exportations de lithium devraient reprendre à moyen terme et compenser quelque peu la diminution attendue de la production d'or.
- Les subventions officielles, qui ont accusé une baisse considérable en 2020-21, devraient se redresser à l'issue de la tenue des élections en 2024.
- Une convergence progressive vers l'objectif de déficit budgétaire de l'UEMOA d'ici 2026 (qui nécessiterait un ajustement de près de 2 points de pourcentage du PIB par rapport à 2022) atténuerait également la pression exercée sur le secteur extérieur par la baisse des importations et des coûts du service de la dette en réduisant la nécessité pour les autorités de rechercher des financements coûteux au sein du marché régional.

### Taux de change réel

**Contexte :** Entre 2015 et 2022, le franc CFA s'est déprécié de 2,2 % en termes réels effectifs, malgré une appréciation nominale au cours de cette période, essentiellement imputable à l'appréciation de l'euro. La stabilité du taux de change effectif réel indique la faiblesse relative de l'inflation au Mali par rapport à ses partenaires commerciaux.

**Évaluation :** Le modèle de taux de change d'équilibre du FMI conclut à une sous-évaluation du taux de change réel d'une valeur de 11,3 % (Tableau 1). Ce résultat correspond à l'évaluation menée au niveau de l'UEMOA qui trouve une sous-évaluation du taux de change de 5,6 %. Notons cependant que, dans les deux cas, les résultats obtenus au moyen du modèle de taux de change réel d'équilibre s'opposent aux estimations obtenues au moyen de la méthode d'évaluation du solde extérieur EBA-lite, qui conclut à une surévaluation. Étant donné que le Mali fait partie d'une union monétaire, les résultats du modèle de taux de change réel d'équilibre peuvent également refléter les conditions économiques à l'échelle de la région et, par conséquent, les résultats du modèle EBA-lite, dont il est question dans la section précédente, peuvent être plus fiables.

### Comptes de capital et comptes d'opérations financières : mouvements de capitaux et mesures pour les pouvoirs publics

**Contexte :** En 2021, les entrées nettes de capitaux ont augmenté pour atteindre 7,7 % du PIB, contre 3,7 % en 2020, situation essentiellement imputable à l'augmentation des investissements de portefeuille (1,7 % du PIB), constitués d'obligations officielles financées par le marché régional. Cette augmentation découle de la levée des sanctions imposées en 2020 par la CEDEAO (en raison du coup d'État perpétré cette même année), qui ont entravé les flux de marchandises et de capitaux. En 2021, la reprise des flux de portefeuille s'est accompagnée d'une augmentation des importations de biens d'équipement tels que les machines, les véhicules et les matériaux de construction, d'une valeur totale de 144 milliards de francs CFA. Les données préliminaires pour 2022 indiquent un recul considérable des investissements de portefeuille, en raison des sanctions de 2022 et du resserrement rigoureux des conditions financières sur les marchés mondiaux et régionaux. Ce resserrement a occasionné un déficit de financement important qui devrait être résorbé par des retraits de réserves centralisées au niveau de l'UEMOA. Compte tenu du resserrement des conditions financières mondiales, le problème de pénurie de liquidité sur le marché régional devrait demeurer en 2023. **Évaluation :** Le problème de liquidité que connaît le marché régional des titres à l'heure actuelle pourrait constituer un risque pour la viabilité du déficit courant du Mali car il freinerait l'accès du pays à des financements. Pour l'heure, tout déficit de financement est présumé résorbé par des prélèvements sur les réserves centralisées au niveau de l'UEMOA. Cependant, dans la mesure où d'autres États membres de l'union monétaire connaissent également des difficultés semblables, le recours continu aux réserves centralisées pourrait devenir plus problématique. Dans la perspective du resserrement des conditions de liquidité en 2023, l'État malien devrait s'employer activement à réduire le déficit budgétaire ainsi qu'à obtenir d'autres sources de financement que sur le marché régional. Les arriérés extérieurs découlant des sanctions de 2022, notamment ceux envers les institutions financières internationales, devraient être apurés dans un délai convenable. Remédier aux problèmes de sécurité et rétablir une discipline budgétaire permettront de réduire les incertitudes politiques et de rétablir la confiance des investisseurs, ingrédient essentiel pour attirer des financements.

### Intervention en matière de change et niveau des réserves

**Contexte :** À la fin de l'année 2021, l'UEMOA disposait de réserves centralisées d'environ 14 000 milliards de francs CFA, en léger recul par rapport aux 11 700 milliards de francs CFA de l'année précédente. Cela équivaut à 5,6 mois d'importations potentielles en 2022, soit 79,3 % des passifs à vue de la BCEAO. À partir de décembre 2022, les réserves de change ont accusé une baisse, atteignant 11 400 milliards de francs CFA selon les données préliminaires, soit l'équivalent de 4,5 mois d'importations potentielles ou 63,2 % des passifs à vue de la BCEAO.

**Évaluation :** Selon le [Rapport des services du FMI sur les politiques communes des pays membres](#) de l'UEMOA, le niveau des réserves à la fin de 2022 (4,5 mois d'importations) ainsi que les prévisions à moyen terme à la fin de 2027 (4,6 mois) ont été jugés satisfaisants, quoique les montants se situent sensiblement dans la partie inférieure de la fourchette.

### Point de vue des autorités

Les autorités ont approuvé les conclusions générales de l'analyse du secteur extérieur. Des différences notables ont été mises en exergue quant aux projections à moyen terme du compte courant, l'État prévoyant un déficit moins élevé, essentiellement en raison d'hypothèses variées relatives à l'évolution des cours de l'or. Les autorités ont accepté de retenir des hypothèses actualisées pour effectuer leurs projections à moyen terme. Elles ont également reconnu le problème actuel que représente le resserrement des conditions de liquidité sur le marché régional des titres. La BCEAO a réitéré son engagement à fournir un soutien continu à tous les pays membres s'il s'avère que des liquidités supplémentaires sont nécessaires. De plus, les pouvoirs publics s'emploient également à trouver d'autres sources de financement, y compris au moyen de la syndication de prêts et de l'utilisation de sources plus bilatérales. Les autorités ont également la consolidation fiscale comme solution supplémentaire pour alléger les tensions sur le secteur extérieur.

<sup>1</sup> Le Rapport 2002 des services du FMI sur les politiques communes des pays membres de l'UEMOA traite de l'analyse de la position extérieure à l'échelle de l'union monétaire.

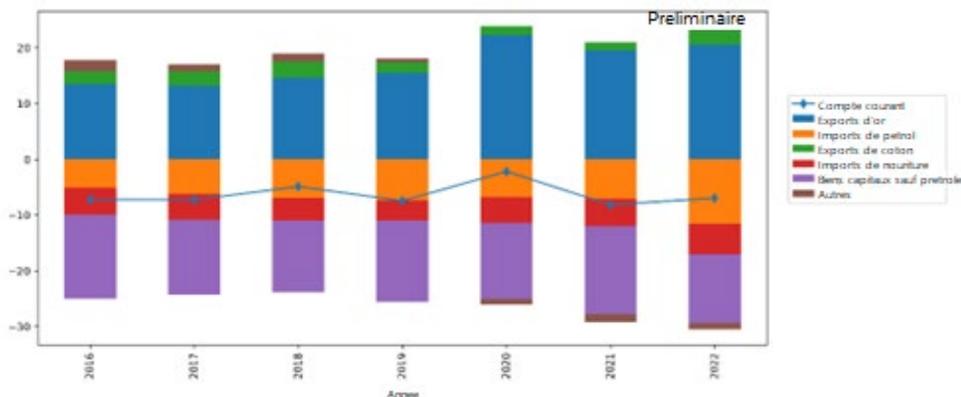
<sup>2</sup> En 2021, la société chinoise Ganfeng a versé 130 millions de dollars pour obtenir une participation dans une mine de lithium au Mali.

<sup>3</sup> Voir l'Annexe III du Rapport des services du FMI sur les politiques communes des pays membres de l'UEMOA (référence SM/23/23).

### Annexe IV. Figure 1. Mali : évolutions du secteur extérieur

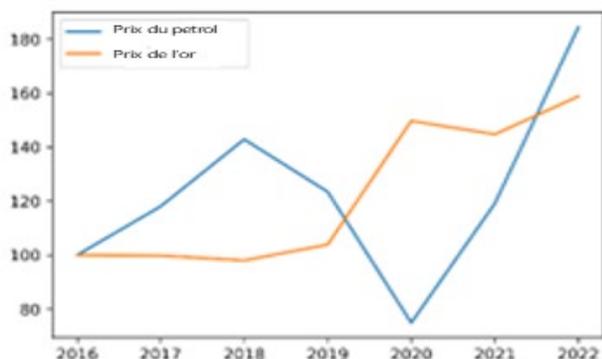
Le déficit courant du Mali a affiché une volatilité ces trois dernières années et a augmenté pour atteindre 7,5 % du PIB en 2021.

#### Déficit courant et flux commerciaux des principales marchandises (en pourcentage du PIB)



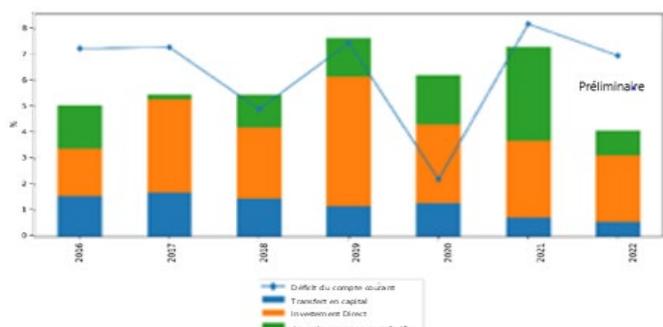
Les trois dernières années reflètent partiellement les chocs au niveau des cours de l'or et du pétrole...

#### Cours de l'or et des produits pétroliers (Indice, 2016 = 100)



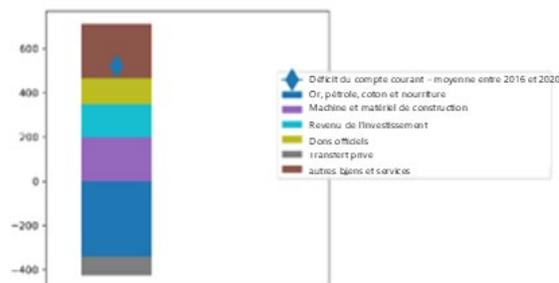
Augmentation des investissements officiels de portefeuille, avant une diminution notable en 2022.

#### Déficit courant et flux vers le compte de capital (en pourcentage du PIB)



...qui semblent également peser sur le compte courant à moyen terme.

#### Déficit courant et ses composantes (2021, par rapport à la moyenne pour 2016-2020, en milliards de francs CFA)



Le modèle semble indiquer un écart important relatif aux paramètres fondamentaux.

#### Estimations du modèle pour 2021 (en pourcentage du PIB)

	Modèle de CC 1/	Modèle de TCER 1/
	(en pourcentage du PIB)	
<b>Déficit effectif du compte courant (CC)</b>	<b>-7.5</b>	
Contributions cycliques (du modèle) (-)	1.0	
Ajusteur COVID-19 (-) 2/	0.0	
Facteurs temporaires/statistiques supplémentaires (-)	-2.0	
Catastrophes naturelles et conflits (-)	0.5	
<b>CC ajusté</b>	<b>-6.9</b>	
<b>Norme de CC (d'après le modèle) 3/</b>	<b>-5.2</b>	
Ajustements à la norme (-)	0.0	
<b>Norme de CC ajustée</b>	<b>-5.2</b>	
<b>Écart de CC</b>	<b>-1.7</b>	<b>2.4</b>
Dont écart relatif de politique	2.0	
Elasticité	-0.22	
<b>Écart de taux de change d'équilibre réel (TCER) en pourcentage</b>	<b>8.0</b>	<b>-11.3</b>

1/ Basé sur la méthodologie EBA-lite 3.0.

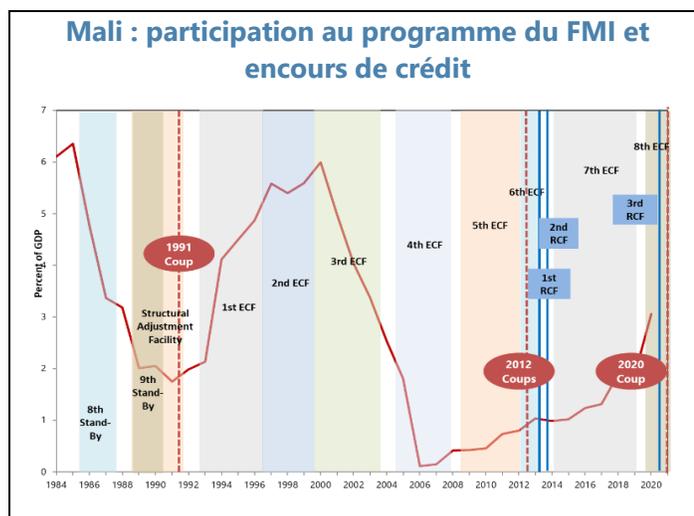
2/ Ajustement cyclique supplémentaire pour tenir compte de l'impact temporaire de la pandémie sur le tourisme et les transferts de fonds.

3/ Ajusté cycliquement, y compris les ajustements de cohérence multilatéraux.

## Annexe V. Engagement avec le FMI et performance au titre de la FEC pour la période 2019–22

1. Depuis son accession à l'indépendance, en 1960, le Mali entretient des relations étroites avec le FMI, par l'entremise de

18 programmes (diagramme). Ces programmes ont pour objectif sous-jacent d'accompagner les autorités dans le maintien de la stabilité économique et financière, le renforcement des institutions de finances publiques et le soutien aux réformes structurelles (telle que la réforme de l'industrie de l'électricité). Ces programmes ont été soutenus par un financement modeste : ils représentent en moyenne 0,6 % du PIB depuis 2002, alors que les programmes apparentés (FEC) représentent en moyenne 2,1 % du PIB pour l'ensemble des pays membres du FMI.



### ENGAGEMENT RÉCENT AVEC LE FMI

2. Sur la période de 2019–22, l'engagement avec le FMI a été marqué par des crises politiques et par la pandémie de COVID-19.

- **Facilité élargie de crédit (FEC).** Une FEC pour une durée de trois ans (75 % de la quote-part) a été approuvée en août 2019. Les deuxième et troisième revues de l'accord ont été achevées le 22 février 2021, portant le total des décaissements au titre de l'accord de FEC à un montant équivalent à 80 millions de DTS (environ 110 millions de dollars, soit 0,6 % du PIB de 2019). Les réformes accompagnées par la FEC ont été interrompues par les coups d'État d'août 2020 et de mai 2021, et par les sanctions imposées par la CEDEAO en janvier 2022. Le programme a expiré en août 2022.
- **Facilité de crédit rapide (FCR).** Dans le cadre de la riposte du FMI à la pandémie de COVID-19, le Conseil d'administration a approuvé, le 30 avril 2020, un décaissement au titre de la FCR d'environ 147 millions de DTS (environ 200 millions de dollars, soit un peu plus de 1 % du PIB de 2020).
- **Fonds fiduciaire pour l'allègement de la dette après une catastrophe (ADAC).** Le Mali a bénéficié des cinq tranches d'allègement du service de la dette au titre du fond de l'ADAC pour un montant total de 30 millions de DTS (environ 40 millions de dollars, soit 0,2 % du PIB de 2020) couvrant la période de deux ans allant du 14 avril 2020 au 13 avril 2022.

- **Allocation de DTS.** Le Mali a reçu un peu moins de 180 millions de DTS (environ 1,3 % du PIB) dans le cadre de [l'allocation générale de DTS](#) pour 2021 approuvée par le Conseil des gouverneurs du FMI pour renforcer la situation de la liquidité mondiale. La banque centrale régionale de l'UEMOA, la BCEAO, a reçu les fonds et les a rétrocédés en francs CFA à l'État malien, qui les a utilisés pour financer le déficit budgétaire.

**3. L'accord 2019-2022 au titre de la FEC a été initialement élaboré pour accompagner la stratégie de développement des autorités (Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable - CREDD) dans une perspective de croissance forte et inclusive grâce à la création d'emplois, la diversification économique et une résilience renforcée.** À court terme, le cadre stratégique visait principalement l'augmentation de la perception des recettes pour permettre à l'État de faire des dépenses de développement prioritaires et de réformer le secteur de l'énergie. À moyen terme, la FEC était principalement axée sur les objectifs suivants : i) élargissement de l'espace budgétaire pour permettre les investissements productifs et les dépenses sociales prioritaires, tout en respectant les critères de convergence du déficit budgétaire fixés par l'UEMOA ; ii) renforcement de l'environnement des entreprises ; iii) amélioration de la gouvernance et lutte contre la corruption, et iv) soutien au renforcement des capacités.

**4. La pandémie, des changements irréguliers de gouvernement en 2020–21 et les sanctions adoptées en 2022 ont à plusieurs reprises perturbé la capacité d'engagement envers le programme et ont compliqué davantage l'atteinte des objectifs du programme.** La première interruption est survenue en raison de la pandémie de COVID-19 et des difficultés d'engagement tandis que des restrictions de déplacement et d'autres contraintes étaient mises en place. Les interruptions qui ont suivi sont survenues à la suite de changements irréguliers de gouvernement, en août 2020 et en mai 2021, lorsque les militaires arrivés au pouvoir ont formé des gouvernements de transition avec pour tâche d'organiser des élections. Dans les deux cas, il en a résulté une période d'incertitude quant à la reconnaissance du gouvernement, alors que les événements se déroulaient de manière harmonieuse et que la communauté internationale ne s'était pas encore fait d'opinion de la situation. Les services du FMI ont tout d'abord agi avec prudence, mais ont poursuivi leur engagement avec discrétion pour le renforcement des capacités, qui avait déjà été entamé. Par la suite, le travail avec les pouvoirs publics a repris, notamment par le prisme du renforcement des capacités dans de nouveaux domaines d'accompagnement. Entre les deux changements irréguliers de gouvernement, des discussions sur le programme se sont tenues, et le Conseil d'administration a conclu en février 2021 les deuxième et troisième revues au titre de la FEC. Enfin, les sanctions adoptées par la CEDEAO ont interrompu l'engagement envers le programme pendant une période de six mois, de janvier à juillet 2022 (atteignant presque son expiration en août 2022), en raison de l'accumulation forcée d'arriérés envers les créanciers extérieurs et de l'incertitude relative à la viabilité de la dette engendrée par les sanctions dans le cadre d'un scénario de base supposant le gel des dépôts du gouvernement.

**5. Malgré l'achèvement de la dernière (troisième) revue, en février 2021, et les turbulences politiques qui ont suivi, les autorités ont déployé des efforts considérables pour**

**maintenir une discipline budgétaire et ont continué à accomplir des progrès sur le front des réformes structurelles :**

- **D’après les estimations, pour ce qui aurait constitué les quatrième, cinquième et sixième revues au titre du programme (couvrant la fin de 2020 à la fin de 2021), tous les critères de performance budgétaire auraient été atteints à l’exception d’un seul.** Fait notable, le déficit budgétaire global s’est contracté pour atteindre 4,8 % du PIB en 2021, en dessous du plafond de 5½ % fixé par le programme, quoique cela soit imputable au ralentissement de l’exécution des programmes d’investissements.
- **Au chapitre des réformes structurelles, les autorités ont atteint la moitié des 14 repères structurels en cours, y compris ceux liés aux engagements de transparence relatifs à la facilité rapide de crédit (FRC), à la mise en place de plans d’engagement dans tous les ministères et à l’élargissement à toutes les grandes entreprises de la déclaration de revenus et du règlement électroniques des impôts.** Compte tenu de la conjoncture politique fragile, il s’est avéré plus difficile d’obtenir un soutien aux réformes en matière de gouvernance et de masse salariale.

## Annexe V. Figure 1. Mali : repères structurels, 2019–22

## Mali : Critères de Performance Quantitatifs et Objectifs Indicatifs, 2019-2022

	2019		2020		2021	
	Sept.*	Dec.*	Jun.*	Dec.	Jun.	Dec.
<b>Critère de performance</b>						
Plafond du financement intérieur net	●	●	●	●	●	●
Plafond de la nouvelle dette publique extérieure	●	●	●	●	●	●
Plafond du déficit budgétaire (base ordonnancement)	●	●	●	●	●	●
Plancher sur les recettes fiscales nettes	●	●	●	●	●	●
<b>Critère de performance continu</b>						
Plafond des arriérés extérieurs (zéro)	●	●	●	●	●	●
Plafond des arriérés intérieurs (zéro)	●	●	●	●	...	...
<b>Objectif indicatif</b>						
Plancher sur les dépenses sociales et de développement prioritaires	●	●	●	●	●	●
Plafond des arriérés intérieurs (zéro)	...	...	...	...	●	▲

Sources: Autorités Maliennes; calculs des services du FMI.

Symboles: "..." signifie sans objet ; ● Réalisé; ● Pas Réalisé; ▲ Données manquantes.

\* Revue complet.

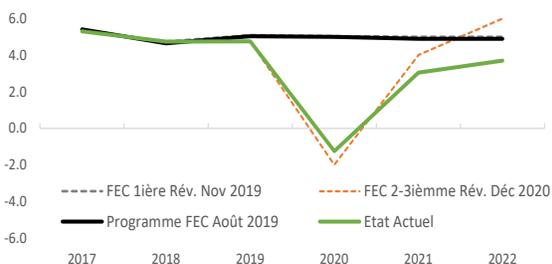
	Date du Programme	Date Finale du Programme	État d'avancement
<b>Politiques fiscale et budgétaire</b>			
• Toutes les nouvelles exonérations fiscales ou modifications des taux d'imposition doivent être approuvées par le Parlement		Continue	Pas Réalisé
• Effectuer une revue exhaustive des dépenses fiscales		Juin 30, 2021	Réalisé
• Entreprendre une étude approfondie sur la gestion de la masse salariale		Juin 30, 2021	Pas Réalisé
<b>Mobilisation des recettes</b>			
• Signer un contrat avec un fournisseur de renom pour assurer le marquage par coloration des produits pétroliers bénéficiant d'une fiscalité privilégiée		Mars 31 2021	En train d'exécution Août 2022 (fin de la FEC)
• Étendre la déclaration et le paiement électronique des impôts et taxes à toutes les grandes contribuables		Juin 30, 2021	Réalisé
• Ouvrir l'accès à la plateforme de paiement électronique à toutes les autres banques		Déc. 31, 2021	En train d'exécution Août 2022 (fin de la FEC)
• Introduire l'acceptation électronique des lettres de fret aérien dans SYDONIA WORLD et éliminer l'acceptation non-électronique	Déc. 31, 2019	Déc. 31, 2021	Réalisé
<b>Gestion des finances publiques</b>			
• Exiger par une lettre circulaire du MEF pour les entreprises publiques subventionnées que leurs marchés soient conformes au cadre général des marchés publics, renforcer le contrôle du MEF sur les pratiques de passation des marchés et renforcer les pratiques des rapports		Fév. 28, 2021	Réalisé
• Prendre une décision au niveau du Cabinet des Ministres sur la mise en place et modalités d'une Unité du suivi des Entreprises Publiques		Juin 30, 2021	Réalisé
• Mettre en œuvre la fonctionnalité du module STAR (Système de règlement automatisé des transferts) et le Système Interbancaire de Compensation Automatisé (SICA) de l'UEMOA, dédié à l'application intégrée de la comptabilité publique (AICE2).	Mars 31, 2020	Juin 30, 2021	En train d'exécution Août 2022 (fin de la FEC)
• Mettre en place un partage automatique des données entre le Trésor et les régies d'assiette		Sep. 30, 2021	En train d'exécution Août 2022 (fin de la FEC)
• Introduire des plans d'engagement à tous les ministères		Déc. 31, 2021	Réalisé
<b>Gouvernance</b>			
• Prévoir l'approbation par le gouvernement du projet de loi révisé sur la prévention et la répression de l'enrichissement illicite (loi n° 2014-015) afin de clarifier et d'étendre le champ d'application de cette loi à déclaration de patrimoine	Mars 31, 2020	Mars 31, 2021	En train d'exécution Août 2022 (fin de la FEC)
• Publication des documents sur les grands projets de marchés publics liées à la COVID-19 et les noms des entreprises et de leurs propriétaires effectifs (bénéficiaires effectifs) ayant obtenu les marchés		Mai 31, 2021	En train d'exécution Août 2022 (fin de la FEC)
• Publier les résultats de l'audit indépendant des dépenses liées au COVID-19		Juillet 31, 2021	Réalisé

## Annexe V. Figure 2. Mali : performance au titre du programme 2019–2022 appuyé par la FEC

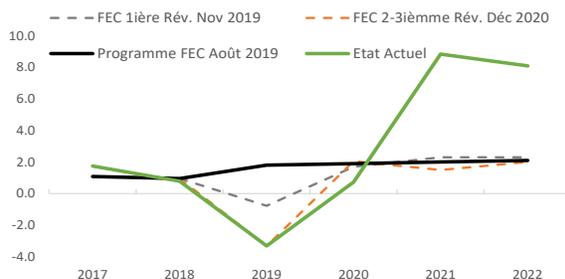
Malgré un bon démarrage, la croissance économique a souffert de la pandémie de COVID-19, des turbulences politiques, des sanctions de la CEDEAO et de l'offensive russe en Ukraine...

L'inflation s'est fortement accélérée, sous l'effet de la hausse des prix des aliments et de l'énergie ainsi que des perturbations des échanges commerciaux...

### Croissance du PIB (en pourcentage)



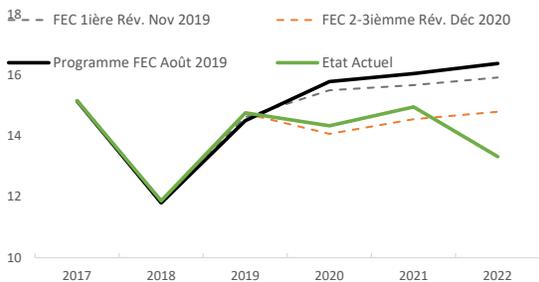
### Taux d'inflation IPC (en pourcentage, glissement annuel)



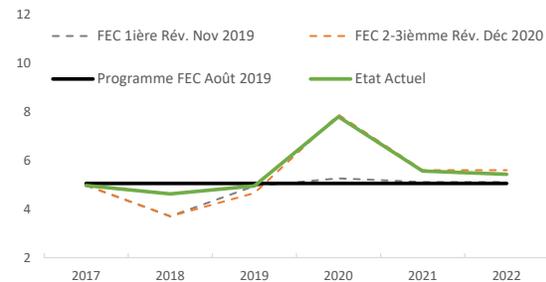
La récession économique et les mesures budgétaires solidaires ont entraîné une baisse des recettes fiscales...

... tandis que les pouvoirs publics ont augmenté les dépenses sociales pour soutenir les personnes les plus vulnérables

### Recettes Fiscales (en pourcentage du PIB)



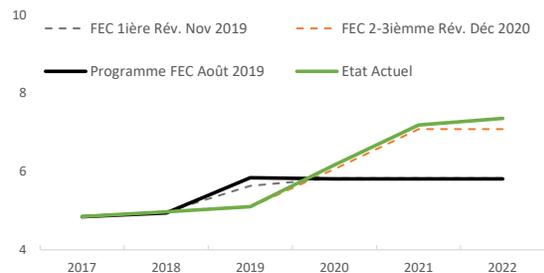
### Dépenses sociales prioritaires (en pourcentage du PIB)



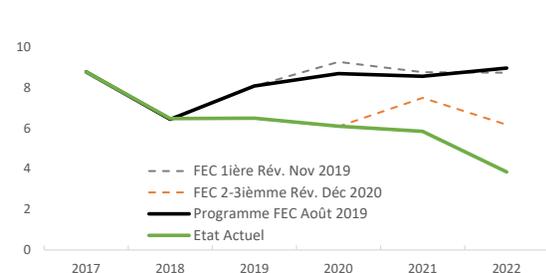
L'augmentation des dépenses a prévu l'augmentation de la masse salariale pour répondre aux demandes de longue date concernant l'augmentation des salaires des enseignants et l'unification de la masse salariale pour tous les fonctionnaires.

Les dépenses d'investissement ont été réduites pour pouvoir atteindre les objectifs budgétaires en raison d'autres tensions pesant sur les finances publiques.

### Masse Salariale (en pourcentage du PIB)



### Dépenses en Capital (en pourcentage du PIB)

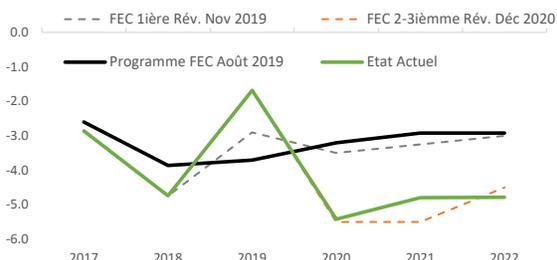


Sources : autorités maliennes, calculs et estimations des services du FMI

### Annexe V. Figure 3. Mali : performance au titre du programme 2019-2022 appuyé par la FEC (suite)

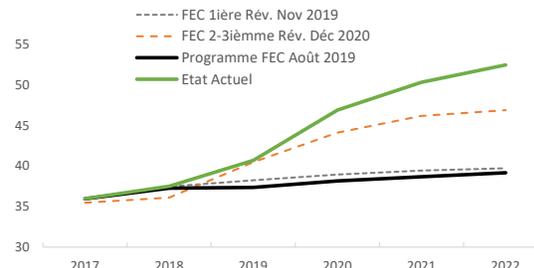
*La baisse des recettes fiscales et l'augmentation des dépenses ont creusé les déficits...*

**Solde Budgétaire**  
(en pourcentage du PIB)



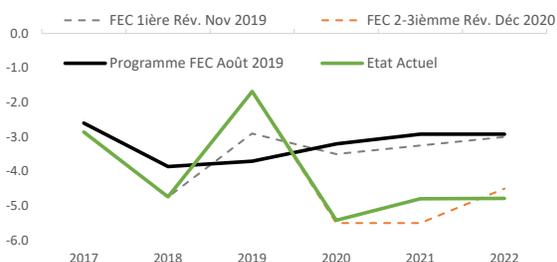
*...et ont provoqué une hausse du ratio de la dette publique*

**Dettes Publiques**  
(en pourcentage du PIB)



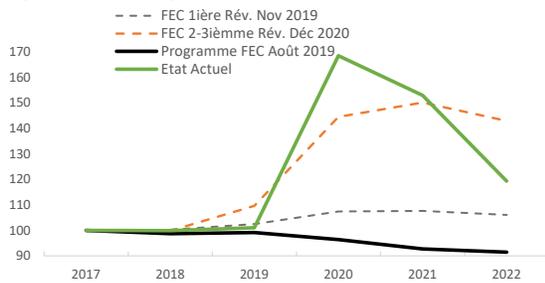
*Le compte courant a affiché une plus grande volatilité...*

**Solde Budgétaire**  
(en pourcentage du PIB)



*...ce qui témoigne en partie de la forte volatilité des termes de l'échange.*

**Termes de l'Echange**  
(indice, 2017=100)



Sources : autorités maliennes, calculs et estimations des services du FMI

## Annexe VI. Matrice d'évaluation des risques

Source du risque	Probabilité relative	Incidence attendue s'il se concrétise/ horizon temporel	Mesures d'atténuation des risques
<b>Risques mondiaux/ chocs conjoncturels</b>			
<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Intensification des conflits régionaux.</b> L'escalade de l'offensive russe en Ukraine ou d'autres conflits régionaux et les sanctions économiques qui en découlent perturbent le commerce (par exemple, l'énergie, l'alimentation, le tourisme et/ou les éléments essentiels de la chaîne d'approvisionnement), l'envoi de fonds, les flux de réfugiés, les investissements directs étrangers et les flux financiers, ainsi que les systèmes de paiement.</li> </ul>	<b>Élevée</b>	<p><b>Moyenne</b> De nouvelles sanctions à l'encontre de la Russie et du Bélarus pourraient provoquer des pénuries d'engrais, mais elles devraient avoir des conséquences plus faibles sur les importations de produits agricoles. La hausse des prix des matières premières pourrait accentuer l'inflation des prix à la consommation.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mesures sociales ciblées</li> <li>Création d'un espace budgétaire pour augmenter les dépenses sociales</li> <li>Poursuite des réformes structurelles pour diversifier l'économie et supprimer les obstacles à la croissance</li> <li>Renforcement des liens commerciaux avec d'autres fournisseurs</li> </ul>
<p><b>Volatilité des prix des matières premières.</b> Une succession de perturbations de l'offre (imputables par exemple à des conflits et à des restrictions à l'exportation) et de variations de la demande (sous l'effet de la réouverture de la Chine, par exemple) entraîne une volatilité récurrente des prix des matières premières, des pressions externes et budgétaires, ainsi qu'une instabilité sociale et économique.</p>	<b>Moyenne</b>	<p><b>Élevée</b> L'incidence sur le Mali dépendra de l'ampleur et de l'orientation de toute évolution des prix des différentes matières premières. La hausse des prix des aliments et de l'énergie pourrait, par exemple, provoquer des tensions sociales et économiques en provoquant une augmentation des coûts d'importation de produits alimentaires et d'énergie du Mali. Toute volatilité exacerberait éventuellement le climat d'incertitude, ce qui pourrait peser sur les investissements en capital.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Création d'un espace budgétaire pour augmenter les dépenses sociales</li> <li>Mesures sociales ciblées</li> <li>Augmentation de l'offre alimentaire nationale et sollicitation de l'aide des partenaires internationaux pour les besoins alimentaires et énergétiques</li> <li>Revue des principes du régime fiscal en matière de fiscalité minière</li> <li>Renforcement de la résistance aux chocs sur les prix des matières premières en actualisant les prévisions de recettes dans le cadre budgétaire pluriannuel.</li> </ul>
<p><b>Mauvais calibrage de la politique monétaire.</b> Dans une conjoncture de forte incertitude économique et de volatilité, les principales banques centrales peuvent soit ralentir le resserrement de leur politique monétaire ou l'assouplir prématurément, entraînant un désancrage des anticipations d'inflation et le déclenchement d'une spirale prix-salaires sur des marchés de l'emploi déjà tendus.</p>	<b>Moyenne</b>	<p><b>Moyenne</b> Les chocs d'offre pourraient provoquer une hausse fulgurante de l'inflation sous-jacente et globale ainsi qu'une nouvelle spirale prix-salaires, surtout dans la fonction publique. Qui plus est, le resserrement de la politique monétaire mondiale pourrait exercer une pression à la baisse sur les cours de l'or, et réduire la production d'or, les investissements et les recettes d'exportation. Les prix du coton pourraient également chuter sous l'effet d'une récession mondiale.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Création d'un espace budgétaire pour les dépenses prioritaires en mobilisant des recettes et en diminuant progressivement les subventions non ciblées, tout en protégeant autant que possible les dépenses en capital qui favorisent la croissance.</li> <li>Éviter les augmentations réelles de la masse salariale de la fonction publique</li> <li>À plus long terme, diversification de l'économie en délaissant l'exploitation minière et les faibles volumes d'exportation de produits agricoles</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Ralentissement brutal de l'économie mondiale ou récession.</b> Les facteurs de risque mondiaux et les facteurs de risque non systématique se conjuguent pour provoquer un ralentissement brutal et synchronisé de la croissance, le basculement en récession de certains pays, des retombées négatives par l'entremise de canaux commerciaux et financiers, et une fragmentation des marchés.</li> <li>• <b>Pays émergents et en développement :</b> Une nouvelle vague de resserrement financier mondial, éventuellement conjuguée à la volatilité des prix des matières premières, entraîne une flambée des primes de risque, un surendettement, un creusement des déséquilibres extérieurs, des pressions budgétaires et de brusques arrêts de l'activité économique.</li> </ul>	<p><b>Moyenne</b></p>	<p><b>Élevée</b> Le Mali sera touché par la baisse des cours de l'or et du coton, qui représentent plus de 85 % de ses exportations. Une hausse des primes de risque sur la dette des pays émergents et en développement pourrait conduire à une crise de la dette souveraine, car l'analyse de la viabilité de la dette (AVD) indique déjà une marge de manœuvre limitée pour absorber les chocs.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dégagement de marges de manœuvre budgétaires pour absorber les chocs liés aux primes de risque</li> <li>• Renforcement de la résistance aux chocs sur les prix des matières premières en actualisant les prévisions de recettes dans le cadre budgétaire pluriannuel.</li> <li>• Augmentation de l'offre alimentaire nationale et sollicitation de l'aide des partenaires internationaux pour répondre aux besoins alimentaires et en énergie.</li> </ul>
<b>Risques structurels mondiaux</b>			
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Phénomènes climatiques extrêmes.</b> Les phénomènes climatiques extrêmes nuisent plus gravement que prévu aux infrastructures (surtout dans les petits pays vulnérables) et occasionnant des pertes en vies humaines et en moyens de subsistance, accentuant les perturbations des chaînes d'approvisionnement et les pressions inflationnistes, provoquant des pénuries d'eau et de nourriture, et réduisant la croissance.</li> </ul>	<p><b>Moyens</b></p>	<p><b>Moyens</b> Une sécheresse ou des précipitations extrêmes pourraient nuire gravement à la production alimentaire et aux moyens de subsistance, d'autant plus qu'une grande partie de l'agriculture malienne est destinée à assurer son autosuffisance.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement de la résilience du secteur agricole face au changement climatique</li> <li>• À plus long terme, élargir la base économique et développer les activités non agricoles</li> </ul>
<b>Risques nationaux ou régionaux</b>			
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Détérioration importante de la situation sécuritaire.</b> Augmentation des attaques terroristes dans tout le pays et des déplacements de population à l'intérieur du pays.</li> </ul>	<p><b>Élevés</b></p>	<p><b>Élevés</b> Une détérioration de la situation sécuritaire devrait se traduire par une augmentation des dépenses militaires, au détriment des priorités en matière de développement. Les flux de réfugiés à l'intérieur du pays mettraient à rude épreuve les procédures d'aide d'urgence.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rétablissement de la collaboration avec les forces de sécurité internationales et les organisations humanitaires</li> <li>• Adhésion à l'accord de décentralisation signé en 2015 avec partage des responsabilités</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Risques d'instabilité sociopolitique.</b> Tout retard dans le rétablissement d'un régime démocratique au-delà de février 2024</li> </ul>	<p><b>Moyens/Élevés</b></p>	<p><b>Élevés</b> De nouvelles sanctions pourraient freiner les importations et geler les transactions financières,</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Respect du calendrier convenu pour le rétablissement d'un régime démocratique</li> </ul>

pourrait entraîner de nouvelles sanctions de la CEDEAO. Le non-respect de l'accord de décentralisation de 2015 pourrait provoquer des tensions régionales dans les régions du nord et du centre du pays.		provoquant une aggravation de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Adhésion à l'accord de décentralisation de 2015 avec partage des responsabilités</li> </ul>
<p>La matrice d'évaluation des risques (MER) présente les événements qui pourraient sensiblement modifier la trajectoire de référence en date de février 2023. La probabilité relative correspond à l'évaluation subjective par les services du FMI des risques relatifs au scénario de référence (« faible » signifie une probabilité inférieure à 10 %, "moyenne" signifie une probabilité comprise entre 10 % et 30 %, et « élevée » correspond à une probabilité comprise entre 30 % et 50 %). La MER reflète l'avis des services du FMI relatif à la source du risque et au niveau général de préoccupation au moment de la tenue des discussions avec les autorités. Les risques qui ne s'excluent pas mutuellement peuvent interagir et se concrétiser en même temps. Le scénario des chocs conjoncturels et des risques au niveau mondial et national met en lumière les risques qui peuvent se concrétiser à court terme (entre 12 et 18 mois) compte tenu de la situation de référence actuelle. Les risques structurels sont ceux qui sont susceptibles de persister à plus long terme.</p>			

## Annexe VII. Scénario alternatif pour l'économie

Les perspectives économiques du Mali sont sujettes à d'importants risques baissiers. Une détérioration de la situation sécuritaire et les tensions géopolitiques pourraient se solder par le report des élections prévues en février 2024, de nouvelles sanctions internationales et la non-reprise de l'aide budgétaire par les institutions financières internationales en 2025. La concrétisation de ces risques aurait une incidence négative sur la croissance, conduirait à des dépenses publiques et des investissements plus faibles que prévu, et nuirait à la position extérieure du Mali. Les déficits budgétaires resteraient compris entre 5 et 6 %, et l'incapacité d'accéder aux marchés régionaux entraînerait un déficit de financement. La dette deviendrait également insoutenable en raison de l'existence d'arriérés persistants.

**1. Le scénario alternatif comportant des risques de détérioration qui se concrétisent se fonde largement sur les caractéristiques des sanctions économiques et financières adoptées par la CEDEAO en 2022.** Ce scénario suppose le report des élections présidentielles à 2025, ce qui déclencherait de nouvelles sanctions internationales et l'interdiction de l'accès aux marchés financiers extérieurs et régionaux (Encadré A.VI.1). Les hypothèses du scénario comprennent i) la fermeture des frontières, ii) la suspension de toutes les transactions commerciales et financières hormis les biens de consommation et les médicaux essentiels, iii) le gel de tous les avoirs du gouvernement à la banque centrale régionale de l'UEMOA et dans toutes les banques commerciales, et iv) la suspension de toute assistance financière régionale. Les sanctions entraîneraient également une interruption de l'engagement et du financement par les institutions financières internationales, y compris le report de tout soutien budgétaire et de projet jusqu'après

- **Dans ce scénario transition sanctions grèveraient** Le commerce investissements qui nuirait intérieure, y l'investissement, et performances de PIB réel 2024 au lieu de croissance demeurerait inférieure à la tendance (Encadré A.VI.2). Dans un scénario baissier, le

### Annexe VII. Encadré 2. Mali : indicateurs économiques sous un scénario alternatif, 2024-2025 (Pourcentage du PIB)

		2024	2025
Croissance du PIB	Adverse	1.7	3.5
	Baseline	5.1	5.3
Solde Courante	Adverse	-4.8	-4.1
	Baseline	-5.5	-3.4
Déficit Budgétaire	Adverse	-6.0	-5.0
	Baseline	-4.3	-3.6
Dette Publique	Adverse	59.0	60.3
	Baseline	54.9	55.1
Besoins de Financement 1/	Adverse	14.3	14.7
	Baseline	12.2	13.3
Ecart de Financement 2/	Adverse	-4.8	-4.8
	Baseline	-1.3	0.0
Financement Extérieur (net)	Adverse	-0.7	-0.7
	Baseline	-0.7	1.6
Financement Intérieur (net)	Adverse	1.8	0.8
	Baseline	3.5	1.9

Source: IMF Staff Computations

1/ Les besoins de financement bruts sont la somme du déficit budgétaire (base ordonnancement) et de l'amortissement, ou la somme du financement intérieur et extérieur brut plus la variation du flottant et des arriérés 2/ L'écart de financement est l'écart entre le financement net intérieur et extérieur et le déficit public global (base de caisse)

### Annexe VII. Encadré 1. Mali : hypothèses d'un scénario alternatif

Secteur Réel : Contraction De La Production

- Du côté de la demande, la consommation privée et les investissements vont se contracter.
- Du côté de l'offre, une baisse plus prononcée dans les secteurs des services et du secteur primaire.
- L'inflation, en particulier la nourriture et l'énergie, augmenterait en raison de barrières de transport plus élevées

Comptes Fiscaux : Déterioration du Budget et Hausse de la Dette Publique

- Baisse des recettes fiscales en 2024-25.
- Aucun support du budget ou soutien des projets en 2024-25 par IFIs.
- Augmentation des dépenses liées à la sécurité.
- Retour retardé au plafond de déficit de l'UEMOA de 3 % du PIB
- Dette publique insoutenable en raison des arriérés extérieurs

Détérioration de la Position Extérieure

- Baisse du volume de coton, d'or et d'autres exportations.
- Baisse des envois de fonds.
- Baisse du volume des importations de pétrole et autres.

Secteur Bancaire : Déterioration De La Solidité Financière

- Baisse de l'activité de crédit, pressions sur les liquidités et augmentation des PNP.

la tenue des élections.

**baissier marqué par une politique prolongée, de nouvelles économiques et financières lourdement l'économie malienne.** extérieur, l'envoi de fonds et les étrangers diminueraient tous, ce également à l'activité économique compris la consommation privée et perturberait encore davantage les tous les secteurs de l'économie. Le n'augmenterait que de 1,7 % en 5,1 % et, en 2025 également, la

compte courant s'améliorerait en raison de la compression des importations et de la baisse des revenus (ainsi que de la diminution de la demande d'importations).

- **Le Mali se verrait privé d'accès aux financements régionaux et extérieurs.** Par conséquent, les autorités seraient confrontées à des besoins bruts de financement de plus de 14 % du PIB en 2024 et en 2025, contre 12,2 % et 13,3 % dans le scénario de référence, et à un déficit de financement net de 4,8 %, contre 0 % dans le scénario de référence (Encadré A.VI.2). Pendant l'embargo de 2022, les sanctions financières ont également mené à une incapacité de l'État à assurer le service de la dette régionale et extérieure en raison du gel de l'accès aux systèmes de paiement. Si l'on suppose que les sanctions financières ont une portée semblable, les autorités pourraient accumuler des arriérés de dette régionale et extérieure représentant environ 6 % du PIB.
- **Les déficits budgétaires de 2024–25 seraient plus élevés que les prévisions de référence, ce qui rendrait peu probable le retour au plafond de déficit de l'UEMOA de 3 % d'ici 2026.** Les recettes fiscales seraient plus durement touchées en raison de la baisse des flux commerciaux et du respect des obligations fiscales par les contribuables, et subiraient probablement une baisse de 2 à 3 points de pourcentage<sup>11</sup>. Les dépenses subiraient des pressions à la hausse pour lutter contre les retombées économiques des crises politiques et en raison des préoccupations croissantes en matière de sécurité, comme l'augmentation des dépenses de sécurité et des dépenses liées à « l'achat de la paix sociale ». Le déficit pourrait atteindre 6 % du PIB en 2024 et 5 % en 2025, en l'absence d'un projet des institutions financières internationales ou d'un soutien budgétaire (Encadré A.VI.2). La politique budgétaire se résumerait à la gestion des liquidités, et les dépenses d'investissement des plus nécessaires seraient réduites à la portion congrue.
- **La dette publique deviendrait insoutenable** en raison d'arriérés intérieurs et extérieurs persistants, le ratio dette rapportée au PIB se chiffrant à plus de 60 % en 2025 (Encadré A.VI.2).

**2. Si ce scénario défavorable venait à se concrétiser, il conviendrait d'adapter la politique budgétaire à l'administration des activités de base de l'État.** Pour contrer les pressions budgétaires supplémentaires résultant d'importantes pertes de recettes et de besoins croissants de dépenses dans un contexte de sources de financement limitées, les autorités devraient envisager les possibilités suivantes :

- *Sur le plan des dépenses : Accorder une priorité supplémentaire aux dépenses courantes pourrait être envisagé, sur une base transparente et avec pour objectif de limiter les effets négatifs sur la croissance à long terme.* Les autorités pourraient également devoir envisager le report de nouvelles initiatives en matière de dépenses, tandis que le soutien aux ménages vulnérables serait probablement réduit par manque de financement des activités de base du gouvernement.
- *Sur le plan des recettes :* Si la réforme des administrations fiscale et douanière doit se poursuivre, la priorité doit néanmoins être accordée aux réformes les plus susceptibles de combler les lacunes existantes.

---

<sup>11</sup>Durant la période visée par le régime de sanctions, de janvier à juin 2022, les recettes ont reculé de 1 point de pourcentage par rapport aux prévisions.

- *Réformes structurelles* : Les autorités étant en mode « survie », ces réformes se verraient probablement reléguées au second plan. Il conviendrait d'axer les efforts sur la prévention de la remise en cause des réformes. Les sanctions pourraient inciter à revenir sur des réalisations antérieures pour des raisons politiques ou de réduction des coûts, y compris l'élargissement du compte unique du Trésor ou l'utilisation d'outils de numérisation pour renforcer la responsabilité et la transparence en matière de recettes et de dépenses.
- 3. Les autorités devraient trouver des solutions alternatives pour lever des fonds, y compris en élargissant la liste des donateurs.** Comme les besoins financiers dans ce scénario seraient importants, une reprise rapide du financement des IFI serait essentielle. Pour ce faire, les autorités devraient rapidement s'entendre sur le règlement des arriérés, comme condition préalable.

## Annexe VIII. Stratégie de renforcement des capacités

**1. Les priorités en matière de développement des capacités devront être axées sur le maintien de la stabilité macroéconomique** dans une conjoncture difficile et avec un financement extérieur limité. Nous pouvons classer les priorités en trois principaux domaines : i) amélioration de la mobilisation des recettes intérieures, ii) amélioration de l'efficacité des dépenses publiques et iii) amélioration de la qualité des statistiques. Il demeure également important de remédier aux faiblesses en matière de gouvernance, compte tenu du diagnostic de gouvernance et de la gestion des risques liés aux changements climatiques, qui devraient faire partie des priorités à moyen terme du Mali en matière de renforcement des capacités.

**2. L'amélioration de la mobilisation des recettes intérieures est essentielle au maintien de la viabilité budgétaire à long terme**, compte tenu de l'augmentation des besoins de financement et des contraintes financières considérables. Un programme d'assistance technique de longue date dans ce domaine devrait se poursuivre avec le soutien du Fonds fiduciaire pour la mobilisation des recettes :

- **Le renforcement des capacités en matière d'administration des recettes demeure une priorité susceptible de rapporter d'importants dividendes.** Ces dernières années, certains progrès ont été accomplis avec la mise en place de la télédéclaration et du paiement électronique pour les grandes entreprises. On pourrait continuer d'accroître le taux de numérisation en élargissant les possibilités de télédéclaration et de paiements électroniques et en facilitant la réception électronique des déclarations douanières. Outre l'ouverture d'un bureau des grands contribuables, celle d'un bureau pour les moyens contribuables permettrait à l'administration fiscale de personnaliser les services et le recouvrement de l'impôt et de mettre au point des stratégies de conformité particulières fondées sur le risque pour ce segment des contribuables.
- **Réformes de la politique fiscale.** Les dépenses fiscales continuent de peser lourdement sur les recettes. Une évaluation des dépenses fiscales a été réalisée en 2021, et des progrès notables ont été réalisés en matière de mesure, de déclaration et de publication des dépenses fiscales. Il sera essentiel de s'appuyer sur ces travaux et de rationaliser les dépenses fiscales, y compris les exonérations de TVA, d'impôt sur le revenu et de droits de douane. Dans un souci de cohérence des mesures politiques, la mise au point d'une stratégie à moyen terme en matière de recettes serait utile pour recenser les priorités futures et obtenir un soutien politique.

**3. Amélioration de l'efficacité des dépenses publiques.** Des progrès ont été accomplis ces dernières années en matière de réforme des dépenses et de la gestion des finances publiques et, ce, malgré l'absence de continuité des programmes du FMI.

- **Réformes des dépenses.** Compte tenu de la part croissante de la masse salariale dans le budget, l'efficacité des dépenses publiques s'en trouverait grandement améliorée par la réforme des politiques salariales de la fonction publique. Si les autorités trouvent la volonté politique d'entamer des réformes de la masse salariale, le FMI se tiendra prêt à apporter son assistance

dans le cadre d'un programme de renforcement des capacités et à fournir des conseils sur le mécanisme de fixation des salaires dans la fonction publique.

- **Renforcement de la capacité à remédier aux faiblesses en matière de gestion des finances publiques.** La gestion de la trésorerie, avec une attention particulière portée sur le Compte unique du Trésor (CUT), a représenté l'une des priorités de ces dernières années. Les sanctions imposées au Mali ont fait reculer les réformes du CUT, et la poursuite de celles-ci dépendra de l'engagement des autorités. Le renforcement des contrôles des engagements demeure également prioritaire afin de contrôler les dépenses et d'empêcher l'accumulation d'arriérés. D'après l'Évaluation de la gestion des investissements publics (Évaluation PIMA) préparée en 2021, la gestion des investissements publics pourrait être améliorée, notamment en ce qui concerne l'évaluation, la hiérarchisation et la mise en œuvre des projets. Enfin, le renforcement du partage automatique des données entre le Trésor et les organismes de perception des recettes rendrait le système de gestion des finances publiques, notamment la budgétisation, plus efficace.

**4. Amélioration de la qualité des données pour les comptes nationaux, les statistiques budgétaires et les statistiques relatives à la dette.** Compte tenu de la fragilité du pays, la disponibilité et la qualité des données relatives aux comptes nationaux et aux statistiques budgétaires et relatives à la dette continuent de constituer un défi, ce qui complique la surveillance et la conception des programmes.

- **Amélioration des statistiques des secteurs réel et extérieur.** La poursuite de l'assistance technique du FMI sera déterminante pour le recentrage des comptes nationaux, la production des données trimestrielles des comptes nationaux et l'amélioration de la méthodologie aux fins de la compilation des statistiques de l'Indice des prix à la consommation.
- **Amélioration des statistiques budgétaires et des statistiques relatives à la dette.** Les statistiques budgétaires et relatives à la dette présentent d'importantes lacunes qui entravent le suivi en temps opportun et l'établissement de rapports corrects. Il s'agit notamment d'écarts entre le flux et le stock de la dette, de la fiabilité et de la fourniture en temps opportun des données relatives à la dette extérieure et intérieure, de la position du gouvernement au sein du secteur bancaire par niveau de gouvernement, de la classification et de l'enregistrement des arriérés publics et des données sur les passifs éventuels.

**5. Parmi les priorités pour améliorer l'intégrité financière et la gouvernance, un élément clé est l'amélioration des mesures liées à la lutte contre le blanchiment d'argent (LBA) et à la lutte contre le financement du terrorisme (FT).** En mars 2023, le Mali fait toujours partie de la liste grise des pays sous surveillance accrue du Groupe d'action financière (GAFI). La transparence et la supervision LBC/FT dans le secteur minier seraient particulièrement urgentes, étant donné l'importance du secteur dans l'économie et sa vulnérabilité à la corruption et au financement du terrorisme. Le Mali a démontré son engagement à mettre en œuvre le plan d'action convenu avec le GAFI, mais les autorités peuvent avoir besoin d'un soutien dans des domaines plus complexes du Plan d'action tels que la préparation d'une évaluation complète des risques de blanchiment de

capitaux/financement du terrorisme associés aux personnes morales, élaborer une approche fondée sur les risques pour la supervision de la LBC/FT et la mise en œuvre des sanctions de financement du terrorisme des Nations Unies. Retirer le pays de la liste grise serait très bénéfique pour l'amélioration du climat d'investissement et du climat des affaires.

**6. Compte tenu de la forte exposition du Mali au changement climatique, une priorité importante à moyen terme consisterait à renforcer progressivement la capacité des autorités à gérer les retombées économiques et budgétaires des chocs climatiques et à élaborer des stratégies d'adaptation et d'atténuation liées aux changements climatiques.** Citons notamment des outils de diagnostic tels que l'Évaluation PIMA dans le domaine du climat ou d'un accompagnement en renforcement des capacités de gestion de la dette en ce qui a trait aux titres de dette verts.

**7. Une coopération étroite avec les partenaires de développement et une coordination de la prestation d'assistance technique entre les organes** (Banque mondiale, Nations unies, Banque africaine de développement, UE, etc.) seront primordiales pour éviter les chevauchements et pour fournir des conseils cohérents sans sursolliciter les autorités.



# MALI

9 Mai, 2023

## RAPPORT DES SERVICES DU FMI POUR LES CONSULTATIONS DE 2023 AU TITRE DE L'ARTICLE IV — ANNEXE D'INFORMATION

Établi par

Les services du Fonds monétaire international, en  
consultation avec la Banque mondiale

### TABLE DES MATIÈRES

RELATIONS AVEC LE FMI	2
ASSISTANCE TECHNIQUE	6
RELATIONS AVEC D'AUTRES INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES	7
QUESTIONS RELATIVES AUX STATISTIQUES	8

## RELATIONS AVEC LE FMI

(au 28 février 2023)

Statut – Date d'admission : 27 septembre 1963

[Article VIII](#)

### Compte des ressources générales :

	Millions de DTS	% de la quote-part
<a href="#">Quote-part</a>	186,60	100,00
<a href="#">Avoirs du FMI en monnaie nationale (taux des avoirs)</a>	153,28	82,14
<a href="#">Position dans la tranche de réserve</a>	33,33	17,86

### Département des DTS :

	Millions de DTS	% de la quote-part
<a href="#">Allocation cumulative nette</a>	268,21	100,00
<a href="#">Avoirs</a>	272,03	101,42

### Encours des achats et des prêts :

	Millions de DTS	% de la quote-part
Prêts au titre de la FCR	147,67	79,14
Accords au titre de la FEC	240,74	129,01

### Derniers engagements financiers :

#### Accords :

Type	Date de l'accord	Date d'expiration	Montant approuvé (millions de DTS)	Montant tiré (millions de DTS)
FEC	28 août 2019	21 août 2022	139,95	80,00
FEC	18 déc. 2013	17 déc. 2018	186,60	186,60
FEC	27 déc. 2011	10 janv. 2013	30,00	6,00

#### Prêts directs <sup>1</sup>:

Type	Date d'engagement	Date de tirage/d'expiration	Montant approuvé (millions de DTS)	Montant tiré (millions de DTS)
FCR	30 avril 2020	04 mai 2020	146,67	146,67
FCR	10 juin 2013	18 juin 2013	10,00	10,00
FCR	28 janv. 2013	04 févr. 2013	12,00	12,00

<sup>1</sup> Les décaissements directs non tirés (IFR et FCR) arrivent automatiquement à expiration 60 jours après la date d'engagement, à savoir la date d'approbation par le conseil d'administration.

**Obligations en retard et projections des paiements au FMI<sup>2</sup>****(en millions de DTS ; sur la base de l'utilisation des ressources et des avoirs actuels en DTS) :**

	À échoir				
	2023	2024	2025	2026	2027
Principal	22,50	36,12	54,79	72,35	70,65
Commissions/intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<u>22,50</u>	<u>36,12</u>	<u>54,79</u>	<u>72,36</u>	<u>70,66</u>

**Mise en œuvre de l'initiative PPTE :**

<b>I. Engagement de l'aide au titre de l'initiative PPTE</b>	<b>Cadre initial</b>	<b>Cadre renforcé</b>	<b>Total</b>
Date d'arrivée au point de décision	Sept. 1998	Sept. 2000	
Aide engagée			
par l'ensemble des créanciers (en millions de dollars) <sup>3</sup>	121	417	
dont : aide du FMI (en millions de dollars)	14	45,21	
(équivalent en millions de DTS)	10,8	34,74	
Date d'arrivée au point d'achèvement	Sept. 2000	Mars 2003	
<b>II. Décaissement de l'aide du FMI (en millions de DTS)</b>			
Montants décaissés en faveur du pays membre	10,8	34,74	45,54
Aide intérimaire	--	9,08	9,08
Solde au point d'achèvement	10,8	25,66	36,46
Décaissement additionnel de revenus d'intérêts <sup>4</sup>	--	3,73	3,73
<b>Total des décaissements</b>	<b>10,8</b>	<b>38,47</b>	<b>49,27</b>

**Mise en œuvre de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) :**

I. Dette admissible à l'IADM (en millions de DTS) <sup>5</sup>	75,07
Financement par le compte de fiducie de l'IADM	62,44
Reliquat des ressources de l'initiative PPTE	12,63

<sup>2</sup> Lorsqu'un pays membre a des arriérés au titre d'obligations financières de plus de trois mois, le montant de ces arriérés est indiqué dans la présente section.

<sup>3</sup> L'aide engagée dans le cadre initial est exprimée en valeur actuelle nette (VAN) au point d'achèvement, tandis que l'aide engagée dans le cadre renforcé est exprimée en VAN au point de décision. Les deux montants ne s'additionnent donc pas.

<sup>4</sup> Dans le cadre renforcé, un décaissement additionnel est effectué au point d'achèvement. Il correspond aux revenus d'intérêts acquis sur le montant engagé au point de décision, mais non décaissé pendant la période transitoire.

<sup>5</sup> L'IADM accorde aux pays membres admis à en bénéficier un allègement intégral de leur dette. L'aide sous forme de dons en provenance du compte de fiducie de l'IADM et de l'initiative PPTE porte sur l'intégralité de l'encours de la dette envers le FMI à fin 2004 qui reste exigible au moment où le pays remplit les conditions nécessaires pour en bénéficier.

II. Allégement de dette par mécanisme (en millions de DTS)			
Date de décaissement	Dette admissible		
	CRG	FFRPC	Total
Janvier 2006	Sans objet	75,07	75,07

#### IX. Mise en œuvre du fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes (ARC) :

Date de la catastrophe	Date de la décision du conseil d'administration	Montant engagé (en millions de DTS)	Montant décaissé (en millions de DTS)
Sans objet	13 avril 2020	7,30	7,30
Sans objet	30 oct. 2020	7,50	7,50
Sans objet	1 <sup>er</sup> avr. 2021	7,70	7,70
Sans objet	06 oct. 2021	5,70	5,70
Sans objet	15 déc. 2021	1,80	1,80

Le 4 février 2015, le fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes (fonds fiduciaire ARC) a remplacé le fonds fiduciaire d'allégement de la dette après une catastrophe (ADAC).

**Point de décision :** point auquel le FMI et la Banque mondiale déterminent si un pays est admissible à une aide au titre de l'initiative PPTE et décident du montant de l'aide à engager.

**Aide intérimaire :** montant décaissé à un pays entre le point de décision et le point d'achèvement, à concurrence de 20 % par an et de 60 % au total de l'aide engagée au point de décision (ou 25 % et 75 %, respectivement, dans des circonstances exceptionnelles).

**Point d'achèvement :** point auquel un pays reçoit le reliquat de l'aide engagée au point de décision, ainsi qu'un complément au titre des revenus d'intérêts, tel que défini à la note 2 ci-dessus. La date du point d'achèvement dépend de l'application de réformes structurelles clés préalablement convenues (c'est-à-dire du point d'achèvement flottant).

#### Évaluation des sauvegardes :

La Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) est une banque centrale commune aux États membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). La dernière évaluation des sauvegardes de la BCEAO a été achevée en 2018. L'évaluation laisse apparaître que la banque centrale a maintenu un solide dispositif de contrôle, et largement en adéquation avec les principes de gouvernance. Les principales recommandations de l'évaluation précédente, qui date de 2013, ont été mises en œuvre. La banque a adopté les normes internationales d'information financière (IFRS) en 2015 et les critères de sélection des auditeurs externes ont été renforcés. Les états financiers vérifiés pour la période depuis la dernière évaluation ont fait l'objet d'une opinion d'audit sans réserve et sont publiés en temps opportun. Une évaluation actualisée des sauvegardes de la BCEAO est en cours.

#### Régime de change :

Le Mali est membre de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999, le franc CFA est rattaché à l'euro au taux de 655,96 francs CFA pour un euro.

Le 1<sup>er</sup> juin 1996, le Mali et les autres membres de l'UEMOA ont accepté les obligations énoncées aux sections 2, 3 et 4 de l'article VIII des Statuts du FMI. Le régime de change du Mali n'impose pas de restrictions aux paiements et transferts afférents aux transactions internationales courantes. Le Mali n'applique aucune pratique de taux de change multiples.

Du fait qu'il partage avec les autres membres de l'UEMOA une politique commerciale commune, le Mali a transféré les décisions essentielles en la matière au niveau sous-régional. Le tarif extérieur commun (TEC) a été adopté en janvier 2000. Le Mali applique le barème tarifaire de l'Union et a effectivement procédé au démantèlement des droits internes. Dans le cadre de la réforme tarifaire de l'UEMOA, le taux du droit de douane simple moyen a été ramené de 22 % à 15 % entre 1997 et 2003 ; le taux maximum est actuellement de 20 % pour la plupart des marchandises. Les importations au Mali ne sont soumises à aucune restriction quantitative.

Les exportations maliennes vers l'Union européenne jouissent en général d'un traitement préférentiel non réciproque sous forme d'exemption de droits d'entrée en vertu de l'initiative « Tout sauf les armes ». Les produits maliens bénéficient d'un régime d'accès préférentiel non réciproque aux marchés des pays développés autres que l'Union européenne en vertu du Système généralisé de préférences. Le Mali est aussi admissible aux avantages de l'African Growth and Opportunity Act des États-Unis. Le Mali n'impose aucune restriction légale aux exportations.

#### **Consultations au titre de l'article IV :**

Les consultations avec le Mali au titre de l'article IV se tiennent conformément aux dispositions de la décision sur les cycles de consultation, décision n° 14747-(10/96) (28/09/2010), ultérieurement amendée. Les consultations de 2015 au titre de l'article IV ont été conclues par le conseil d'administration le 23 mai 2018 (rapport du FMI n° 18/141).

## ASSISTANCE TECHNIQUE<sup>6</sup>

Finalité	Dates	Département
Amélioration de la qualité et de la fréquence des statistiques de la balance des paiements	Trois missions d'assistance technique entre novembre 2018 et mars 2022	Département des statistiques
Gestion de la dette : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Systèmes d'enregistrement, de communication d'informations et de suivi liés à la dette</li> <li>- Mise au point de stratégies d'endettement</li> <li>- Analyse de viabilité de la dette</li> </ul>	11 missions d'assistance technique entre février 2018 et février 2023	Département des marchés monétaires et de capitaux
Évaluation des dispositifs de gouvernance et suivi des recommandations qui en ont découlé	Trois missions d'assistance technique entre avril 2021 et juillet 2022	Département juridique
Statistiques de finances publiques, Trésor public et comptabilité nationale : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Amélioration de la qualité et du périmètre des statistiques de finances publiques</li> <li>- Gestion de trésorerie et compte unique du Trésor</li> </ul>	12 missions d'assistance technique entre avril 2019 et février 2023	Département des finances publiques
Cadre macrobudgétaire, élaboration du budget et gestion des finances publiques : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Contrôle de l'exécution du budget, contrôle des engagements</li> <li>- Gestion des investissements publics</li> <li>- Prévision macrobudgétaires et détection des risques budgétaires</li> </ul>	24 missions d'assistance technique entre février 2018 et février 2023	Département des finances publiques
Amélioration de la qualité et de la fréquence des comptes nationaux	12 missions d'assistance technique entre mars 2018 et novembre 2022	Département des statistiques
Mobilisation des recettes, y compris amélioration de l'administration des recettes, et des politiques fiscale et douanière.	25 missions d'assistance technique entre avril 2018 et février 2023	Département des finances publiques
Politique fiscale	Six missions d'assistance technique entre mai 2018 et février 2023	Département des finances publiques

### Représentant résident

M. Ahmed Zoromé est le représentant résident du FMI à Bamako depuis octobre 2021.

<sup>6</sup> Depuis les dernières consultations au titre de l'article IV.

## RELATIONS AVEC D'AUTRES INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES

- Banque mondiale : <https://www.banquemondiale.org/fr/country/mali>
- Banque africaine de développement : <https://www.afdb.org/fr/countries/west-africa/mali>
- Centre régional d'assistance technique pour l'Afrique de l'Ouest 1: <https://www.afritacouest.org/>  
<http://www.southafritac.org/>

## QUESTIONS RELATIVES AUX STATISTIQUES

<b>Mali—questions relatives aux statistiques</b> (au 28 février 2023)
<b>I. Évaluation de l'adéquation des données aux fins de la surveillance</b>
<p><b>Généralités :</b> Les données communiquées comportent des déficiences, mais peuvent dans l'ensemble être utilisées à des fins de surveillance.</p>
<p><b>Comptabilité nationale :</b> L'Institut national de la statistique (INSTAT) a disséminé le 24 août 2022 une nouvelle série de comptes nationaux annuels couvrant la période 2015-2019, qui est conforme au Système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008) et adaptée à certaines caractéristiques propres au Mali. La nouvelle année de base est 2015. Les comptes nationaux sont établis sur une base annuelle. Les comptes nationaux définitifs de 2020 et 2021 élaborés selon cette nouvelle méthodologie seront disponibles au plus tard fin septembre 2023 de même que la série provisoire de 2022 et les prévisionnelles de 2023 à 2028. L'établissement de comptes nationaux trimestriels a été mis en place avec le soutien de l'AFRITAC Ouest. Un exercice de changement de l'année de référence, avec un alignement sur les comptes nationaux selon le SCN 2008, est en cours en vue d'une refonte et d'un élargissement du périmètre de la valeur ajoutée. Les résultats complets, y compris des séries rétopolées, sont attendus pour fin 2023.</p>
<p><b>Statistiques des prix :</b> En concertation avec les autres pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), l'INSTAT établit et publie en temps opportun un indice mensuel harmonisé des prix à la consommation (IPC) pour Bamako depuis début 1998. En 2010, l'IPCH a été mis à jour avec 2008 comme nouvelle année de référence.</p>
<p><b>Statistiques de finances publiques :</b> Globalement suffisantes. Dans le cadre du processus d'intégration économique des pays membres de l'UEMOA, le Mali a nettement progressé dans la mise en conformité de ses données budgétaires avec le cadre commun établi avec l'assistance technique du FMI (le tableau harmonisé des opérations financières de l'État, TOFE, basé sur le Manuel de statistiques de finances publiques de 1986). De nouveaux efforts s'imposent toutefois pour améliorer la ponctualité et le périmètre du TOFE. Des progrès sont constatés dans les travaux menés avec le concours du département des statistiques, de l'AFRITAC Ouest et d'AFRISTAT en vue d'étendre le périmètre du TOFE aux organismes publics et aux administrations locales, et de renforcer celui des postes de financement intérieur. Les rapports trimestriels sur l'exécution du budget sont publiés en temps opportun sur le site Internet du ministère des Finances.</p>
<p><b>Statistiques monétaires et financières :</b> Les statistiques monétaires et financières de l'UEMOA (BCEAO) sont globalement suffisantes et leur couverture institutionnelle est exhaustive. Conformément aux recommandations du SGDD-a, la BCEAO procède à la diffusion des données monétaires mensuelles dans un délai de quatre à six semaines. Elle ne les publie sur son site Internet que beaucoup plus tard. Leur exactitude est quelque peu compromise par l'utilisation des coefficients de tri de 1990 pour estimer les montants de billets circulant entre les pays de la BCEAO, lesquels servent à leur tour à estimer la circulation fiduciaire et à ajuster les avoirs extérieurs nets de chaque pays membre. Les formulaires standards de déclaration des données (conformes au Manuel de statistiques monétaires et</p>

financières) ne sont toujours pas utilisés régulièrement pour communiquer les données monétaires au FMI.

**Surveillance du secteur financier :** Le Mali publie une série élémentaire d'indicateurs de solidité financière à une fréquence trimestrielle, à l'exception des indicateurs de rentabilité, qui sont disponibles sur une base annuelle.

**Statistiques du secteur extérieur :** En décembre 1998, une loi de portée régionale adoptée par les pays membres de l'UEMOA a officiellement confié à la BCEAO la responsabilité d'établir et de diffuser les statistiques de balance des paiements. La direction nationale de la BCEAO arrête les données aux alentours de la mi-novembre de l'année suivante et les publie immédiatement sous forme de brochure. Toutefois, elles ne sont pas suffisamment robustes.

De façon générale, les statistiques du secteur extérieur du Mali présentent de graves carences. Les notions et définitions utilisées pour établir les statistiques de balance des paiements sont dans l'ensemble conformes aux principes énoncés dans la cinquième édition du Manuel de la balance des paiements (MBP5). L'adoption de la méthodologie du MBP6 n'a été requise qu'à partir de 2013/14, sauf pour la comptabilisation des allocations de DTS sous forme d'engagements de dette. En outre, les métadonnées de la balance des paiements du Mali devraient être mises à jour.

Pour effectuer un rapprochement des données commerciales au sein de l'UEMOA, la BCEAO a créé une cellule sous-régionale chargée d'harmoniser les statistiques bilatérales des États membres de façon à en éliminer les asymétries avant de les consolider pour établir la balance des paiements régionale de l'UEMOA. Les données nationales sont, le cas échéant, corrigées rétroactivement et se trouvent ainsi améliorées.

Les données relatives à la balance des paiements continuent de présenter des insuffisances dans plusieurs domaines essentiels. Les données relatives aux envois de fonds, à l'investissement direct étranger et aux flux d'investissement de portefeuille présentent également des déficiences. Plusieurs projets en nature de grande ampleur ne sont pas répercutés de façon adéquate dans les données de la balance des paiements. Cependant, les aides-projets, qui étaient auparavant classifiées dans les transferts courants, sont désormais portées au compte de capital.

Les données sur la position extérieure globale figurent dans les statistiques financières internationales et l'annuaire de statistiques de balance des paiements jusqu'en 2007. Une enquête du cabinet DFI sur les flux de capitaux privés étrangers, appelée « PRC CPE », est en cours dans tous les pays de la Zone franc. Cependant, les comptes financiers ne couvrent pas convenablement les avoirs extérieurs du secteur non bancaire privé, car le recensement des avoirs extérieurs des résidents reste partiel et aucune autre source de données existante (par exemple, les statistiques de la BRI) n'est utilisée.

La mission plurisectorielle en statistiques réalisée en avril-mai 2003 a constaté que le système d'établissement de la balance des paiements est globalement fiable ; elle a encouragé les autorités à y intégrer les sources liées aux opérations bancaires et à publier la balance des paiements dans les délais recommandés par le SGDD. La première de ces recommandations n'est toujours pas mise en œuvre. Les statistiques annuelles de balance des paiements sont communiquées régulièrement, mais avec un certain retard, au département des statistiques.

En mai 2013, la BCEAO a publié à l'attention des pays de l'UEMOA un nouveau guide méthodologique pour l'établissement de la balance des paiements et de la position extérieure globale conformément à la sixième édition du manuel de la balance des paiements du FMI. La balance des paiements du Mali est actuellement présentée conformément à ce guide.

Le Mali communique les données relatives à la balance des paiements et à la position extérieure globale conformément à la méthodologie préconisée dans la sixième édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6). Les autorités ont publié la balance des paiements et les données relatives à la PEG pour 2013 dans les éditions 2015 de l'annuaire de statistiques de la balance des paiements et de l'annuaire des statistiques financières internationales.

## **II. Normes et qualité des données**

Le Mali participe depuis septembre 2001 au système général de diffusion des données (SGDD) (et au système qui lui a succédé, le SGDD-a).

Aucune mission RONC sur les statistiques n'a été menée au Mali.

Tableau 1. Mali : tableau des principaux indicateurs requis pour la surveillance

	Date de la dernière observation	Date de réception	Fréquence des données	Fréquence de communication des données	Périodicité de publication
Taux de change	En cours	En cours	Q	M	M
Actifs et passifs de réserves de change des autorités monétaires <sup>1</sup>	Décembre 2022	Mars 2023	M	M	M
Monnaie centrale/base monétaire	Décembre 2022	Mars 2023	M	M	M
Monnaie au sens large	Décembre 2022	Mars 2023	M	M	M
Bilan de la banque centrale	Décembre 2022	Mars 2023	M	M	M
Bilan consolidé du système bancaire	Janvier 2023	Mars 2023	M	M	M
Taux d'intérêt <sup>2</sup>	Mars 2023	Avril 2023	I	H	M
Indice des prix à la consommation	Mars 2023	Avril 2023	M	M	M
Recettes, dépenses, solde et composition du financement <sup>3</sup> – Administration centrale	Décembre 2022	Mars 2023	M	T	A
Encours de la dette contractée ou garantie par l'administration centrale <sup>4,5</sup>	Décembre 2022	Mars 2023	M	I	A
Solde du compte courant extérieur	2021	Novembre 2022	A	A	A
Exportations et importations de biens et de services	2021	Novembre 2022	A	A	A
PIB/PNB	2022	Mars 2023	A, T	A, T	A, T
Dette extérieure brute	Décembre 2022	Février 2023	A	A	A
Position extérieure globale <sup>6</sup>	2022	Mars 2023	A	A	A

<sup>1</sup> Les avoirs de réserve qui sont donnés en garantie ou autrement grevés doivent être classés séparément. De plus, les données doivent englober les passifs à court terme liés à une devise, mais réglés par d'autres moyens, ainsi que les valeurs notionnelles des dérivés financiers à payer et à recevoir en devises, y compris ceux qui sont liés à une devise, mais réglés par d'autres moyens.

<sup>2</sup> Taux déterminés par le marché et taux officiels, y compris taux d'escompte, taux du marché monétaire, et taux des bons, obligations et titres du Trésor.

<sup>3</sup> Financement extérieur et intérieur, bancaire et non bancaire.

<sup>4</sup> Les administrations publiques se composent de l'administration centrale (fonds budgétaires et extrabudgétaires, et caisses de sécurité sociale), des États fédérés et des administrations locales.

<sup>5</sup> Y compris la composition par monnaie et par échéance.

<sup>6</sup> Inclut les positions extérieures brutes sur actifs et passifs financiers à l'égard des non-résidents.

Note : Quotidienne (Q), hebdomadaire (H), mensuelle (M), trimestrielle (T), annuelle (A), irrégulière (I), semestrielle (S) et non disponible (n.d.).



## MALI

### RAPPORT DES SERVICES DU FMI POUR LES CONSULTATIONS DE 2023 AU TITRE DE L'ARTICLE IV — ANALYSE DE VIABILITÉ DE LA DETTE

Le 9 mai 2023

Approuvé par  
**Montfort Mlachila et Boileau  
Yeyinou Loko (FMI) et Abebe  
Adugna et Manuela Francisco  
(IDA)**

Établi par les services du Fonds monétaire international  
et de l'Association internationale de développement.

<b>Mali : analyse de viabilité de la dette établie conjointement par les services de la Banque mondiale et du FMI</b>	
<b>Risque de surendettement extérieur</b>	<i>Modéré</i>
<b>Risque de surendettement global</b>	<i>Modéré</i>
<b>Granularité de la notation du risque</b>	<i>Faible capacité d'absorption de chocs</i>
<b>Élément d'appréciation</b>	<i>Oui</i>

La dette publique du Mali est jugée viable et le risque de surendettement global demeure modéré, inchangé par rapport à l'[analyse de viabilité de la dette de 2021](#)<sup>1</sup>. Cependant, les vulnérabilités se sont accentuées. La dette publique a fortement augmenté au cours des cinq dernières années (de 14 points de pourcentage pour atteindre 50,4 % du PIB en 2021) et depuis l'AVD de 2021. À moyen terme, le ratio dette publique/PIB devrait atteindre 60 %. Le risque de surendettement extérieur calculé de façon mécanique est faible. Toutefois, un scénario adapté dans lequel la définition de la dette extérieure est basée sur le lieu de résidence produit un dépassement persistant des seuils de surendettement pour les deux indicateurs relatifs au service de la dette sur l'horizon de prévision. Tenant compte de ces dépassements de seuil, un jugement a été appliqué à la granularité de l'évaluation du risque pour indiquer la capacité limiter à absorber les chocs. Pour la dette globale, les tests de résistance indiquent que le ratio valeur actuelle (VA) de la dette publique/PIB affiche un dépassement prolongé et important de son seuil de référence dans un scénario de choc sur les prix des produits de base. En outre, comme dans d'autres pays de l'UEMOA, les dépenses publiques non prises en compte dans le déficit budgétaire ont contribué à l'augmentation de la dette publique du Mali. Un scénario adapté comprenant des ajustements stock-flux supposant que ces « opérations au-dessous de la ligne » se poursuivent (conformément aux moyennes historiques) montre que la dette

<sup>1</sup> L'analyse de viabilité de la dette reflète une capacité d'endettement moyenne compte tenu du score de 2,94 du Mali à l'indicateur composite, sur la base des *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI d'avril 2023 et de l'évaluation de la politique et des institutions nationales (EPIN) de 2021 de la Banque mondiale.

*publique dépasse le seuil. Pour s'assurer de la viabilité de la dette à l'avenir, un effort plus radical d'assainissement des finances publiques serait nécessaire de se limiter aux emprunts assortis de conditions concessionnelles afin de réduire les charges d'intérêt au minimum, ainsi que la résolution de problèmes sécuritaires and politiques. Enfin, le resserrement des conditions financières sur le marché régional des valeurs mobilières présente des risques significatifs pour la viabilité, ce qui exige de gérer la trésorerie avec prudence et de communiquer clairement et sans attendre avec les créanciers afin de bien gérer tout déficit de liquidité.*

## PERIMETRE DE LA DETTE PUBLIQUE

**1. La dette publique du Mali couvre les obligations extérieures et intérieures de l'administration centrale** (tableaux 1 et 2 du texte). Les entités publiques et les collectivités locales n'empruntent pas directement. On ne dispose pas actuellement de ventilation détaillée de la dette des entreprises publiques, mais les passifs estimés sont conséquents. En conséquence, les services du FMI soutiennent les efforts des autorités pour élargir le périmètre des données communiquées sur la dette publique afin d'y inclure la dette des entreprises publiques et des autres institutions publiques.<sup>1</sup> Il est indispensable d'améliorer l'enregistrement et la communication des données sur la dette. La dette extérieure est classée en fonction de la monnaie de libellé<sup>2</sup> ; en raison des contraintes de données, les services du FMI ne sont pas en mesure d'établir le lieu de résidence des détenteurs de titres de dette publique. Des estimations approximatives basées sur les adjudications indiquent que le montant de la dette extérieure telle que définie par le lieu de résidence des créanciers est probablement beaucoup plus élevé. Par conséquent, une plus grande prudence est de mise à l'égard du résultat de l'AVD basé sur le modèle en ce qui concerne la viabilité de la dette extérieure.

**Tableau 1 du texte. Mali : Périmètre de la dette publique**

Sous-secteurs du secteur public	Sub-sectors covered
1 Administration centrale	X
2 Administrations d'États fédérés et locales	X
3 Autres éléments des administrations publiques	
4 dont : administrations de sécurité sociale	
5 Fonds extrabudgétaires (FEB)	
6 Garanties (à d'autres entités des secteurs public et privé, y compris entreprises publiques)	
7 Banque centrale (emprunts effectués au nom de l'État)	
8 Dette non garantie des entreprises publiques	

**2. Un test sur les passifs conditionnels avec ampleur adaptée des chocs est appliqué pour rendre compte des effets éventuels de passifs supplémentaires** (tableau 2 du texte). On suppose que la composante du choc lié aux passifs conditionnels afférents aux entreprises publiques qui ne sont pas couvertes par le secteur public est de 8 % du PIB, soit 6 points de pourcentage de plus que pour le choc par défaut. Ce paramétrage tient compte de la possibilité que les passifs de certaines entreprises publiques puissent venir grossir la dette publique. À titre d'exemple, les passifs connus de la compagnie d'électricité EDM s'élèvent à 5 % du PIB. Le choc émanant du secteur financier est fixé à la valeur par défaut de 5 % du PIB. Selon la base de données de la Banque mondiale sur les partenariats public-privé, le stock de capital des PPP au Mali est estimé à 3,7 % du PIB, de sorte que la composante PPP du test de résistance sur les passifs conditionnels est calibrée à 1,3 % du PIB. On suppose donc que le montant total des passifs conditionnels équivaut à 14,3 % du PIB pour les besoins du test de résistance.

<sup>1</sup> Des efforts ont été réalisés avec l'appui du FMI (mission AFRITAC sur la communication des données relatives à la dette) et de la Banque mondiale. Conformément à la politique de financement durable du développement de la Banque mondiale, le gouvernement a commencé à communiquer régulièrement la situation en matière d'endettement des entreprises publiques présentant des risques financiers.

<sup>2</sup> La seule exception est l'emprunt auprès de la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD), qui est considéré comme de la dette extérieure bien qu'il soit libellé en monnaie locale.

**Tableau 2 du texte. Mali : Ampleur du choc lié aux passifs conditionnels**

1 Couverture des données sur la dette publique du pays	Administration centrale, administrations d'États fédérés et administrations locales	
	Défaut	Utilisés pour l'analyse
2 Autres dettes des administrations publiques non prises en compte dans 1	0 pourcentage du PIB	0.0
3 Dette des entreprises publiques (garantie ou non par l'État)	2 pourcentage du PIB	8.0
4 PPP	35 pourcentage du stock en	1.3
5 Marché financier (la valeur par défaut de 5 % du PIB est la valeur minimale)	5 pourcentage du PIB	5.0
Totale (2+3+4+5) (en pourcentage du PIB)		14.3

## CONTEXTE DE LA DETTE

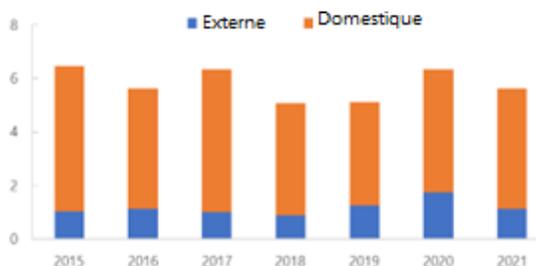
**3. Fin 2021, l'encours de la dette publique malienne, qui était constitué à 60 % de dette extérieure, ressortait à 50,4 % du PIB** (graphique 1 du texte et tableau 3 du texte). La dette extérieure s'élevait à 3 107 milliards de francs CFA (28,3 % du PIB), dont 2 371 milliards de francs CFA (21,6 % du PIB) vis-à-vis de créanciers multilatéraux et 737 milliards de francs CFA (6,7 % du PIB) vis-à-vis de créanciers bilatéraux. Les principaux créanciers extérieurs — 90 % de l'encours de la dette extérieure — sont le FMI, la Banque mondiale, le Fonds de développement africain, la Banque ouest-africaine de développement, la Banque islamique de développement, la France (Agence française de développement), la Chine, l'Inde et Abu Dhabi (Abu Dhabi Development Fund). La dette extérieure malienne est libellée à hauteur d'environ 30 % en euros ; cette fraction de la dette n'est pas exposée au risque de taux de change car le franc CFA est ancré à l'euro. La dette extérieure est généralement concessionnelle, avec un taux d'intérêt pondéré moyen de 0,6 % et une échéance de plus de dix ans. Le service de la dette en pourcentage du PIB était d'environ 6% en 2021, largement stable depuis 2015 (Figure 2 du texte).

**Figure 1 du texte. Mali: Encours de la dette publique**  
(% du PIB)



Sources : Autorités Maliennes, calculs des services du FMI

**Figure 2 du texte. Mali: Service de la dette**  
(% du PIB)



Sources : Autorités Maliennes, calculs des services du FMI

**4. La dette intérieure est essentiellement composée de titres du Trésor à court et moyen terme**, majoritairement détenus par des banques domiciliées au Mali ou dans les autres pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). La dette intérieure a fortement augmenté, passant de 8,1 % du PIB en 2015 à 22,1 % du PIB en 2021. Elle est composée principalement de bons et obligations du Trésor émis sur le marché régional de l'UEMOA, mais elle comprend aussi des prêts syndiqués consentis par des groupes de banques régionales qui sont assortis d'une prime d'environ 200 points de base par rapport aux titres émis sur les marchés

régionaux. La part croissante de la dette intérieure alourdit le service de la dette du Mali car son taux d'intérêt effectif moyen est de 6,1 %, contre 0,6 % pour la dette extérieure. L'encours de la dette intérieure est constitué pour 99 % d'obligations du Trésor à plus d'un an. En 2021, l'allocation de DTS a été reçue par la banque centrale régionale (BCEAO), puis rétrocédée en francs CFA aux pays membres de l'UEMOA ; elle est considérée comme une dette intérieure aux fins de l'AVD.

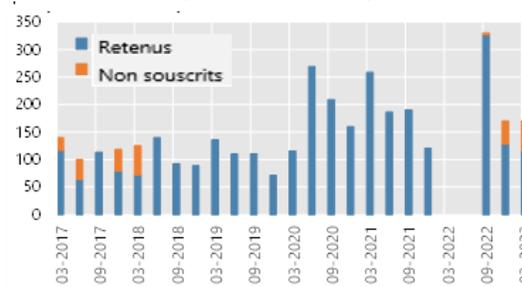
**5. Le gouvernement du Mali a été confronté à de considérables tensions sur la liquidité en 2022.** Ses besoins bruts de financement en 2022 ont avoisiné 10 % du PIB, qu'il a dû intégralement couvrir en recourant aux marchés régionaux et aux obligations syndiquées régionales compte tenu du tarissement de la plupart des financements extérieurs consécutif aux troubles sociopolitiques. Cependant :

- **Les sanctions prises par la CEDEAO au premier semestre de 2022 ont coupé le Mali du marché régional des valeurs mobilières et, plus généralement, du système financier et de paiement régional,** ce qui l'a contraint à accumuler des arriérés considérables. Lorsque les sanctions ont été levées en juillet 2022, le Mali s'est efforcé de rembourser ses arriérés aux principaux créanciers extérieurs et intérieurs et a retrouvé l'accès au marché régional.

- **Même après la levée des sanctions en juillet 2022, il a été difficile de couvrir les importants besoins de financement annuels dans l'intervalle des six derniers mois de l'année et le montant des arriérés à fin 2022 demeure significatif, dans le contexte du net resserrement des conditions financières.**

Après un succès initial, le marché régional a montré des signes de saturation au début 2023. Plusieurs émissions de dette publique ont été insuffisamment souscrites et certaines ont été annulées. Finalement, le Mali a couvert environ 80 % de ses émissions annuelles révisées (65 % de ses besoins bruts de financement) en 2022 par de la dette ou des prêts syndiqués. Les données préliminaires de début 2023 révèlent un montant significatif d'arriérés intérieurs, tandis qu'en déclin, en particulier à l'égard des fournisseurs, mais le gouvernement s'est déclaré déterminé à les apurer.<sup>3</sup> Malgré l'importance du montant de ces arriérés, ils n'entraînent pas la notation de "surendettement", leur accumulation est lié aux sanctions de 2022.<sup>4</sup> Cette accumulation résulte en partie des difficultés financières causées par le net

**Figure 3 du texte. Mali : Emissions de bonds, retenus et non souscrits**  
(Milliards, FCFA)



Source : UMOA Titres Mali, Calculs des services du FMI  
Note : L'émission n'inclut pas les prêts syndiqués (Appel Public à l'Épargne)

<sup>3</sup> L'estimation préliminaire des services du FMI suggère que les arriérés intérieurs se situent autour de 1,5 à 3 % du PIB. Cette estimation doit cependant être traitée avec prudence car les données ne sont pas définitives et peuvent être influencées par les conditions de financement actuellement volatiles. L'encours des arriérés extérieurs est estimé être très faible, à environ 0,1 à 0,2 % du PIB.

<sup>4</sup> Voir « Paragraphe 90 de la Note d'Orientation sur le Cadre de Viabilité de la Dette de la Banque Mondiale et du FMI pour les pays à faible revenu ».

durcissement des conditions financières qui s'est opéré. Ce durcissement, qui s'applique aussi aux autres pays de l'UEMOA, tient à plusieurs facteurs, à savoir : le resserrement de la politique monétaire pour lutter contre l'inflation élevée dans l'ensemble de la région UEMOA (hausse du taux directeur de 3 % en mars 2023, augmentation de 100 pb depuis juin 2022), la suppression des aides de la BCEAO liées à la COVID, une aversion au risque qui complique l'émission d'euro-obligations et se traduit par une souscription insuffisante continue sur le marché régional des valeurs mobilières de l'UEMOA et le rétablissement de la fourniture de liquidités suivant de nouveaux critères de refinancement (taux variable, allocation fixe) qui complique l'accès du Mali et des banques régionales aux fonds de la Banque centrale.

**Tableau 3 du texte. Mali : encours de la dette extérieure en fin de période, 2015–2021 (en milliards de FCFA)**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Totale</b>	2,344.5	2,991.0	3,209.4	3,608.0	4,123.3	4,758.6	5,521.3
(% du PIB)	30.3	36.0	36.0	38.1	40.7	46.9	50.4
<b>Extérieure</b>	1,754.0	2,081.3	2,227.5	2,349.4	2,698.9	2,995.2	3,107.0
Multilatérale	1,384.0	1,633.7	1,798.9	1,889.1	2,061.1	2,313.6	2,370.5
FMI	79.7	104.9	113.9	181.6	190.3	297.1	331.2
Banque Mondiale	728.3	822.5	907.5	946.6	1,086.3	1,153.5	1,180.1
Fonds Africain de Développement	252.9	342.6	387.3	397.9	409.8	437.3	451.1
Banque Ouest-Africaine de Dévelo	65.8	65.5	122.0	108.4	121.7	150.8	142.1
Banque Islamique de Développem	115.6	141.3	117.8	99.3	97.9	130.5	123.0
Autres	141.8	156.9	150.4	155.4	155.2	144.5	143.0
Bilatérale officielle	370.0	447.6	428.6	460.3	637.8	681.6	736.6
Club de Paris	49.0	49.8	48.1	51.4	86.8	135.7	140.6
France	34.4	34.4	34.0	37.8	73.2	97.9	103.6
Corée	8.1	8.4	8.1	7.8	8.0	32.9	32.6
Autriche	3.3	3.3	3.3	3.3	3.3	3.0	2.8
Belgique	3.2	3.7	2.8	2.5	2.3	1.9	1.7
Hors Club de Paris	321.0	397.7	380.5	408.9	551.0	545.9	596.0
Chine	193.3	263.1	261.9	294.1	248.6	270.5	280.6
Inde	84.3	83.2	71.5	75.2	57.5	53.1	60.6
Abou Dabi	-	-	-	-	165.1	150.2	162.2
Koweït	21.7	31.9	30.4	25.5	26.9	31.4	33.7
Autres	21.7	19.5	16.7	14.1	52.7	40.7	58.8
<b>Domestique</b>	590.5	909.7	981.9	1,258.6	1,424.4	1,763.3	2,414.3
Bons du Trésor	242.8	236.3	87.8	185.8	126.5	119.0	127.7
Obligations du Trésor	347.7	673.4	894.1	1,022.9	1,025.2	1,015.5	2,144.6
Bons syndiqués	-	-	-	-	222.7	578.9	0.0
Bons Sukuk	-	-	-	50.0	50.0	50.0	0.0

Sources: autorités nationales

## HYPOTHÈSES MACROÉCONOMIQUES SOUS-JACENTES ET CLASSIFICATION DU PAYS

**6. Le scénario de référence tient compte des conséquences de la récente crise sociale et politique dans ses projections à court terme, tandis qu'à moyen et long terme, les hypothèses macroéconomiques déterminantes sont globalement conformes à l'AVD de 2021 — en**

particulier sur le plan de la trajectoire de croissance et de la convergence finale vers l'assainissement des finances publiques, alors que les projections relatives au compte courant sont plus positives à moyen terme et que les projections relatives à l'aide publique se situent sur une trajectoire plus basse par rapport à la précédente AVD. Plus précisément :

- **La croissance devrait rebondir et se stabiliser à moyen terme.** Après avoir décéléré à 1,8 % en moyenne sur la période 2020–22 sous l'effet de la pandémie de COVID et des sanctions, la croissance du PIB devrait rebondir au-dessus de 5 % en 2023 et 2024 avant de se stabiliser à son taux de croissance potentiel estimatif de 5 % à moyen terme. Plusieurs facteurs sont probablement à l'origine de ce rebond de croissance, parmi lesquels une production minière plus forte due à la découverte de nouvelles mines d'or en 2022 et à de nouveaux projets de mines de lithium, des projections relatives aux prix de l'or favorables à moyen terme, une solide production agricole sauf chocs météorologiques et sur les engrais et de moindres incertitudes politiques après les élections présidentielles prévues en 2024, conduisant à un regain d'activité dans le pays et à une reprise des aides budgétaires des institutions financières internationales.
- **La politique budgétaire a été accommodante, mais elle devrait retrouver une trajectoire d'assainissement à moyen terme.** Une combinaison de chocs extérieurs et intérieurs — dont l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la crise du coût de la vie qu'elle a provoquée, l'appréciation du dollar, une dégradation significative de la situation sécuritaire et un embargo de six mois de la CEDEAO — a entraîné une augmentation de la dette totale en 2022. Parallèlement, bien que des mesures aient été prises pour stimuler les recettes fiscales, aucune réorientation majeure des politiques économiques n'est actuellement envisagée pour réduire les dépenses en 2023 (année préélectorale). Les autorités prévoient de maintenir les déficits budgétaires autour de 5 % du PIB. Cependant, l'augmentation continue des besoins de financement (environ 13 % du PIB en 2023) dans un contexte d'aide limitée de la communauté internationale, doublée de charges de salaires et d'intérêts croissantes augmentera les risques pour la liquidité et la viabilité de la dette. Pour l'avenir, le budget pluriannuel des autorités envisage un assainissement graduel de la situation budgétaire sur la période 2024–25 reposant sur des mesures d'administration des recettes et l'activation de mesures fiscales retardées, l'objectif étant d'atteindre en 2026 le plafond de déficit budgétaire de 3 % du PIB fixé par l'UEMOA. Ces mesures comprennent la mise en place du télépaiement des impôts pour les grandes entreprises assujetties à la TVA, la facture normalisée, une nouvelle taxe sur les exportations des produits miniers non couverts par le code minier, une taxe minimale de transport sur les deux-roues et véhicules similaires, de nouvelles taxes d'accise et une augmentation de celles existantes sur certains produits de consommation, la taxation des équipements agricoles précédemment exonérés et l'opérationnalisation des remboursements mensuels de la TVA.
- **Les besoins bruts de financement devraient être en grande partie couverts par des émissions intérieures à court terme, tandis que la part du financement extérieur devrait augmenter à moyen terme.** Les incertitudes politiques ont fait chuter le financement extérieur, passé de 120 milliards de francs CFA en 2021 à environ 66 milliards en 2022, ce qui représente 6 % des besoins bruts de financement du pays. Le Mali n'a pas reçu d'aide budgétaire extérieure en 2022, si bien que le financement extérieur correspond intégralement à des appuis à projets.

L'aide budgétaire extérieure ne devrait pas être rétablie en 2023 et 2024 mais certains appuis à projets devraient être maintenus, surtout ceux qui sont octroyés par la Banque mondiale. Cette situation implique essentiellement que les besoins bruts de financement sont principalement couverts par des émissions intérieures. À moyen terme, sous réserve de l'élection de 2024, le financement extérieur devrait augmenter et couvrir plus de 20 % des besoins bruts de financement en 2027. Cette progression résultera en partie d'une forte augmentation des décaissements de crédits IDA émanant de la Banque mondiale, assortis des nouvelles conditions d'emprunt de l'IDA<sup>5</sup>. Par la suite, la part du financement extérieur dans le financement total devrait diminuer, notamment sous l'effet du déclin progressif des décaissements de crédits IDA à plus long terme parallèlement à l'amélioration des conditions économiques et sociales.

- **Le déficit courant s'est creusé à 7,5 % du PIB en 2021, mais il devrait revenir à 6,9 % du PIB en 2022 et autour de 3-4 % à moyen terme.** Les déséquilibres extérieurs devraient se réduire sous l'effet conjugué des prix élevés de l'or, de la normalisation des prix des carburants attendue à moyen terme et de l'inversion des facteurs politiques ponctuels. En outre, le retour progressif de la situation budgétaire aux objectifs de l'UEMOA devrait lui aussi atténuer les pressions sur le compte courant. Les différences de projections du compte courant entre l'AVD actuelle et l'AVD précédente résultent principalement d'hypothèses actualisées sur la trajectoire des prix de l'or et du carburant.

## 7. Les comparaisons des outils de réalisme montrent que les projections sont globalement conformes à l'historique et à l'expérience des pairs (graphiques 3 et 4)<sup>6</sup>.

- **Dynamique de la dette.** La dette publique en pourcentage du PIB augmente plus progressivement à court et moyen terme qu'au cours des cinq dernières années, cette différence tenant en grande partie aux hypothèses de rebond de la croissance (graphique 3). Un résiduel non négligeable au titre de l'augmentation passée de la dette résulte en partie des ajustements stock-flux — le fait que les dépenses publiques dont le déficit budgétaire ne rend pas compte contribuent à l'accumulation de la dette — qui sont des phénomènes courants dans les pays de l'UEMOA. L'hypothèse de croissance plus forte devrait aussi jouer un rôle déterminant dans l'écart entre l'évolution passée et future de la dette extérieure en pourcentage du PIB, quoique dans une moindre mesure. Un résiduel non négligeable au titre du déclin prévisionnel de la dette extérieure tient en partie à la diminution attendue de l'offre de prêts extérieurs à court terme.
- **Ajustement budgétaire.** La variation prévisionnelle à trois ans du solde primaire en pourcentage du PIB (0,7 point de pourcentage entre 2022 et 2024) se situe en deçà du

<sup>5</sup> Le Mali étant classé comme pays exclusivement IDA avec un risque modéré de surendettement, il a accès à des crédits concessionnels de 50 ans et à des prêts à échéance plus courte (SML). Le premier a une échéance finale de 50 ans, un délai de grâce de 10 ans et zéro intérêt ou frais de service ; le second (12 % de l'allocation par pays) a une échéance finale de 12 ans, un différé d'amortissement de 6 ans, zéro intérêt ou frais de service.

<sup>6</sup> Les outils de réalisme aident à analyser les projections macroéconomiques et relatives à la dette du scénario de référence, par exemple en comparant les projections aux résultats déjà obtenus ou aux expériences des autres pays. Ils servent à vérifier les projections du scénario de référence afin de s'assurer que l'évaluation de la viabilité de la dette repose sur des hypothèses crédibles.

75<sup>e</sup> centile de la distribution des programmes appuyés et approuvés par le FMI en faveur des PFR depuis les années 1990, ce qui laisse penser que l'ajustement du solde budgétaire primaire est conforme à l'expérience des autres pays (graphique 4).

- **Investissement public et croissance.** Bien que l'investissement public en pourcentage du PIB ait été inférieur au niveau attendu dans l'AVD de 2021, en partie à cause des événements politiques, il devrait atteindre à court terme un niveau conforme à la projection de la précédente AVD.

**Tableau 4 du texte. Mali : évolution des principaux indicateurs macroéconomiques**

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	Long terme <sup>1</sup>
	Projections								
<b>Croissance du PIB réel</b>									
AVD actuelle	4.8	-1.2	3.1	3.7	5.0	5.1	5.3	5.1	5.0
AVD précédente	4.8	-2.0	4.0	6.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0
<b>Déflateur du PIB</b>									
AVD actuelle	1.9	1.4	4.9	4.9	3.0	2.8	2.0	2.0	2.0
AVD précédente	-3.3	3.7	6.7	2.8	2.4	2.2	2.2	2.2	2.9
<b>Solde budgétaire global (dons compris, % du PIB)</b>									
AVD actuelle	-1.7	-5.4	-4.8	-4.8	-4.8	-4.3	-3.6	-3.0	-3.0
AVD précédente	-1.7	-5.5	-5.5	-4.5	-3.5	-3.0	-3.0	-3.0	-3.0
<b>Exportations de biens et services (% du PIB)</b>									
AVD actuelle	25.7	29.4	27.2	28.6	29.0	27.7	28.7	27.7	19.9
AVD précédente	24.9	27.1	25.2	23.8	22.6	21.6	20.8	19.9	15.7
<b>Importations de biens et services (% du PIB)</b>									
AVD actuelle	38.0	36.0	38.4	39.1	38.2	37.1	36.8	36.3	33.1
AVD précédente	36.0	32.2	33.9	33.3	32.7	32.1	31.8	31.3	30.0
<b>Compte courant (dons compris, % du PIB)</b>									
AVD actuelle	-7.5	-2.2	-7.5	-6.9	-6.1	-5.5	-3.4	-3.7	-9.1
AVD précédente	-4.8	-2.0	-2.4	-2.9	-3.6	-4.5	-5.3	-5.9	-8.5
<b>Aide publique au développement<sup>2</sup> (% du PIB)</b>									
AVD actuelle	5.6	2.6	1.7	0.8	1.9	2.4	4.0	4.1	3.7
AVD précédente	5.6	2.9	3.7	5.0	5.2	4.9	4.8	4.8	4.5

Sources: Autorités maliennes ; Estimations et projections des services du FMI.

<sup>1</sup> Défini comme les 15 dernières années de la période de projection. Pour l'AVD actuelle, le long terme couvre la période 2027-41. L'AVD précédente se réfère à février 2021, pour laquelle le long terme couvre la même période de 2025 à 2039.

<sup>2</sup> Défini comme la somme des dons et prêts concessionnels.

## CLASSEMENT DU PAYS ET TESTS DE RÉSISTANCE

**8. La capacité d'endettement du Mali est jugée moyenne.** Sur la base de l'édition d'octobre 2022 des *Perspectives de l'économie mondiale* et de l'évaluation de la politique et des institutions nationales de la Banque mondiale de 2021, le score du Mali à l'indicateur composite s'établit à 2,90. Tout score inférieur à 2,69 serait « faible » et tout score supérieur à 3,05 serait « élevé » compte tenu des seuils utilisés pour évaluer le risque de la dette extérieure. L'évaluation est globalement inchangée par rapport à la précédente AVD.

**9. L'analyse de viabilité de la dette repose sur six tests de résistance standards.** Elle comprend un choc adapté sur le prix des produits de base, et deux autres scénarios adaptés, l'un utilisant la définition de la dette extérieure basée sur le lieu de résidence (voire paragraphe 10), l'autre comprenant des ajustements stock-flux au titre des opérations budgétaires au-dessous de la ligne (voire paragraphe 11). Elle utilise en outre un scénario historique qui sert à contrôler la robustesse du scénario de référence. Les tests de résistance standards utilisent des paramètres définis par défaut. Le scénario historique produit la trajectoire de la dette qui résulterait du remplacement permanent des principales variables macroéconomiques de la projection de référence par leur moyenne historique sur dix ans.

**10. Le scénario adapté pour l'analyse de la viabilité de la dette extérieure repose sur une définition de la dette extérieure basée sur la résidence.** En raison des limites des données, les services du FMI adoptent une définition de la dette extérieure basée sur la devise dans l'AVD dans l'évaluation de référence. Ainsi, les titres publics émis sur le marché régional de l'UEMOA sont traités comme de la dette intérieure. Selon les données des enchères, environ les deux tiers des titres publics maliens sont souscrits par des résidents d'autres membres de l'UEMOA. En supposant l'absence d'échanges sur le marché secondaire, la valeur actuelle en 2022 de la dette publique libellée en francs CFA détenue par des non-résidents devrait représenter environ 35 % du PIB, tandis que la VA de la dette libellée en devises ne représente qu'environ 15 % du PIB. Pour évaluer la viabilité de la dette extérieure basée sur la résidence, nous construisons un scénario adapté lorsque les deux tiers des titres publics sont classés comme dette extérieure.

**11. Le scénario adapté pour l'analyse de viabilité de la dette publique tient compte des « ajustements stock-flux », où les opérations en dessous de la ligne contribuent à l'augmentation de la dette.** Dans l'ensemble des pays de l'UEMOA, la dette publique a augmenté au-delà de ce qui peut s'expliquer par les déficits budgétaires globaux de ces dernières années. Ces « ajustements stock-flux » (ASF) peuvent être causés par plusieurs facteurs, notamment des fonds extrabudgétaires, des différences de méthodes comptables entre le solde budgétaire et la dette publique, des effets de valorisation, des garanties publiques ou une matérialisation de passifs éventuels. Les ASF ont représenté en moyenne 1,5 % du PIB dans l'union monétaire et environ 0,7 % du PIB au Mali.<sup>7</sup> Étant donné que de tels écarts entre les comptes budgétaires en dessous et au-dessus de la ligne peuvent être difficiles à projeter à l'avenir, les services du FMI évaluent la possibilité que de tels ASF se poursuivent en supposant que les véritables déficits globaux sont supérieurs de 0,7 % du PIB chaque année sur l'horizon de prévision.

---

<sup>7</sup> L'estimation de cette moyenne historique est basée sur des données datées du moment de la réalisation de l'évaluation pour ce rapport. Des données plus à jour, utilisées pour l'analyse dans le papier sur les questions sélectionnées publié parallèlement à ce rapport, suggèrent un nombre plus élevé pour le Mali (0,9 %). Cela suggère que les résultats liés aux ajustements stock-flux présentés dans ce rapport servent probablement de limite inférieure des estimations réelles.

Tableau 5 du texte. Mali : capacité d'endettement et seuils d'endettement

Pays	Mali			
Code pays	678			
Capacité de charge de la dette	Medium			
Final	Classement basé sur les données du cycle actuel	Classement basé sur les données du cycle précédent	Classement basé sur les données de deux cycles précédents	
Medium	Medium 2.90	Medium 2.94	Medium 2.96	
Calcul de l'index IC				
Composantes	Coefficients (A)	Valeurs moyennes sur 10 ans (B)	Composantes du score de l'IC (A*B) + ( C )	Contribution des composante
EPIN	0.385	3.295	1.27	44%
Taux de croissance réel (en pourcentage)	2.719	3.973	0.11	4%
Couverture des importations par les réserves (en pourcentage)	4.052	44.277	1.79	62%
Couverture des importations par les réserves^2 (en pourcentage)	-3.990	19.604	-0.78	-27%
Envois de fonds (en pourcentage)	2.022	5.675	0.11	4%
Croissance économique mondiale (en pourcentage)	13.520	2.898	0.39	14%
<b>CI Score</b>			<b>2.90</b>	<b>100%</b>
<b>Note CI</b>			<b>Medium</b>	
<b>APPLICABLE</b>			<b>APPLICABLE</b>	
<b>Seuils d'endettement EXTÉRIEUR</b>			<b>Repère dette publique TOTALE</b>	
VA de la dette en % de Exportations	180		VA du total de la dette publique en % du PIB	55
PIB	40			
Service de la dette en % de Exportations	15			
Recettes	18			
<b>Nouveau cadre</b>				
	<b>Valeurs seuils</b>			
Faible	CI <	2.69		
Medium	2.69 ≤ CI ≤		3.05	
Fort	CI >	3.05		

## ANALYSE DE VIABILITÉ DE LA DETTE

### A. Viabilité de la dette extérieure

**12. La dette extérieure devrait progressivement diminuer, la dette publique et la dette privée reculant toutes deux sur le long terme** (tableau 1). Dans le scénario de référence, le ratio dette extérieure contractée ou garantie par l'État (CGE)/PIB diminue légèrement en 2022 par rapport à l'année précédente. Il poursuit ensuite une trajectoire baissière pour s'établir à 20 % du PIB à la fin

de la période de projection en 2042, car la croissance converge vers son potentiel et le recours à la dette intérieure demeure significatif compte tenu de la rareté des prêts officiels concessionnels.

**13. Le risque de surendettement extérieur est modéré, avec une faible capacité d'absorption des chocs.** Tous les indicateurs d'endettement extérieur restent en deçà des seuils indicatifs correspondants dans le scénario de référence et les tests de résistance standards, mais ils dépassent les seuils dans le scénario adapté. Le scénario de référence prévoit que le ratio VA de la dette extérieure/PIB diminue lentement, passant de 16,7 % à 14,5 % en 2032, car 'économie croît plus vite que l'offre de prêts concessionnels extérieurs. Ce chiffre est nettement inférieur au seuil indicatif de 40 %. Le ratio VA de la dette extérieure/exportations suit une courbe en U peu profonde, pour finir par une tendance haussière due au déclin des exportations en pourcentage du PIB à moyen et long terme. Néanmoins, il reste nettement inférieur au seuil de 180 %. Les indicateurs du coût du service de la dette sont tous stables et inférieurs à leurs limites respectives. Pour les tests de résistance standardisés, qui incluent les scénarios de choc les plus extrêmes, les quatre indicateurs restent également confortablement en dessous de leurs seuils respectifs. Au contraire, dans le scénario adapté définissant la dette extérieure sur la base du lieu de résidence, les trajectoires attendues des ratios service de la dette/exportations et service de la dette/recettes dépassent leurs seuils correspondants pendant une période prolongée allant de 2024 à 2032. Les taux d'intérêt des titres publics étant plus élevés, l'impact sur les indicateurs du service de la dette est considérablement plus élevé. Par ailleurs, l'indicateur de la valeur actualisée de la dette par rapport aux exportations dépasse également le seuil au cours de la dernière année de la période de projection. Ces dépassements mettent en évidence la sensibilité de l'évaluation de la soutenabilité de la dette à la définition de la dette extérieure. Alors que l'outil du risque modéré montre l'existence d'une importante marge d'absorption des chocs lorsqu'on utilise la définition de la dette extérieure basée sur la monnaie de libellé (graphique 5), les services du FMI estiment que la marge réelle d'absorption des chocs est faible en raison de la part importante de titres de dette publique détenue par des non-résidents.

## B. Viabilité de la dette publique

**14. Le ratio dette publique/PIB devrait augmenter pour avoisiner 60 % à moyen terme.** Après un creusement significatif du déficit budgétaire pendant la pandémie et les troubles politiques, l'assainissement des finances publiques attendu implique que le déficit devrait progressivement diminuer pour passer au-dessous du plafond de 3 % du PIB fixé par l'UEMOA. Toutefois, le resserrement des conditions financières mondiales devrait entraîner une hausse des coûts d'emprunt, et le ratio dette publique globale/PIB devrait s'approcher de 60 % du PIB en 2032 (tableau 2). En 2022, la dette publique devrait être supérieure d'environ 6 % du PIB aux projections de la précédente AVD de 2021. Cet écart est dû à l'enregistrement tardif de la dette de 2020 en 2021, à l'accumulation des dépôts auprès de la banque centrale régionale en 2021 à la suite d'un important décaissement d'un prêt de la Banque mondiale fin 2022 et à l'effet de la forte appréciation du dollar vis-à-vis de l'euro en 2022. Le ratio dette extérieure/PIB devrait reculer à moyen terme en raison de la rareté relative des prêts concessionnels extérieurs. Cette hypothèse est sensible à plusieurs facteurs, notamment les conditions économiques mondiales et la confiance des

investisseurs dans le Mali. Les contributions prévisionnelles des différents facteurs générateurs de dette sont globalement conformes aux chiffres historiques.

**15. Le risque de surendettement public reste modéré.** Dans le scénario de base, le ratio VA de la dette publique/PIB devrait être inférieur au seuil indicatif de 55 % tout au long de la période de projection (Graphique 2). Au contraire, dans le scénario défavorable par défaut d'un choc sur les prix des produits de base, le ratio VA de la dette publique/PIB divergerait pour suivre une trajectoire croissante et franchirait le seuil de 55 % en 2025<sup>8</sup>. Dans le scénario historique, où les variables macroéconomiques de la projection du scénario de référence sont remplacées de manière permanente par leurs moyennes historiques sur 10 ans, le ratio VA de la dette publique/PIB aussi divergerait pour suivre une trajectoire croissante et franchirait le seuil de 55 % en 2031. Finalement, dans un scénario adapté avec des ajustements stock-flux, le ratio dette publique/PIB suit une trajectoire haussière et franchit le seuil en 2032. Ce résultat n'est pas surprenant puisque le ratio de dette publique dans le scénario de référence suit déjà une trajectoire légèrement haussière. Il est donc vulnérable à tout choc permanent sur le solde global —même des ajustements stock-flux inférieurs au chiffre historique de 0,70 point de pourcentage du PIB pourraient placer la dette publique sur une trajectoire insoutenable.

### C. Notation du risque et vulnérabilités

**16. Le risque de surendettement extérieur du Mali et les risques entourant la dette globale demeurent modérés.** Bien que les quatre indicateurs de la dette extérieure restent confortablement en dessous de leurs seuils respectifs dans le scénario de référence et les tests de résistance standardisés, trois indicateurs dépassent leurs seuils dans le scénario adapté qui utilise une définition de la dette extérieure basée sur la résidence. Les services du FMI estiment alors que le risque de surendettement extérieur est probablement beaucoup plus élevé après prise en compte des titres publics détenus par des non-résidents et jugent que le risque de surendettement extérieur est modéré. Dans le scénario défavorable de choc sur les prix des produits de base, le scénario historique et le scénario adapté d'un ajustement stock-flux permanent, la trajectoire projetée du ratio VA de la dette publique/PIB diverge et franchit de façon marginale le seuil de 55 % en 2031 et 2032. Ces points de divergence illustrent une perte de marge de manœuvre budgétaire due à la récente élévation du ratio dette publique/PIB.

**17. L'instabilité politique intérieure et les conditions de financement extérieur engendrent des risques pour le financement par l'emprunt.** L'isolement du Mali par rapport à ses donateurs traditionnels et le recours forcé aux marchés intérieurs pour couvrir ses besoins de financement comportent des risques importants pour le financement de sa situation budgétaire. Ces risques sont encore orientés à la baisse suite au report du référendum constitutionnel de mars 2023, ce qui accroît l'incertitude politique quant à la promesse de tenir les élections en 2024 ainsi qu'une éventuelle imposition de sanctions. Un autre facteur contributif à ces risques financiers est le

<sup>8</sup> De par sa conception, le test de résistance de l'AVD peut surestimer la persistance d'un choc sur les prix des produits de base en supposant une élasticité nulle des dépenses au PIB à long terme.

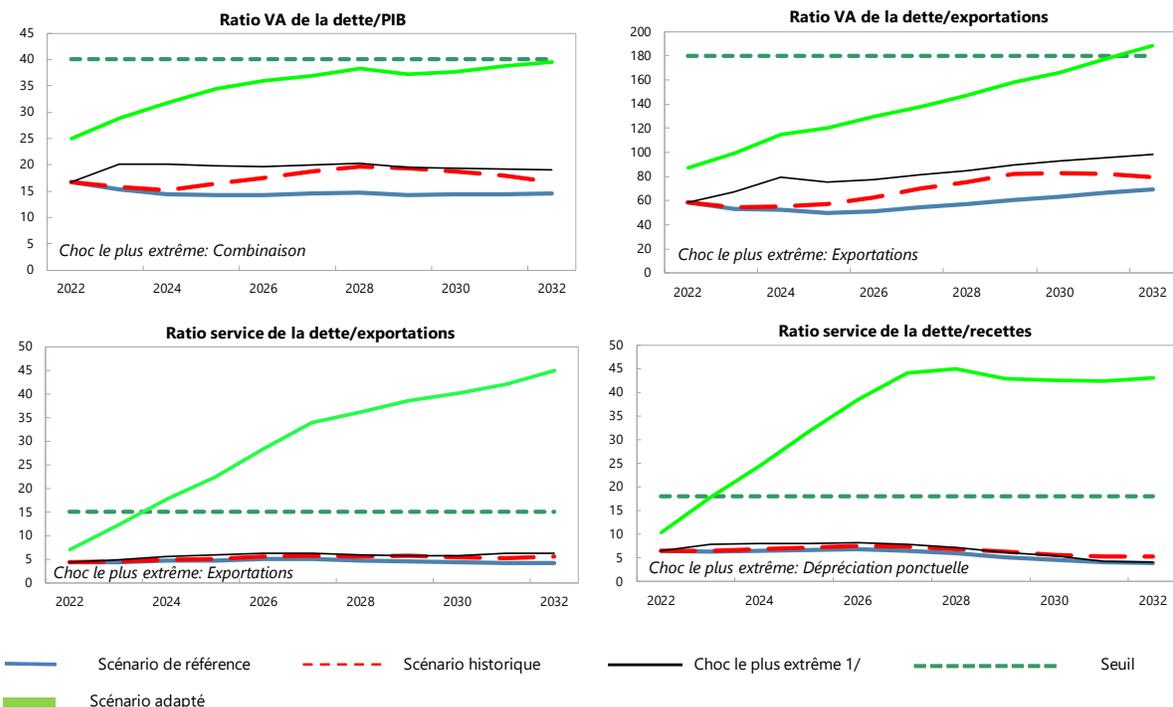
resserrement des conditions financières observé sur le marché régional des valeurs mobilières, ce qui a restreint l'accès du Mali au financement posant un risque important pour la viabilité de la dette. Ces évolutions sont particulièrement inquiétantes étant donné que dans le scénario le plus extrême de la dette publique globale, les ratios VA de la dette publique/recettes et service de la dette/recettes atteignent des niveaux élevés, ces derniers dépassant 100 % d'ici 2031. Ce qui implique des revenus insuffisants pour couvrir les dépenses récurrentes. Afin de réduire les risques pesant sur la soutenabilité de la dette, il serait important de résoudre les problèmes de sécurité et les problèmes politiques et de rétablir la discipline budgétaire pour restaurer la confiance des investisseurs, essentielle pour attirer des financements. Cette situation aussi demande une gestion prudente des flux de trésorerie et une bonne gestion des arriérés existants. Dans ce processus, le dialogue avec les créanciers pour garantir une communication claire et des paiements ponctuels serait crucial.

#### **D. Point de vue des autorités**

##### **18. Les autorités souscrivent aux conclusions générales de l'analyse de viabilité de la dette.**

Elles soulignent leur détermination à maintenir un niveau d'endettement viable de sorte que le risque de surendettement reste modéré. Elles sont conscientes du fait que bien que l'encours de la dette soit resté à un niveau viable, les problèmes de liquidité pourraient faire peser un risque sur la viabilité de la dette, en particulier dans un contexte de durcissement sensible des conditions de financement sur les marchés régionaux des valeurs mobilières. Elles ont engagé un dialogue avec les créanciers afin de gérer judicieusement les arriérés existants et envisagent d'employer des stratégies et des instruments financiers de gestion de la dette (aménagement des calendriers d'échéances, volumes d'émission, marchés alternatifs, etc.) et de réduire la concentration de la dette dans certains secteurs et auprès de certains créanciers.

**Graphique 1. Mali : indicateurs de la dette extérieure contractée ou garantie par l'État dans différents scénarios, 2022–32**



Personnalisation des paramètres par défaut		
	Ampleur	Interactions
<b>Choc d'engagements</b>		
Passifs éventuels combinés	Yes	
Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.
Prix des produits de base	No	No
Financement de marché	n.a.	n.a.

Note: "Yes" indique toute modification de la taille ou des interactions des paramètres par défaut pour les tests de résistance. "n.a." indique que le test de résistance ne s'applique pas.

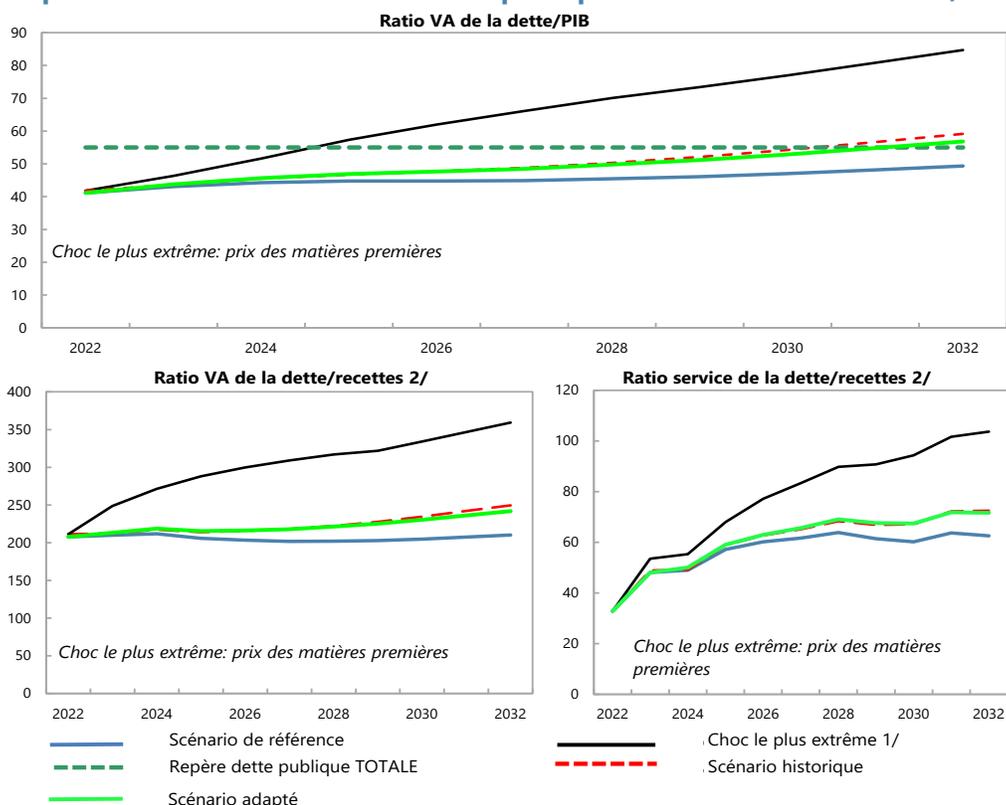
Hypothèses sur les conditions du financement supplémentaire résultant des tests de résistance *		
	Défaut	Défini par l'utilisateur (Personnalisés)
<b>Part de la dette marginale</b>		
Dette Extérieure PPG MLT	100%	
<b>Modalités de la dette marginale</b>		
Taux d'intérêt nominal moyen des nouveaux emprunts en dollars EU	1.2%	1.2%
Taux d'actualisation, dollars EU	5.0%	5.0%
Échéance moyenne (y compris période de grâce)	30	30
Période de grâce moyenne (minimum 1)	6	6

\* Note: Tous les besoins de financement supplémentaires générés par les chocs dans le cadre des tests de résistance sont supposés être couverts par la dette externe de MLT PPG dans l'AVD externe. Les termes par défaut de la dette marginale sont fondés sur des projections de référence sur 10 ans

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Le test de résistance le plus extrême est le test qui donne le ratio le plus élevé en ou avant 2032. Le test de résistance avec un dépassement exceptionnel est lui aussi présenté (le cas échéant), mais le dépassement exceptionnel est remplacé par des signaux mécaniques. Lorsqu'un test de résistance avec un dépassement exceptionnel s'avère le choc le plus extrême même après élimination de ce dépassement, seul ce test de résistance (avec un dépassement exceptionnel) serait présenté.

Note: 1) Le scénario standardisé est basé sur une définition de la dette extérieure basée sur la résidence; et 2) l'ampleur des chocs utilisée pour le test de résistance aux chocs sur les prix des matières premières est basée sur les perspectives des prix des matières premières préparées par le département recherche du FMI.

**Graphique 2. Mali : indicateurs de la dette publique dans différents scénarios, 2022–32**

Hypothèses sur les conditions du financement additionnel résultant des tests de résistance *	Défaut	Défini par l'utilisateur
<b>Part de la dette marginale</b>		
Dette extérieure CGE à moyen et long terme	14%	14%
Dette intérieure à moyen et long terme	77%	77%
Dette intérieure à court terme	9%	9%
<b>Modalités de la dette marginale</b>		
<b>Dette extérieure à MLT</b>		
Taux d'intérêt nominal moyen des nouveaux emprunts en dollars EU	1.2%	1.2%
Échéance moyenne (y compris période de grâce)	30	30
Période de grâce moyenne (minimum 1)	6	6
<b>Dette intérieure à MLT</b>		
Taux d'intérêt réel moyen des nouveaux emprunts	6.2%	6.2%
Échéance moyenne (y compris période de grâce)	5	5
Période de grâce moyenne	0	0
<b>Dette intérieure à court terme</b>		
Taux d'intérêt réel moyen	4.2%	4.2%

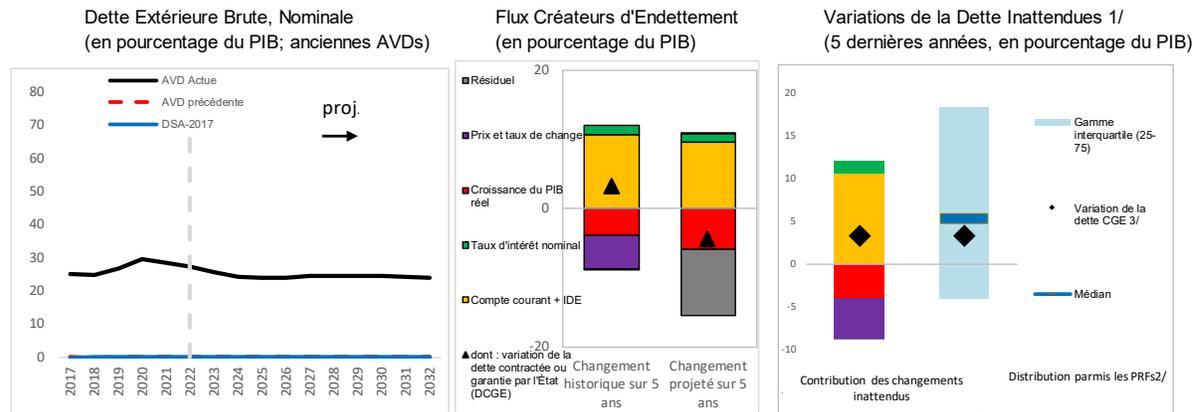
\* Note : dans le AVD publique, le financement intérieur couvre les besoins de financement additionnels résultant des chocs dans les tests de résistance relevant de l'AVD publique. Par défaut, les modalités de la dette marginale sont fondées sur les projections de référence pour une période de 10 ans.

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

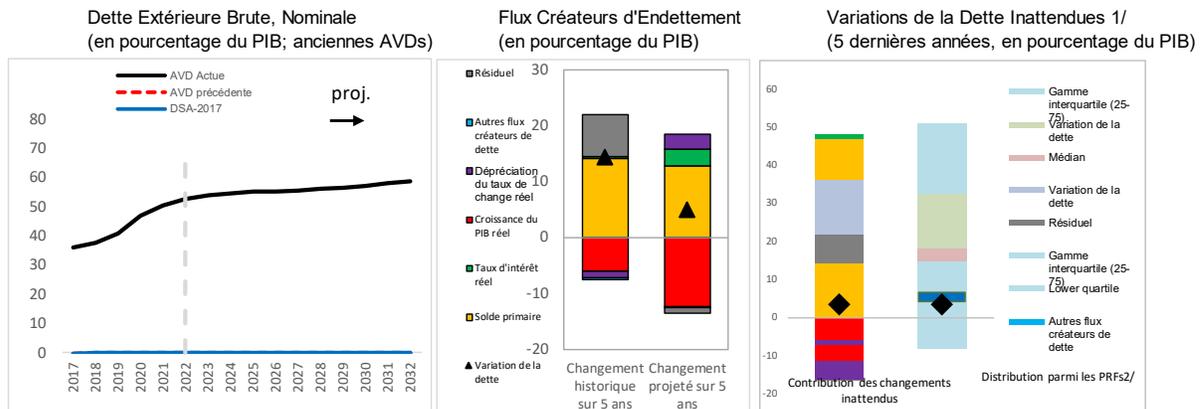
1/ Le test de résistance le plus extrême est le test qui donne le ratio le plus élevé en ou avant 2032. Le test de résistance avec un dépassement exceptionnel est lui aussi présenté (le cas échéant), mais le dépassement exceptionnel est remplacé par des signaux mécaniques. Lorsqu'un test de résistance avec un dépassement exceptionnel s'avère le choc le plus extrême même après élimination de ce dépassement, seul ce test de résistance (avec un dépassement exceptionnel) serait présenté.

Note: Le scénario adapté est le scénario d'ajustement stock-flux.

### Graphique 3. Mali : facteurs de la dynamique de la dette – scénario de référence



#### Dette publique



1/ Différence entre les contributions prévues et effectives aux ratios d'endettement.

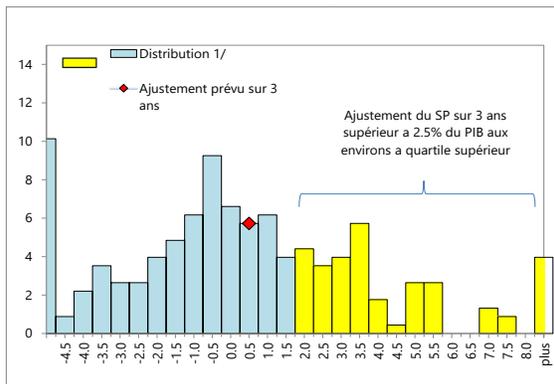
2/ Répartition entre les pays à faible revenu pour lesquels des AVDs PFR ont été produits.

3/ Étant donné le niveau relativement faible de la dette extérieure privée pour la moyenne des pays à faible revenu, une variation en points de pourcentage de la dette extérieure CGE devrait être en grande partie expliquée par les déterminants de l'équation de la dynamique de la dette extérieure.

Sources: autorités nationales; estimations et projections des services.

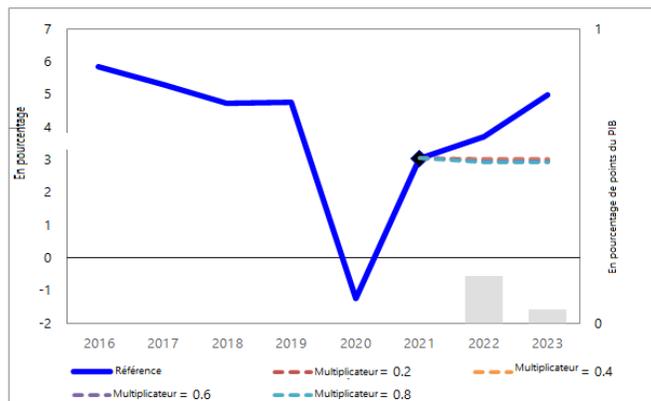
### Graphique 4. Mali : outils de réalisme

Ajustement sur 3 ans du solde primaire (points de pourcentage du PIB)



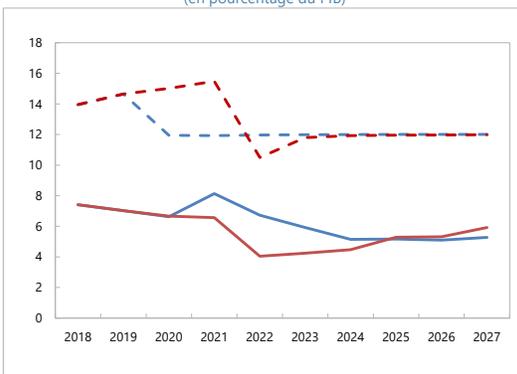
1/ Les données couvrent les programmes financés par le FMI pour les PFR (à l'exclusion du financement d'urgence) approuvés depuis 1990. L'ampleur de l'ajustement triennal à partir de la création du programme es couverte sur l'axe horizontal; le pourcentage d'échantillon est couvert sur l'axe vertical.

Ajustement budgétaire et trajectoires de croissance possibles 1/



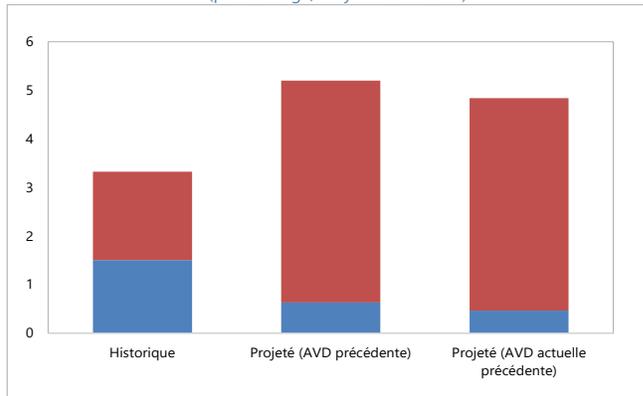
1/ Les barres renvoient à l'ajustement budgétaire annuel projeté et les lignes montrent les trajectoires possibles de croissance du PIB réel sous différents multiplicateurs budgétaires.

Taux de l'Investissement Public et Privé (en pourcentage du PIB)



— Investissement public - AVD précédente — Investissement public - AVD actuelle  
 - - - Investissement privé - AVD précédente - - - Investissement privé - AVD actuelle

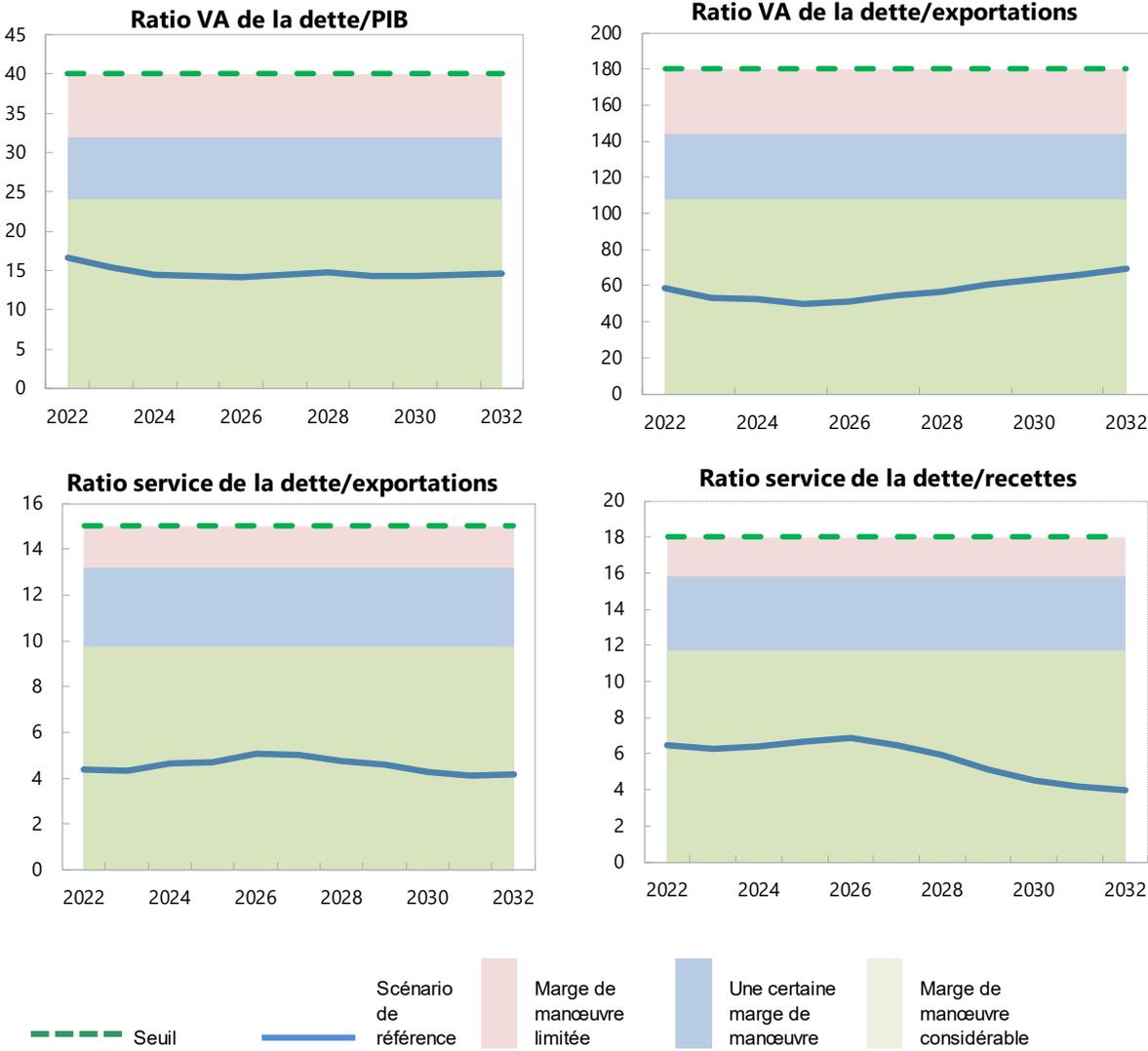
Contribution à la croissance du PIB réel (pourcentage, moyenne sur 5 ans)



■ Contribution d'autres facteurs  
 ■ Contribution de l'investissement public

Sources : autorités nationales ; estimations et projections des services.

Graphique 5. Mali : critères de la catégorie de risque modéré, 2022–2032 1/



Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.  
1/ Pour les seuils des ratios VA de la dette/PIB et VA de la dette/exportations, x est égal à 20 % et y à 40 %. Pour les seuils des ratios service de la dette/exportations et service de la dette/recettes, x

**Tableau 1. Mali : cadre de viabilité de la dette extérieure. Scénario de référence. Scénario de référence, 2019-42**  
(en pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Projections										Moyenne 8/				
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2042	Scénario historique	Projections
<b>Dette extérieure (nominale) 1/</b>	26.7	29.5	28.3	27.3	25.6	24.3	24.0	23.9	24.4	23.9	24.4	23.9	20.0	24.6	24.6
<i>dont : contractée ou garantie par l'État (CGE)</i>	26.7	29.5	28.3	27.3	25.6	24.3	24.0	23.9	24.4	23.9	24.4	23.9	20.0	24.6	24.6
Variation de la dette extérieure	1.9	2.9	-1.2	-1.0	-1.7	-1.3	-0.3	-0.1	0.5	-0.2	0.5	-0.2	-0.4	1.4	1.6
<b>Flux générateurs d'endettement net identifiés</b>	2.2	-1.4	1.3	3.3	1.7	1.2	-0.8	-0.5	-0.1	4.2	3.1	4.2	9.3	5.0	5.5
<b>Déficit extérieur courant hors intérêts</b>	7.1	1.8	7.3	6.6	5.9	5.2	3.2	3.5	3.8	8.1	8.1	8.1	13.0	12.3	10.1
Déficit de la balance des biens et services	12.2	6.5	11.2	10.5	9.2	9.5	8.1	8.6	9.0	12.6	12.6	12.6	14.4	12.3	10.1
Exportations	25.7	29.4	27.2	28.6	29.0	27.7	28.7	27.7	27.7	26.8	21.0	14.4	14.4	12.3	10.1
Importations	38.0	36.0	38.4	39.1	38.2	37.1	36.8	36.3	35.8	33.5	30.7	30.7	30.7	12.3	10.1
Transferts courants nets (égaux à entrées)	-8.8	-8.5	-7.9	-7.5	-7.1	-7.1	-7.6	-7.8	-7.9	-7.3	-6.2	-6.2	-6.2	-10.4	-7.5
<i>dont : officiels</i>	-4.4	-3.7	-3.1	-2.8	-2.6	-2.5	-3.2	-3.2	-3.2	-3.2	-3.2	-3.2	-3.3	-10.4	-7.5
Autres flux extérieurs courants (négatifs = entrées nettes)	3.7	3.8	4.0	3.6	3.8	2.8	2.8	2.7	2.7	2.7	2.7	2.8	2.9	3.1	2.9
<b>IDÉ nets (négatifs = entrées)</b>	-5.0	-3.0	-3.0	-2.5	-3.1	-3.0	-3.0	-3.0	-3.0	-3.0	-3.0	-3.0	-3.0	-2.7	-3.0
<b>Dynamique endogène de la dette 2/</b>	0.0	-0.1	-3.0	-0.8	-1.0	-1.0	-1.0	-0.9	-0.9	-0.9	-0.9	-0.9	-0.7	-2.7	-3.0
Contribution du taux d'intérêt nominal	0.3	0.4	0.2	0.3	0.3	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.3	-2.7	-3.0
Contribution de la croissance du PIB réel	-1.2	0.3	-0.8	-1.1	-1.3	-1.2	-1.2	-1.2	-1.2	-1.1	-1.1	-1.1	-1.0	-2.7	-3.0
Contribution des variations de prix et de taux de change	0.9	-0.9	-2.4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	-2.7	-3.0
<b>Résidual 3/</b>	-0.3	4.3	-2.5	-4.3	-3.5	-2.5	0.6	0.4	0.6	-4.4	-4.4	-4.4	-9.7	-0.6	-2.1
<i>dont : financement exceptionnel</i>	-0.2	-0.1	-0.1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	-0.6	-2.1
<b>Indicateurs de viabilité</b>															
<b>VA de la dette extérieure CGE/PIB</b>	...	...	16.3	16.7	15.4	14.5	14.3	14.2	14.5	14.5	14.5	14.5	13.7	3.7	4.9
<b>VA de la dette extérieure CGE/exportations</b>	...	...	59.9	58.4	53.0	52.2	49.7	51.0	54.2	69.4	95.3	95.3	13.7	1.2	1.2
<b>Ratio service de la dette CGE/exportations</b>	4.8	6.3	3.9	4.4	4.3	4.6	4.7	5.1	5.0	4.1	7.2	7.2	4.2	0.8	0.8
<b>Ratio service de la dette CGE/recettes</b>	6.3	9.5	5.1	6.5	6.3	6.4	6.7	6.9	6.5	4.0	4.0	4.0	4.2	0.8	0.8
Total des besoins de financement brut (milliards de dollars EU)	595.1	105.8	1071.7	1021.1	833.9	787.7	390.0	466.5	577.2	2260.1	8325.3	8325.3	...	...	...
<b>Principales hypothèses macroéconomiques</b>															
Croissance du PIB réel (en pourcentage)	4.8	-1.2	3.1	3.7	5.0	5.1	5.3	5.1	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	3.7	4.9
Déficit du PIB en dollars EU (variation en pourcentage)	-3.4	3.4	8.8	-6.6	3.9	2.0	0.6	0.6	0.5	2.0	2.0	2.0	2.0	0.8	1.2
Taux d'intérêt effectif (pourcentage) 4/	1.3	1.5	0.7	1.0	1.0	1.0	1.0	0.9	0.9	1.1	1.1	1.1	1.1	0.8	1.0
Croissance des exportations de biens & services (\$ en %)	6.1	17.0	3.7	1.8	10.6	2.3	9.8	2.2	1.8	3.1	3.3	3.3	3.3	7.1	3.7
Croissance des importations de biens & services (\$ en %)	7.8	-3.2	19.8	-1.3	6.4	4.3	5.0	4.4	4.0	6.0	6.2	6.2	6.2	7.6	4.9
Éléments des nouveaux emprunts du secteur public (en %)	19.6	19.3	20.8	19.4	19.9	20.0	20.2	20.4	20.7	21.9	24.8	24.8	24.8	16.9	20.7
Recettes publiques (hors dons, en pourcentage du PIB)	326.5	212.1	133.2	134.3	221.9	317.9	608.9	666.1	738.0	954.6	1615.2	1615.2	1615.2	...	...
Flux d'aide (en milliards de dollars) 5/	...	...	...	0.5	1.4	1.8	2.8	2.8	2.8	2.3	2.2	2.2	2.2	...	...
Financement équivalent don (en pourcentage du PIB) 6/	...	...	...	64.4	72.0	71.9	67.9	67.0	62.1	64.9	65.6	65.6	65.6	...	...
PIB nominal (milliards de dollars EU)	17,281	...	17,643	19,171	20,909	22,411	23,752	25,115	26,499	38,054	75,560	75,560	75,560	...	...
Croissance du PIB nominal en dollars	1.2	2.1	12.1	-3.1	9.1	7.2	6.0	5.7	5.5	7.1	7.1	7.1	7.1	4.5	6.2
<b>Pour mémoire :</b>															
VA de la dette extérieure 7/	...	...	16.3	16.7	15.4	14.5	14.3	14.2	14.5	14.5	14.5	14.5	13.7	3.7	4.9
En pourcentage des exportations	...	...	59.9	58.4	53.0	52.2	49.7	51.0	54.2	69.4	95.3	95.3	13.7	1.2	1.2
Ratio service de la dette/exportations	4.8	6.3	3.9	4.4	4.3	4.6	4.7	5.1	5.0	4.1	7.2	7.2	4.2	0.8	0.8
VA de la dette extérieure CGE (milliards de dollars EU)	...	...	3223.5	3200.7	3213.1	3238.8	3389.8	3554.3	3846.8	5356.7	10357.9	10357.9	10357.9	...	...
(VA - VA-1)/PIB-1 (en pourcentage)	...	...	-0.1	0.1	0.1	0.7	0.7	1.2	1.1	0.8	0.8	0.8	0.8	...	...
Déficit extérieur courant hors intérêts stabilisant le ratio d'endettement	5.3	-1.1	8.5	7.7	7.6	6.5	3.4	3.6	3.3	8.3	13.4	13.4	13.4	...	...

Sources : autorités nationales, estimations et projections des services.

1/ Comprend à la fois la dette extérieure des secteurs public et privé.

2/ Égal à  $(g - r - p)/(1 - p - g)$  où  $r$  = taux d'intérêt nominal,  $g$  = taux de croissance du PIB réel, et  $p$  = taux de croissance du déflateur du PIB en \$EU.

3/ Inclut le financement exceptionnel (c'est-à-dire les variations des annuités et l'aligement de la dette), les variations des avoirs extérieurs bruts et les ajustements de valeur. Pour les projections, comprend en outre la contribution des variations de prix et de taux de change.

4/ Charges d'intérêt de l'exception en cours, divisées par le stock de la dette de la période précédente.

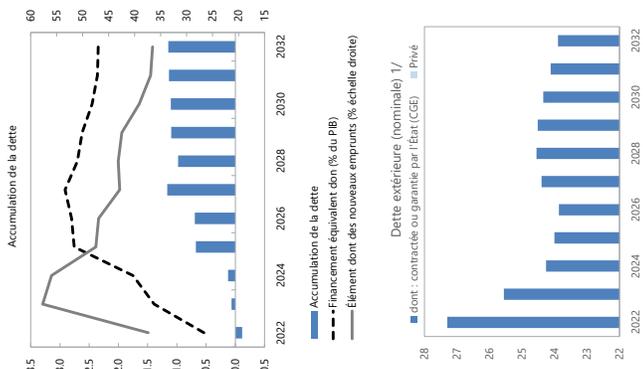
5/ Il s'agit des dons, des prêts concessionnels et de l'aligement de la dette.

6/ Le financement équivalent don inclut les dons accordés à l'État, directement et sous la forme des nouveaux emprunts (différence entre la valeur faciale et la VA de la nouvelle dette).

7/ On suppose que la VA de la dette du secteur privé est équivalente à sa valeur faciale.

8/ Les moyennes historiques et les écarts types sont généralement calculés sur les 10 dernières années, pour autant que les données soient disponibles.

Définition de la dette extérieure/intérieure  
Existe-t-il une grande différence entre les deux entités?  
Oui



**Tableau 2. Mali : cadre de viabilité de la dette publique. Scénario de référence, 2019–42**  
(en pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Projections												Moyenne 6/		
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2032	Scénario historique	Projections
<b>Depte du secteur public 1/</b>	40.7	46.9	50.4	52.5	53.8	54.6	55.1	55.2	55.5	55.8	56.2	56.8	57.8	35.7	55.8
dont : libellée en devises	26.7	29.5	29.3	27.3	25.6	24.3	24.0	23.9	24.4	24.4	24.9	25.0	25.0	24.6	24.6
Variation de la dette du secteur public	3.2	6.2	3.4	2.2	1.3	0.8	0.5	0.1	0.3	0.9	1.2	1.2	1.2	1.4	0.9
Flux générateurs d'endettement identifiés	-0.2	2.9	3.2	3.1	1.4	1.0	0.8	0.4	0.7	0.8	0.8	0.8	0.8	2.0	2.0
dont : contribution du taux d'intérêt réel moyen	0.7	4.3	3.3	3.3	3.3	2.8	2.1	1.5	1.5	1.5	1.5	1.5	1.5	2.3	2.3
Bénéfice primaire	21.5	20.5	21.5	19.8	20.5	20.9	21.8	22.0	22.3	23.3	26.4	26.4	26.4	18.6	22.0
Recettes et dons	1.9	1.2	0.7	0.4	0.7	0.9	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6	2.0	2.0
dont : dons	22.1	24.7	24.9	23.1	23.8	23.6	23.8	23.5	23.7	24.9	27.9	27.9	27.9	20.9	24.0
Dépenses primaires (hors intérêts)	-0.9	-1.2	-0.3	-0.9	-1.8	-1.7	-1.3	-1.0	-0.7	-0.6	-0.2	-0.2	-0.2	20.9	24.0
Dynamique automatique de la dette	-1.4	1.2	-2.3	-3.2	-2.1	-1.7	-1.3	-1.1	-1.0	-0.7	-0.7	-0.7	-0.7	0.0	0.0
Contribution de l'écart de taux d'intérêt/croissance	0.3	0.7	-0.9	-1.4	0.4	0.9	1.4	1.6	1.6	2.1	3.0	3.0	3.0	0.0	0.0
dont : contribution du taux d'intérêt réel moyen	-1.7	0.5	-1.4	-1.8	-2.5	-2.6	-2.7	-2.7	-2.7	-2.6	-2.1	-2.1	-2.1	0.0	0.0
dont : contribution de la croissance du PIB réel	0.5	-2.4	2.0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0.0	0.0
Contribution de la dépréciation du taux de change réel	0.0	0.0	0.0	-0.2	-0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Autres flux générateurs d'endettement identifiés	0.1	0.1	0.1	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.2	0.0
Produit des privatisations (négatif)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Complémentation des passifs implicites ou conditionnels	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Allègement de la dette (Initiative PPTe et autres) <sup>2/</sup>	-0.2	-0.1	-0.1	-0.3	-0.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Autres (à préciser, par ex., recapitalisation bancaire)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Residuel	3.4	3.3	0.2	2.3	0.2	-0.2	-0.2	-0.3	-0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	1.3	0.1
<b>Indicateurs de viabilité</b>															
<b>VA de la dette du secteur public 2/</b>	...	...	38.3	41.1	43.1	44.3	44.8	44.8	44.9	44.9	48.4	48.4	48.4	37.7	49.9
<b>Ratio VA de la dette publique/recettes et dons (en %)</b>	...	...	178.2	207.8	209.8	211.8	205.8	203.3	201.8	210.2	210.2	210.2	210.2	35.7	55.8
<b>Ratio service de la dette/recettes et dons (en %)</b> 3/	23.8	31.1	25.2	32.8	48.1	49.0	57.2	60.2	61.7	62.5	61.7	62.5	62.5	24.6	24.6
Besoin de financement brut 4/	5.7	10.5	8.9	9.7	13.2	13.0	14.5	14.7	15.2	16.1	16.1	16.1	16.1	20.9	20.9
<b>Principales hypothèses macroéconomiques et budgétaires</b>															
Croissance du PIB réel (en pourcentage)	4.8	-1.2	3.1	3.7	5.0	5.1	5.3	5.1	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	3.7	4.9
Taux d'intérêt nominal moyen sur la dette en devise (en pourcentage)	1.4	1.5	0.6	1.0	1.0	1.0	1.0	0.9	0.9	1.1	1.4	1.4	1.4	0.8	1.0
Taux d'intérêt réel moyen sur la dette intérieure (en pourcentage)	3.3	4.3	1.2	0.6	4.7	4.5	5.7	6.2	6.5	7.3	6.9	6.9	6.9	3.5	5.8
Dépréciation du taux de change réel (en pourcentage, + dénote une dépréciation)	2.3	-8.8	7.2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1.5	...
Taux d'inflation (déflateur du PIB, en pourcentage)	1.9	1.4	4.9	4.9	3.0	2.8	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.2	2.4
Croissance des dépenses primaires réelles (corrigeé du déflateur du PIB, en %)	19.3	10.1	4.2	-4.0	8.1	4.5	6.0	3.7	6.0	6.1	6.2	6.2	6.2	7.1	5.0
Déficit primaire stabilisant le ratio dette/PIB 5/	-2.5	-2.0	0.0	1.1	2.0	1.9	1.5	1.4	1.1	1.1	0.6	0.2	0.2	0.0	0.2
VA des passifs conditionnels (non inclus dans la dette du secteur public)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0

Sources : autorités nationales, estimations et projections des services.

1/ Indiquer la couverture du secteur public. Administration centrale, administrations d'états fédérés et administrations locales. Définition de la dette extérieure/intérieure est Currency-based.

2/ Le ratio VA de la dette extérieure par rapport au PIB dans l'AVD externe, l'ampleur des différences dépendant des projections de taux de change.

3/ Le service de la dette est égal à la somme des intérêts et de l'amortissement de la dette à moyen et long terme.

4/ Le besoin de financement brut est égal au déficit primaire plus le service de la dette plus l'encours de la dette à court terme à la fin de la période précédente et autres flux générateurs ou réducteurs d'endettement.

5/ Déficit primaire moins variation du ratio dette publique/PIB (-) : excédent primaire, qui stabiliserait le ratio de la dette uniquement dans l'année en question.

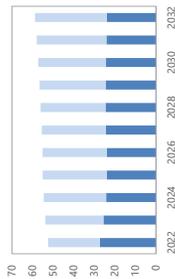
6/ Les moyennes historiques et les écarts types sont généralement calculés sur les 10 dernières années, pour autant que les données soient disponibles.

\* L'allègement de la dette, lié au CCRT est inclus dans les recettes en tant que don en capital dans le compte budgétaire, et donc inclus dans le déficit primaire mais pas dans l'allègement de la dette (PPTe et autres).

Scénario	Historique	Projections
Définition de la dette extérieure/intérieure	Basée sur la devise	Oui
Existe-t-il une grande différence entre les deux critères?		

Depte du secteur public 1/

■ dont en monnaie nationale  
■ dont en monnaie étrangère



■ dont détenu par les résidents  
■ dont détenu par les non-résidents



n.a.



**Tableau 3. Mali : analyse de sensibilité des principaux indicateurs de la dette extérieure contractée ou garantie par l'État, 2022-2032**

	Projections 1/										
	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
<b>Ratio VA de la dette/PIB</b>											
<b>Scénario de référence</b>	16.7	15.4	14.5	14.3	14.2	14.5	14.8	14.2	14.3	14.4	14.5
<b>A. Scénarios de rechange</b>											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2022-2032 2/	17	16	15	16	17	19	20	19	19	18	17
Scénario standardisé: définition de la dette extérieure basée sur la résidence	25	29	32	34	36	37	38	37	38	39	40
<b>B. Tests paramétrés</b>											
B1. Croissance du PIB réel	17	16	16	16	16	17	17	16	16	16	17
B2. Solde primaire	17	15	15	15	14	15	15	15	15	15	15
B3. Exportations	17	17	19	19	18	19	19	18	18	18	18
B4. Autres flux 3/	17	18	19	19	19	19	19	19	18	18	18
B5. Dépréciation	17	19	15	15	15	15	16	15	15	16	16
B6. Combinaison de B1-B5	17	20	20	20	20	20	20	19	19	19	19
<b>C. Tests Adaptés</b>											
C1. Passifs éventuels combinés	17	16	16	16	16	17	17	17	17	18	18
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	17	18	19	19	18	18	18	17	17	16	16
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
<b>Seuil</b>	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40
<b>Ratio VA de la dette/exportations</b>											
<b>Scénario de référence</b>	58	53	52	50	51	54	57	61	63	66	69
<b>A. Scénarios de rechange</b>											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2022-2032 2/	58	54	55	57	63	70	75	82	83	82	80
Scénario standardisé: définition de la dette extérieure basée sur la résidence	87	100	115	120	130	138	147	158	166	178	189
<b>B. Tests paramétrés</b>											
B1. Croissance du PIB réel	58	53	52	50	51	54	57	61	63	66	69
B2. Solde primaire	58	53	53	51	52	56	58	63	65	69	72
B3. Exportations	58	67	79	75	77	81	85	90	93	95	98
B4. Autres flux 3/	58	62	70	66	68	72	75	79	81	84	86
B5. Dépréciation	58	53	43	41	42	45	48	51	54	57	61
B6. Combinaison de B1-B5	58	68	63	65	66	70	73	78	80	83	86
<b>C. Tests Adaptés</b>											
C1. Passifs éventuels combinés	58	57	57	56	58	63	67	72	76	81	85
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	58	68	75	70	70	72	73	75	76	76	77
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
<b>Seuil</b>	180	180	180	180	180	180	180	180	180	180	180
<b>Ratio service de la dette/exportations</b>											
<b>Scénario de référence</b>	4	4	5	5	5	5	5	5	4	4	4
<b>A. Scénarios de rechange</b>											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2022-2032 2/	4	4	5	5	6	6	6	6	5	5	5
Scénario standardisé: définition de la dette extérieure basée sur la résidence	7	12	18	22	28	34	36	39	40	42	45
<b>B. Tests paramétrés</b>											
B1. Croissance du PIB réel	4	4	5	5	5	5	5	5	4	4	4
B2. Solde primaire	4	4	5	5	5	5	5	5	4	4	4
B3. Exportations	4	5	6	6	6	6	6	6	6	6	6
B4. Autres flux 3/	4	4	5	5	5	5	5	5	5	5	5
B5. Dépréciation	4	4	5	5	5	5	5	4	4	3	3
B6. Combinaison de B1-B5	4	5	5	5	6	6	5	5	5	5	5
<b>C. Tests Adaptés</b>											
C1. Passifs éventuels combinés	4	4	5	5	5	5	5	5	4	4	4
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	4	5	5	6	6	6	5	5	5	5	5
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
<b>Seuil</b>	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15
<b>Ratio service de la dette/recettes</b>											
<b>Scénario de référence</b>	6	6	6	7	7	6	6	5	5	4	4
<b>A. Scénarios de rechange</b>											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2022-2032 2/	6	7	7	7	8	7	7	6	6	5	5
Scénario standardisé: définition de la dette extérieure basée sur la résidence	10	18	25	32	38	44	45	43	43	42	43
<b>B. Tests paramétrés</b>											
B1. Croissance du PIB réel	6	7	7	8	8	7	7	6	5	5	5
B2. Solde primaire	6	6	6	7	7	7	6	5	5	4	4
B3. Exportations	6	6	7	7	7	7	6	5	5	5	5
B4. Autres flux 3/	6	6	7	7	7	7	6	5	5	5	5
B5. Dépréciation	6	8	8	8	8	8	7	6	5	4	4
B6. Combinaison de B1-B5	6	7	8	8	8	8	7	6	6	6	5
<b>C. Tests Adaptés</b>											
C1. Passifs éventuels combinés	6	6	7	7	7	7	6	5	5	4	4
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	6	7	8	8	8	8	7	6	5	5	5
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
<b>Seuil</b>	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Une valeur en gras indique un dépassement du seuil.

2/ Les variables comprennent la croissance du PIB réel, celle du déflateur du PIB (en \$EU), le solde extérieur courant hors intérêts en pourcentage du PIB et les flux non générateurs d'endettement.

3/ Y compris les transferts officiels et privés, ainsi que les IDE.

**Tableau 4. Mali : analyse de sensibilité des principaux indicateurs de la dette publique, 2022–2032**

	Projections 1/										
	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
<b>Ratio VA de la dette/PIB</b>											
<b>Scénario de référence</b>	41	43	44	45	45	45	45	46	47	48	49
<b>A. Scénarios de rechange</b>											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2022-2032 2/	42	44	45	47	48	49	50	52	54	57	59
Scénario standardisé: ajustement stock-flux	41	44	46	47	48	48	50	51	53	55	57
<b>B. Tests paramétrés</b>											
B1. Croissance du PIB réel	42	48	55	58	61	63	67	70	73	77	81
B2. Solde primaire	42	45	47	48	48	48	48	49	50	51	52
B3. Exportations	41	45	48	49	49	49	49	50	51	51	52
B4. Autres flux 3/	41	46	49	49	49	49	50	50	51	52	53
B5. Dépréciation	42	46	45	44	42	41	41	40	40	40	40
B6. Combinaison de B1-B5	42	44	46	46	46	47	47	48	49	50	52
<b>C. Tests Adaptés</b>											
C1. Passifs éventuels combinés	42	57	58	58	58	58	58	59	59	60	61
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	42	46	52	57	62	66	70	73	77	81	85
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
<b>Repère dette publique TOTALE</b>	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55
<b>Ratio VA de la dette/recettes</b>											
<b>Scénario de référence</b>	208	210	212	206	203	202	202	203	205	207	210
<b>A. Scénarios de rechange</b>											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2022-2032 2/	211	213	217	214	216	218	222	228	235	242	250
Scénario standardisé: ajustement stock-flux	33	48	50	59	63	66	69	68	67	72	72
<b>B. Tests paramétrés</b>											
B1. Croissance du PIB réel	211	233	262	265	273	282	293	305	317	330	342
B2. Solde primaire	211	219	226	219	216	214	214	214	216	218	220
B3. Exportations	208	219	232	224	221	219	219	219	220	221	223
B4. Autres flux 3/	208	222	235	228	224	222	222	222	223	224	225
B5. Dépréciation	211	223	214	203	194	186	181	177	174	173	172
B6. Combinaison de B1-B5	211	213	220	212	210	209	210	211	214	217	220
<b>C. Tests Adaptés</b>											
C1. Passifs éventuels combinés	211	278	278	268	264	260	259	258	258	259	261
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	211	249	271	288	300	309	317	322	334	347	359
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
<b>Ratio service de la dette/recettes</b>											
<b>Scénario de référence</b>	33	48	49	57	60	62	64	61	60	64	63
<b>A. Scénarios de rechange</b>											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2022-2032 2/	33	49	49	59	63	65	68	67	67	72	72
Scénario standardisé: ajustement stock-flux	33	48	50	59	63	66	69	68	67	72	72
<b>B. Tests paramétrés</b>											
B1. Croissance du PIB réel	33	51	57	70	76	82	88	90	92	99	100
B2. Solde primaire	33	48	51	60	63	65	67	65	63	67	65
B3. Exportations	33	48	49	58	61	62	64	62	61	65	64
B4. Autres flux 3/	33	48	49	58	61	62	64	62	61	65	64
B5. Dépréciation	33	45	47	54	57	58	60	58	57	60	58
B6. Combinaison de B1-B5	33	47	49	58	61	63	65	63	62	66	65
<b>C. Tests Adaptés</b>											
C1. Passifs éventuels combinés	33	48	69	74	78	81	85	78	76	79	78
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	33	54	55	68	77	83	90	91	94	102	104
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Une valeur en gras indique un dépassement du repère.

2/ Les variables comprennent la croissance du PIB réel, celle du déflateur du PIB (en \$EU), le solde extérieur courant hors intérêts en pourcentage du PIB et les flux non générateurs d'endettement.

3/ Y compris les transferts officiels et privés, ainsi que les IDE.

**Déclaration de MM. Sylla et Diakite sur le Mali**  
**Le 25 mai 2023**

**I. Introduction**

**Les autorités maliennes, que nous représentons, remerciant la direction et les services du FMI pour leurs conseils judicieux en matière de politique publique et pour l'assistance technique et financière dont elles ont bénéficié au fil du temps.** Elles accordent une grande importance au partenariat avec le FMI, qui s'est avéré essentiel pour préserver la stabilité macroéconomique du pays, contribuant ainsi à le replacer sur la trajectoire d'une croissance plus solide et plus inclusive, tout en réduisant ses facteurs de fragilité.

**La mise en œuvre des mesures prévues dans le cadre des programmes appuyés par le FMI a toujours été satisfaisante au Mali.** Toutefois, les dernières revues au titre du précédent programme FEC n'ont pu être achevées en raison de l'embargo de six mois imposé par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CDEAO) au premier semestre de 2022 dans le sillage du coup d'État intervenu en mai 2021. Les sanctions ont été levées au second semestre de 2022, les autorités maliennes ayant entrepris de rétablir le pouvoir civil et la constitution, qui avait été suspendue. Entretemps, le programme FEC a expiré en août 2022 et les autorités ont depuis cherché à renouer leur collaboration avec le FMI dans le cadre d'un nouveau programme donnant accès aux tranches supérieures de crédit ou du guichet « chocs alimentaires », compte tenu de la grave insécurité alimentaire que connaît le pays.

**L'économie malienne a fait preuve de résilience malgré les multiples chocs provoqués par des attaques terroristes, la pandémie, des sanctions régionales, les répercussions de la guerre en Ukraine et les changements climatiques.** La croissance s'est établie en moyenne à près de 4 % au cours des trois dernières années, principalement tirée par l'activité dans les secteurs agricole et minier. Les autorités sont déterminées à poursuivre la mise en œuvre des mesures visant à préserver la stabilité macroéconomique, à consolider les principaux progrès accomplis dans la gestion des finances publiques et à parvenir à une croissance inclusive plus solide sous l'impulsion du secteur privé, tout en améliorant les perspectives du pays en matière de stabilité et de sécurité.

**Les autorités se félicitent des échanges constructifs qu'elles ont eus avec les services du FMI dans le contexte des consultations de 2023 au titre de l'article IV.** Les entretiens ont surtout porté sur les moyens de remédier aux difficultés budgétaires, sur la protection des catégories les plus vulnérables de la population et sur l'exploitation du potentiel de croissance du Mali. Dans l'ensemble, les autorités souscrivent aux principales recommandations formulées dans le rapport des services du FMI, mais nuancent sensiblement certains aspects de l'évaluation effectuée par ces derniers. La visite à Bamako de la cheffe de mission au début du mois, afin d'appréhender elle-même la réalité du terrain, a également été grandement appréciée par les autorités.

## II. Évolution récente de l'économie et perspectives

**En 2021 et 2022, l'économie malienne a pâti de multiples chocs majeurs, à la fois intérieurs et extérieurs.** L'activité économique a notamment été pénalisée par l'embargo régional, par les répercussions de la guerre en Ukraine et par le contexte sécuritaire difficile. En outre, la production de coton, l'un des principaux produits d'exportation du Mali, a été plombée par une infection parasitaire. Malgré ces vents contraires, la croissance du PIB réel s'est établie à 3,7 % en 2022, tirée par la hausse de la production d'or et favorisée par l'action concertée des autorités visant à adapter la situation aux sanctions régionales, ce qui a concouru à éviter un ralentissement de l'activité. L'inflation moyenne a atteint 10 % en 2022, alimentée par l'envolée des prix mondiaux des produits alimentaires et des combustibles. S'agissant du secteur extérieur, le déficit des paiements courants s'est creusé de 2,2 % du PIB en 2020 à 7,5 %, surtout sous l'effet de l'augmentation des prix des importations d'énergie et de produits alimentaires.

**Les priorités en matière de politique budgétaire ont été redéfinies en raison de l'embargo et de l'interruption du soutien budgétaire extérieur prodigué par les partenaires traditionnels du Mali.** Les autorités se sont attachées à améliorer la perception des recettes fiscales et à renforcer la lutte contre la corruption, tout en hiérarchisant les dépenses. Les tensions sur les dépenses se sont accentuées, du fait des problèmes urgents en matière de sécurité, de la hausse des versements d'intérêts et des demandes constantes d'augmentation de salaire dans le secteur public. Dans ce contexte, la dette publique a progressé de 50,4 % du PIB en 2021 à 52,5 % du PIB en 2022, ce qui est également imputable à la dépréciation de l'euro et à la rétrocession de l'allocation de DTS de 2021 par la banque centrale régionale (BCEAO).

**Bien que les autorités concèdent s'être récemment heurtées à des difficultés financières, elles mettent l'accent sur le retour réussi du Mali sur le marché obligataire après la levée des sanctions.** Elles estiment qu'il s'agit d'un signe de la confiance des investisseurs dans la viabilité de la dette souveraine du pays. Elles continueront à œuvrer à l'élargissement de la participation des investisseurs au marché de la dette souveraine du Mali.

**Les autorités souscrivent dans l'ensemble à l'évaluation des perspectives et des risques pour 2023 et 2024.** La croissance devrait s'accélérer et dépasser 5 % en 2023–24, sur fond de hausse de la production aurifère et agricole, secteurs dans lesquels le Mali dispose d'un avantage comparatif notable. La mise en œuvre de la feuille de route des autorités en vue d'organiser des élections transparentes et crédibles en 2024 entraînerait le rétablissement de l'aide budgétaire extérieure et stimulerait les investissements étrangers à moyen terme. L'inflation devrait refluer à 5 % en 2023 et tomber en deçà de 3 % en 2024 à la faveur de l'atténuation des chocs sur l'offre. Le déficit budgétaire devrait se réduire à 4,3 % du PIB en 2024 puis converger vers la norme régionale de 3 % du PIB en 2025–2026. Le risque de surendettement reste modéré à moyen terme et le déficit des transactions courantes devrait diminuer, bien que les projections à moyen terme des autorités sur les prix de l'or soient plus modestes que celles des services du FMI. Les autorités que nous représentons soulignent que ces perspectives favorables sont fortement tributaires de la poursuite de l'amélioration des conditions de sécurité et du rétablissement de l'aide financière extérieure, dont celle du FMI,

afin de leur permettre de s'employer à assurer les services sociaux de base, à remédier à l'insécurité alimentaire et à faire face aux changements climatiques.

## **Politique économique et réformes structurelles à moyen terme**

### *Politique et réformes budgétaires*

**Malgré les grandes difficultés budgétaires de ces dernières années, les autorités sont déterminées à poursuivre la réduction du déficit budgétaire entamée en 2020.** L'objectif de leur politique budgétaire est de ramener, d'ici à 2025–2026, le déficit en deçà de la norme régionale de 3 % du PIB. À cette fin, elles vont accélérer les réformes visant à améliorer le recouvrement des recettes fiscales intérieures et la qualité de la dépense publique.

**Les autorités conviennent avec les services du FMI de la nécessité de faire davantage pour élargir l'assiette fiscale, pour rationaliser les procédures et pour renforcer l'efficacité des administrations fiscale et douanière.** À cette fin, d'importantes mesures fiscales et administratives lancées dans le cadre du précédent programme appuyé par la FEC restent valides et continueront d'être appliquées, notamment la conception et l'instauration d'un nouvel impôt foncier sur les terrains aménagés et non aménagés, la généralisation de l'emploi des procédures en ligne relatives à la déclaration et au paiement des impôts, et une action déterminée pour renforcer la lutte contre le non-respect des obligations fiscales par des contrôles rigoureux et par le croisement des informations des douanes, du Trésor et d'autres organismes. En outre, avec l'assistance technique du FMI, les autorités prévoient d'assujettir à l'impôt davantage de travailleurs œuvrant dans le secteur informel, notamment en exigeant le paiement de certaines taxes par l'intermédiaire des services bancaires mobiles.

**Rendre les dépenses plus efficaces contribuera à accroître l'espace budgétaire disponible pour répondre aux besoins de développement accrus.** Les autorités reconnaissent que la masse salariale de l'État grève assez sensiblement les finances publiques, mais elles soulignent la difficulté du contexte sociopolitique et sécuritaire du Mali. Cela étant, elles ont organisé des consultations visant à traiter de manière ordonnée les nombreuses demandes de hausse des salaires dans le secteur public, en les inscrivant dans une perspective à moyen terme, ce qui éviterait de prendre des mesures ponctuelles dans ce domaine essentiel des finances publiques. Il est à noter que l'accélération prévue de la croissance devrait engendrer une augmentation des recettes fiscales, d'où un recul du ratio masse salariale publique/recettes fiscales à moyen terme. En outre, les autorités continueront d'améliorer la gestion des encaisses, de renforcer les contrôles sur l'exécution du budget et d'éviter l'apparition d'arriérés de paiement.

**Les autorités soulignent également le poids considérable que fait peser l'insécurité sur les finances publiques.** On estime que l'insécurité, qui sévit depuis une décennie, a engendré une perte de recettes fiscales équivalente à 4 % du PIB en 2022. En outre, les dépenses notables consacrées au rétablissement de la sécurité évincent des investissements plus que nécessaires dans le développement et les programmes sociaux, en particulier dans les régions les plus fragilisées par l'insécurité. Par ailleurs, le retour et la prise en charge des

Maliens déplacés et réfugiés, qui constituent une priorité pour les pouvoirs publics, occasionnent également des coûts budgétaires substantiels.

**Les autorités considèrent qu'il est positif que leur pays présente un risque modéré de surendettement à moyen terme.** La préservation de la viabilité de la dette publique constitue l'une de leurs principales priorités. Malgré les difficultés, les autorités sont restées déterminées à mettre en œuvre une politique prudente en matière d'endettement, recourant dans la mesure du possible à des dons ou à des financements à haut degré de concessionnalité. Elles sont conscientes de ce que les problèmes de liquidité pourraient constituer un risque pour la viabilité de la dette en cas de net durcissement des conditions financières sur les marchés régionaux de titres. La poursuite de l'amélioration des pratiques de gestion de la dette restera une des grandes priorités. À cet effet, les autorités dialoguent avec les créanciers afin d'assurer un traitement ordonné des arriérés existants. En outre, elles prévoient d'actualiser leurs stratégies de gestion de la dette et les instruments financiers ainsi que de réduire la concentration de la dette dans certains secteurs et auprès de certains créanciers.

**Les autorités sont déterminées à réduire la pauvreté et à remédier à l'insécurité alimentaire,** conformément à leur Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable (CREDD) 2019-2023. On estime que 15 % de la population connaissait une grave insécurité alimentaire en 2022. Les autorités saluent l'analyse des services du FMI dans ce domaine et soulignent l'importance qu'il convient d'accorder à la protection des catégories les plus vulnérables de la population au moyen de subventions et de transferts monétaires qui, selon elles, ont une incidence plus notable et bénéficient à une plus grande partie de la population dans le contexte du Mali. La stratégie du pays en matière de lutte contre l'insécurité alimentaire comporte un volet à long terme visant à vaincre la faim et assurer la sécurité alimentaire, et un volet cyclique prévoyant des interventions d'urgence déterminantes. Dans ce contexte, faisant suite à la demande qu'elles avaient présentée au début de la mise en service du guichet « chocs alimentaires » en 2022, les autorités demandent de nouveau au FMI d'avoir enfin accès à ce dispositif.

**L'aide au titre du guichet « chocs alimentaires » jouerait un rôle essentiel et mobilisateur pour réduire l'insécurité alimentaire au Mali.** Nous tenons à souligner que les attaques terroristes et l'abandon de terres arables, ainsi que les entraves à la circulation des biens et des services qui en résultent, font partie des principales causes de cette insécurité alimentaire. En outre, cette dernière pousse malheureusement de nombreuses catégories de la population à s'installer dans des villes plus sûres, favorise les migrations et permet également aux terroristes d'embrigader de jeunes recrues, ce qui alimente l'insécurité. Le pays se trouve donc piégé dans un cercle vicieux que le guichet « chocs alimentaires » peut contribuer à briser.

### *Réformes structurelles*

**Les autorités travaillent sans relâche à l'amélioration de la gouvernance et du climat des affaires afin de favoriser une croissance inclusive tirée par le secteur privé.** Elles continueront de s'attaquer aux principaux problèmes structurels qui minent le pays, notamment les faibles résultats en matière d'éducation et de santé, qui risquent de se dégrader encore en raison des dépenses indispensables et élevées dans le domaine de la

sécurité. Dans le cadre de leur programme de réforme, les autorités maliennes s'attacheront également à améliorer l'accès aux services financiers, à garantir un approvisionnement fiable en électricité, à veiller au bon fonctionnement du système judiciaire, à renforcer la lutte contre la corruption et à continuer de rationaliser les procédures administratives.

**S'agissant du secteur de l'énergie**, elles se focaliseront sur la restructuration de la compagnie d'électricité (EDM-SA) et le recouvrement des coûts. Les autorités souhaitent que la compagnie d'électricité honore ses obligations financières et fournisse une électricité abordable et fiable. L'objectif reste la stabilisation de la situation financière de la compagnie et la suppression des subventions publiques à moyen terme.

**Les autorités sont fermement déterminées à remédier aux déficiences et aux vulnérabilités de leur cadre de gouvernance et de lutte contre la corruption.** Elles se mobiliseront donc pour favoriser une bonne gouvernance et combattre la corruption, notamment en appuyant les organismes anticorruption, tels que le Bureau du vérificateur général du Mali, en s'attaquant à l'enrichissement illicite et en dévoilant les bénéficiaires effectifs des sociétés auxquelles ont été attribués des marchés publics pendant la pandémie. En outre, elles prennent des mesures pour remédier à la tendance à la baisse des déclarations de patrimoine observée depuis 2018 et organiser des ateliers pour valider la liste des fonctionnaires à soumettre à cette obligation.

**Les autorités sont déterminées à favoriser l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes.** Leur stratégie dans ce domaine — la Politique nationale du genre (PNG-Mali) — a vocation à renforcer la capacité économique des femmes, notamment en leur facilitant davantage l'accès à l'éducation, à les intégrer dans les activités productives et à leur garantir l'égalité d'accès aux possibilités d'emploi et aux facteurs de production, en particulier à un financement abordable.

**Sachant que l'économie du pays repose en grande partie sur le secteur agricole, la question climatique demeure une priorité des autorités que nous représentons.** Comme le montre l'analyse minutieuse figurant dans le rapport des services du FMI, le Mali fait face à des conditions météorologiques particulièrement difficiles, dont des hausses des températures et des épisodes de sécheresse, qui ont des répercussions néfastes sur la sécurité alimentaire et le bien-être des catégories les plus vulnérables de la population. Les autorités sont déterminées à s'attaquer aux facteurs qui entravent le renforcement de l'adaptation et de la résilience face au changement climatique. Elles solliciteront l'assistance technique du FMI en matière de gestion « verte » des finances publiques et de gestion de l'investissement public dans le domaine climatique.

### **III. Conclusion**

L'économie malienne a fait preuve de résilience, mais a été affaiblie par les problèmes sécuritaires et climatiques, la pandémie de COVID-19 et les répercussions de la guerre en Ukraine. Les autorités sont déterminées à continuer, comme dans le passé, à mettre en œuvre une politique publique judicieuse dans le but de préserver la stabilité macroéconomique et de placer l'économie sur la trajectoire d'une croissance solide et inclusive.

Toutefois, la conjonction des chocs liés aux changements climatiques et à l'insécurité alimentaire a engendré des besoins urgents en matière de balance des paiements, auxquels il convient de répondre pour atténuer le risque substantiel de grave crise alimentaire et humanitaire. Les autorités maliennes comptent sur l'appui du FMI pour les aider à remédier à cette situation d'urgence.